
Ministère des Relations internationales

**Rapport
annuel
2000-2001**

Le contenu de cette publication a été rédigé par
le ministère des Relations internationales.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1500-D, rue Jean-Talon Nord
Sainte-Foy (Québec)
G1N 2E5

La forme masculine utilisée dans le texte est utilisée dans
son sens épïcène. Elle n'est utilisée que pour alléger
le texte et en faciliter la compréhension.

Dépôt légal — 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-19541-1
ISSN 1201-3005

© Gouvernement du Québec - 2001

Tous droits réservés pour tous pays

Reproduction par quelque procédé que ce soit
et traduction, mêmes partielles, interdites
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel du ministère des Relations internationales pour l'année financière comprise entre le 1^{er} avril 2000 et le 31 mars 2001.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

La ministre d'État aux Relations internationales,
ministre des Relations internationales et ministre
responsable de la Francophonie,

Louise Beaudoin

Québec, novembre 2001

Madame Louise Beaudoin
Ministre d'État aux Relations internationales,
ministre des Relations internationales et
ministre responsable de la Francophonie
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5R9

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel
du ministère des Relations internationales pour l'exer-
cice financier 2000-2001.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'ex-
pression de mes meilleurs sentiments.

La sous-ministre,

Martine Tremblay

Québec, novembre 2001

Table des matières

CHAPITRE 1

Présentation du ministère 9

- 1.1 Mandat du ministère 9
- 1.2 Structure administrative 9
- 1.3 Effectif 9
- 1.4 Ventilation des crédits 9

CHAPITRE 2

Mandats et activités 11

- 2.1 Secrétariat général et relations fédérales-provinciales 11
- 2.2 Direction générale des politiques 11
 - 2.2.1 Direction de la planification et de la programmation 11
 - 2.2.2 Direction des relations interministérielles et des affaires sectorielles 12
 - 2.2.3 Direction de la gestion de l'information et des inforoutes 13
 - 2.2.4 Service des ententes internationales 13
 - 2.2.5 Service de la veille et de la recherche 14
- 2.3 Direction générale des affaires multilatérales 14
 - 2.3.1 Direction de la Francophonie 14
 - 2.3.2 Direction des organisations internationales 17
- 2.4 Direction générale des affaires publiques 19
 - 2.4.1 Direction des communications au Québec 20
 - 2.4.2 Direction des affaires publiques à l'étranger 21
 - 2.4.3 Bureau d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères 22
- 2.5 Direction générale des Amériques et de l'Asie-Pacifique 23
 - 2.5.1 Direction États-Unis 23
 - 2.5.2 Direction Amérique latine et Antilles 28
 - 2.5.3 Direction Asie-Pacifique 31
- 2.6 Direction générale Europe, Afrique et Moyen-Orient 33
 - 2.6.1 Direction Europe 33
 - 2.6.2 Direction France 39
 - 2.6.3 Direction Afrique et Moyen-Orient 43
 - 2.6.4 Service des institutions européennes 47

- 2.7 Bureau des missions 48
- 2.8 Direction générale de l'aide internationale et de la coopération 49
 - 2.8.1 Secrétariat à l'aide internationale 49
 - 2.8.2 Direction de la coopération 50
- 2.9 Direction des affaires régionales et des événements internationaux 52
 - 2.9.1 Direction des affaires métropolitaines 52
 - 2.9.2 Direction des affaires de la capitale nationale et des régions 54
- 2.10 Protocole 55
- 2.11 Services 56
 - 2.11.1 Direction des affaires juridiques 56
 - 2.11.2 Direction des ressources humaines 57
 - 2.11.3 Direction des ressources financières et matérielles 57
 - 2.11.4 Direction de la vérification interne 58
- 2.12 Modernisation de la gestion publique 58
- 2.13 Accès à l'information et protection des renseignements personnels 58

Annexe I Effectif du ministère 61

Annexe II Budget autorisé et dépenses 63

Annexe III Ententes internationales conclues entre le 1^{er} avril 2000 et le 31 mars 2001 65

Annexe IV Principales visites et manifestations organisées entièrement ou partiellement par le Protocole du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001 67

CHAPITRE 1

Présentation du ministère

1.1 Mandat du ministère

Le mandat du ministère des Relations internationales est de planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement à l'étranger ainsi que de coordonner les activités, au Québec, des ministères et des organismes en matière d'affaires internationales. Le Ministère est, en outre, chargé, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, de la mise en œuvre de la politique d'affaires internationales du gouvernement. Cette politique a pour but de défendre les intérêts du Québec et de favoriser le rayonnement et le développement du Québec sur les plans commercial, économique, politique, social et culturel.

Le Ministère est le conseiller du gouvernement, de ses ministères et organismes sur toute question ayant trait aux affaires internationales. Il établit et maintient avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales les relations que le gouvernement juge opportunes. Il favorise le renforcement des institutions francophones internationales dont le Québec est membre. Le Ministère veille à la négociation et à la mise en œuvre des ententes internationales. Il est le dépositaire de l'original de ces ententes.

Le Ministère est, en outre, chargé d'effectuer des recherches, des études et des analyses sur les pays étrangers et leur situation géographique et économique, d'élaborer des stratégies territoriales et sectorielles et de faire la promotion à l'étranger du savoir-faire, des produits et des services québécois.

Il veille également au respect de la compétence constitutionnelle du Québec dans la conduite des affaires internationales. Il recommande la ratification des traités et des accords internationaux impliquant le gouvernement. C'est lui qui assure et dirige la représentation du Québec à l'étranger.

En vertu du Décret 18-97 du 22 janvier 1997, la ministre des Relations internationales est responsable de l'application de la section 111.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., C.M-30) relativement à l'action humanitaire internationale du gouvernement.

La ministre des Relations internationales est aussi responsable de trois organismes à vocation internationale, soit l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Agence Québec/Wallonie Bruxelles pour la jeunesse (AQWBJ) et l'Office Québec-Amériques pour la Jeunesse (OQAJ).

1.2 Structure administrative

L'actuelle structure administrative, mise en place en octobre 1999, reflète davantage les grandes orientations de même que les principaux mandats dévolus au ministère des Relations internationales.

Pour la direction du ministère, la sous-ministre en titre est assistée de quatre sous-ministres adjoints : un sous-ministre adjoint aux affaires bilatérales, un sous-ministre adjoint aux politiques, affaires multilatérales et affaires publiques, un sous-ministre adjoint aux affaires régionales et événements internationaux et un sous-ministre adjoint et chef du Protocole du gouvernement.

1.3 Effectif

Le 1^{er} avril 2000, l'effectif total autorisé du ministère des Relations internationales était de 561 équivalents à temps complet (ETC), dont 387 postes réguliers. Le 31 mars 2001, il était de 587 ETC, dont 400 postes réguliers; 312 étaient localisés à Québec, 20 à Montréal et 68 à l'étranger (voir Annexe I).

1.4 Ventilation des crédits

Un budget de 104,1 millions de dollars a été alloué au ministère pour assurer la mise en œuvre des activités du programme 01, « Affaires internationales ».

La ventilation du budget et des dépenses de ce programme est présentée à l'Annexe II, par élément de programme.

CHAPITRE 2

Mandats et activités

2.1 Secrétariat général et relations fédérales-provinciales

Dans le respect de l'autonomie des directions et en collaboration avec celles-ci, le Secrétariat général assure la coordination des dossiers intersectoriels, procède aux consultations internes en vue de proposer une position ministérielle et, s'il y a lieu, répond des dossiers interministériels qui demandent une décision ou un suivi ministériel.

Le Secrétariat général coordonne la préparation et le suivi des dossiers soumis par les différentes unités administratives à la sous-ministre, avant qu'ils ne soient présentés à la ministre. De plus, il fournit l'appui administratif nécessaire à l'exécution des activités courantes du Bureau des sous-ministres.

Le Secrétariat général favorise une vision d'ensemble du ministère. Il assure la coordination, la conception et la cohérence des dossiers sur les relations internationales touchant plusieurs directions du ministère et d'autres ministères. Il procède à l'examen des dossiers et des demandes et en valide la conformité avec les lois, les règlements, les directives et les orientations ministérielles; il formule des avis et des recommandations à la sous-ministre.

Le secrétaire est le répondant officiel du ministère pour les demandes concernant le Protecteur du citoyen, la Loi d'accès à l'information et la protection des renseignements personnels et la politique linguistique. De plus, il est responsable de l'application de la Politique concernant la protection des renseignements et la sécurité. Il siège également au comité mixte ministériel sur l'organisation du travail, sur les comités ministériels, sur le comité des effectifs, sur celui de la modernisation de l'administration publique et sur celui de la protection des renseignements personnels.

Le Secrétariat général travaille à la conception et à la mise en place d'instruments de gestion des dossiers et il revoit périodiquement les procédures internes du ministère. Il s'assure de la diffusion de l'information et du suivi de dossiers horizontaux, en plus de collecter la rétroinformation. Il facilite aussi les relations avec les organismes centraux, favorise les relations avec le cabinet et représente le Ministère à certains comités interministériels.

Le Secrétariat général est aussi responsable de la coordination des relations avec les ministères et les organismes du gouvernement fédéral et, plus particu-

lièrement, avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il assure la liaison avec la Direction de l'unité nationale et des relations fédérales-provinciales de ce dernier ministère, lorsque requis. Lors de visites au Canada et au Québec de dignitaires étrangers, de missions à l'étranger de ministres québécois ou, encore, de l'affectation à l'étranger de représentants du Québec, le Secrétariat général convient des collaborations utiles qu'il y a lieu d'établir avec les ministères et les organismes canadiens en matière d'affaires internationales.

2.2 Direction générale des politiques

Le mandat de la Direction générale couvre un large éventail de fonctions dont certaines sont de nature politique, d'autres de nature plus administrative. Le bureau du directeur général assure le suivi des grands dossiers de l'actualité internationale et de leurs répercussions sur les intérêts du Québec et sur la capacité d'agir du gouvernement. À ce titre, il maintient des relations très étroites avec les institutions qui, au Québec, se consacrent à la recherche et à l'enseignement dans le domaine des relations internationales.

2.2.1 Direction de la planification et de la programmation

La Direction a la responsabilité de coordonner l'exercice de planification stratégique ministériel de même que l'exercice de programmation annuelle des activités internationales du gouvernement. Elle doit, en outre, collaborer à la mise en place de mécanismes internes de suivi d'activités et d'indicateurs permettant au ministère d'assumer efficacement sa reddition de comptes. Elle coordonne aussi la production de certains documents à portée horizontale, tels l'agenda et le bilan gouvernemental, en réponse aux demandes des organismes centraux.

Elle participe à divers comités internes relatifs à l'implantation de pratiques modernes de gestion, de manière à faire en sorte que le ministère des Relations internationales s'inscrive résolument dans le virage gouvernemental entrepris en matière de réforme de l'administration publique. Enfin, c'est à cette direction qu'il incombe d'entretenir la collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), en particulier en ce qui concerne la participation du ministère au programme de

cette dernière sur l'avenir. C'est dans ce cadre qu'elle a structuré et coordonné la participation du gouvernement du Québec aux travaux du comité directeur de l'OCDE sur les risques systémiques émergents, entre autres en ce qui concerne la mise sur pied du comité interministériel québécois chargé de participer à ces travaux. Neuf ministères font partie de ce comité¹ et l'un d'entre eux siège officiellement au comité directeur international.

En 2000-2001, la Direction a également coordonné l'élaboration du plan stratégique ministériel pour la période 2001-2004. Contrairement aux années précédentes, où il s'agissait de mettre à jour un document existant, l'exercice 2001 a consisté à produire un nouveau plan stratégique s'appuyant sur une analyse actualisée du contexte international dans lequel le Québec doit inscrire son action. Ce plan, structuré à partir des quatre grandes fonctions dévolues au ministère, soit les fonctions « politique », « affaires publiques », « intégration » et « gestion », dégage les grandes orientations et les principaux axes qui seront empruntés par le Ministère dans la conduite des relations internationales du Québec. La Direction a, entre autres produit, comme l'exige la Loi sur l'administration publique, la première Déclaration ministérielle de services aux citoyens.

En lien avec son mandat de planification, la direction a, par ailleurs, participé au Réseau gouvernemental de veille intégrée sur les politiques publiques en plus de collaborer, au sein d'un comité interministériel, à l'élaboration d'un document sur l'État et la mondialisation dont l'objectif était de présenter les principales caractéristiques du phénomène et d'aborder ses conséquences sur l'État québécois.

La Direction de la planification et de la programmation s'est associée au Secrétariat du comité des priorités du Conseil exécutif pour organiser, en février 2001, un séminaire sur la mondialisation à l'intention de l'ensemble des veilleurs associés au réseau gouvernemental avec, comme conférencier invité, M. Pierre-Alain Schieb, administrateur principal et responsable du Programme de l'OCDE sur l'avenir.

Dans le cadre de ses responsabilités en matière de programmation, la Direction a collaboré à la révision du système de collecte et de suivi des activités du ministère pour l'adapter aux exigences particulières de la gestion par résultat. Le soutien qu'elle a accordé

à l'élaboration de plans d'actions, à chaque direction générale du ministère, s'inscrit aussi dans cette perspective.

Enfin, la Direction a été associée de près à l'organisation du XVIII^e Congrès mondial de l'Association internationale de science politique qui s'est tenu à Québec, en août 2000, et auquel ont participé quelque 2 300 congressistes dont des représentants de grandes universités, des délégués de l'Organisation des Nations unies et des acteurs politiques de nombreux pays.

2.2.2 Direction des relations interministérielles et des affaires sectorielles

La Direction des relations interministérielles et des affaires sectorielles a le double mandat de la coordination des activités internationales de l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement du Québec et du suivi des grands dossiers sectoriels.

Au cours de l'année 2000-2001, le Ministère a maintenu une concertation étroite avec ses principaux partenaires gouvernementaux. Il a notamment mis sur pied, de concert avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, un comité de coordonnateurs ministériels en affaires internationales (CCMAI). Vingt-sept ministères et organismes sont membres de ce comité qui constitue un forum privilégié d'échanges sur les questions internationales.

La Direction coordonne, par ailleurs, certains grands dossiers sectoriels stratégiques qui nécessitent une concertation particulière entre plusieurs partenaires, tant internes qu'externes au gouvernement, et mènent à l'élaboration de stratégies d'intervention adaptées.

Ainsi, en matière de politique commerciale, la Direction a fourni au ministère de l'Industrie et du Commerce divers avis relevant des compétences et mandats propres du ministère concernant, par exemple, les discussions avec l'État de New York sur un accord de libéralisation des marchés publics et la position du Québec dans le cadre des négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Des contributions d'experts ont été sollicitées, notamment en ce qui concerne les négociations sur les services pour mieux comprendre leurs impacts sur certains secteurs, tels l'éducation et la santé.

La Direction a également contribué aux travaux du comité interministériel chargé d'élaborer la stratégie du gouvernement québécois dans le cadre du Sommet des Amériques d'avril 2001, à Québec. Elle a collaboré, en particulier, à la définition des orientations et des positions gouvernementales liées au processus de construction des Amériques.

¹ Ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Environnement, ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, ministère des Ressources naturelles, ministère des Transports, ministère de l'Industrie et du Commerce, ministère du Conseil exécutif et ministère des Relations internationales.

En matière de ressources naturelles, le Ministère a participé à divers comités interministériels dans les secteurs de l'eau, des forêts, de la géomatique et de l'amiante. Il a pu ainsi contribuer à optimiser la coordination des actions du gouvernement du Québec, à la lumière de la situation qui prévaut à l'étranger et dans des forums internationaux. Mentionnons, dans le secteur des changements climatiques, les efforts consentis afin d'étoffer la position du Québec sur les gaz à effet de serre et sur l'opportunité, pour le Canada, de ratifier le protocole de Kyoto ainsi que de signer une entente avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique qui s'est établi à Montréal.

Le Ministère a, par ailleurs, contribué à l'élaboration du volet international de diverses politiques gouvernementales dont la Politique québécoise de la science et de l'innovation, la Politique jeunesse ainsi qu'à la définition d'un cadre général d'orientation de la Politique sur la gestion de l'eau. Il a également participé à l'élaboration d'un plan d'action pour la francisation des technologies de l'information et des inforoutes, a continué d'apporter son appui à la participation d'experts québécois aux comités et groupes de travail de l'ISO (Organisation internationale de normalisation) et à la conférence annuelle du consortium Unicode en vue de la francisation des nouvelles technologies et des inforoutes à travers le processus de normalisation et de standardisation international.

Dans le domaine de l'éducation, le Ministère a participé aux travaux du comité consultatif fédéral-provincial sur les activités internationales liées à l'éducation (CCFPAIE), créé dans le cadre du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC).

Le ministère a continué à assurer le secrétariat du Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle qui a notamment collaboré à l'organisation du Symposium sur la diversité culturelle qui s'est tenu à la Sorbonne, en présence des premiers ministres français et québécois. Le Ministère a aussi collaboré à la préparation de différentes rencontres multilatérales telles que la rencontre annuelle des ministres de la Culture du Réseau international sur la politique culturelle, la 2^e Table ronde des ministres de la Culture de l'UNESCO, celle des ministres de la Culture de la Francophonie et diverses autres réunissant des représentants de la France, de la Belgique et du Canada. Dans tous ces forums, il a assuré la promotion de sa position en faveur de la diversité culturelle telle qu'énoncée par le gouvernement du Québec, en 1999.

Enfin, au chapitre de la santé, le Ministère a assuré la concertation entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de la Santé et des

Services sociaux dans le dossier de la coopération avec divers partenaires de l'Union européenne dans le domaine de la carte à puce.

2.2.3 Direction de la gestion de l'information et des inforoutes

La Direction a procédé à la modernisation de certains équipements bureautiques et serveurs à ses bureaux au Québec et dans quelques représentations à l'étranger. Elle a aussi installé de nouveaux équipements en réseau à la Délégation de Boston et au Bureau de Munich. Elle a acquis et procédé à la configuration des équipements en prévision de l'ouverture des représentations de Los Angeles, Chicago et Miami.

La Direction a aussi procédé au développement et à la mise en œuvre d'un système de planification et de suivi des activités après avoir mis en place un nouvel environnement de développement. Elle a aussi révisé le système de gestion des clientèles et en a étendu l'utilisation à la majorité du personnel. Le développement d'un système de suivi et de gestion des événements a été amorcé au Protocole.

Une banque de discours en relations internationales, prononcés par des membres du gouvernement de 1988 à aujourd'hui, et un recueil de directives opérationnelles ont été ajoutés dans l'intranet. Un document visant le positionnement stratégique des technologies de l'information au sein du ministère a aussi été produit. En outre, les travaux concernant l'amélioration de la sécurité des réseaux se sont poursuivis par la mise en place de logiciels permettant l'accès à distance sécurisé.

De plus, la Direction a apporté son soutien et son expertise, notamment dans la mise sur pied du Bureau des Saisons du Québec et lors du Sommet des Amériques.

Par ailleurs, les responsables continuent à faire preuve de vigilance en ce qui concerne l'acquisition de logiciels supportant intégralement le français et sont à l'affût d'outils informatiques favorisant l'amélioration de la qualité du français et de la protection des renseignements personnels et stratégiques dans les communications.

2.2.4 Service des ententes internationales

Le mandat du Service des ententes internationales découle directement des responsabilités confiées au ministère des Relations internationales en matière d'ententes bilatérales et d'enregistrement de ces ententes. Le Service doit donc appliquer les principes en vertu desquels le Québec signe des ententes internationales,

et veiller à leur négociation, conclusion et mise en œuvre. Il conseille et assiste les directions géographiques et les ministères dans la conduite des négociations et intervient dans l'élaboration des textes qui relèvent de sa responsabilité. Il est aussi responsable des ententes de siège sur les privilèges et immunités consentis aux organisations internationales gouvernementales et des accords de reconnaissance des organisations internationales non gouvernementales.

Le Service a contribué à la conclusion de douze ententes internationales dont la liste détaillée est en annexe. Elles ont été conclues principalement dans les domaines de la sécurité sociale, de l'éducation et de la formation, de l'environnement et de la coopération dans divers secteurs.

En matière de sécurité sociale des ententes ont été signées avec la Slovénie, le Maroc et la Turquie de même qu'un avenant à l'entente entre le Québec et la République des Philippines. Les négociations se sont poursuivies avec la France et la Grèce pour le renouvellement des ententes existantes et d'autres ont été complétées avec la Belgique, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie.

Parmi les autres ententes importantes, mentionnons celle conclue avec l'État du Wisconsin, le 26 septembre 2000, portant sur la coopération multisectorielle et l'Entente de coopération conclue avec le gouvernement de Buenos Aires, signée le 28 décembre 2000.

Enfin, dans le cadre de l'application de la politique gouvernementale d'accueil des organisations internationales au Québec, une entente en matière de privilèges et d'immunités a été signée, le 12 mars 2001, à Montréal, avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

2.2.5 Service de la veille et de la recherche

Le mandat du service est d'assurer une veille des grands dossiers stratégiques en matière de relations internationales et de produire des études et des recherches à moyen et long terme.

Il a notamment réalisé des recherches sur l'intégration économique et politique en Amérique du Nord et en Europe de même que sur la structure du commerce international.

2.3 Direction générale des affaires multilatérales

2.3.1 Direction de la Francophonie

Mandat

Le mandat de la Direction de la Francophonie est d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Québec relative aux institutions francophones internationales, de coordonner l'action du Québec lors des sommets ainsi que lors de toute réunion institutionnelle de la Francophonie, d'exercer des fonctions d'analyse, de recherche et d'information sur tous les sujets d'actualité qui, dans la Francophonie, peuvent concerner la politique extérieure du gouvernement du Québec, d'y appuyer la mise en œuvre des programmes de coopération soutenus par le gouvernement du Québec et, enfin, d'assurer la promotion de ses intérêts auprès des institutions francophones et de la population québécoise.

Vie institutionnelle

Plusieurs rencontres institutionnelles ont marqué l'année et permis au Québec de faire connaître et de faire valoir ses compétences et ses intérêts auprès des gouvernements étrangers et des organisations internationales. L'année a été consacrée à la préparation du Symposium de Bamako, des Jeux de la Francophonie, de la Conférence des ministres de la Culture ainsi que du IX^e Sommet de la Francophonie. Le Québec a également participé aux diverses instances de la Francophonie : conférence ministérielle, conseil permanent et groupes de travail divers.

La Conférence ministérielle de la Francophonie a mis l'accent sur la diversité culturelle qui sera, par ailleurs, le thème central du prochain Sommet.

Répondant à une invitation du Québec, le secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, M. Boutros Boutros-Ghali, a séjourné en mission officielle au Québec, à l'automne 2000. Outre sa participation à des activités publiques organisées par des organismes voués aux relations internationales, cette mission a permis de réaffirmer l'importance pour le Québec d'être de la Francophonie, de faire valoir son engagement vis-à-vis de la défense des Droits de l'homme et de la diversité culturelle, de faire valoir aussi la place prépondérante que doit jouer la langue française dans l'espace francophone et dans le monde.

Aussi, sur ce dernier point, le Québec siège-t-il à plusieurs comités pilotés par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) en matière de promotion de la langue française.

La présence du Québec aux tables de concertation de la Francophonie, menées en marge des grandes conférences internationales, est une préoccupation majeure pour le Ministère.

IV^e Conférence francophone des organisations internationales non gouvernementales

La IV^e Conférence francophone des organisations internationales non gouvernementales a eu lieu à Québec, avec le soutien du ministère, les 7 et 8 octobre 2000. Les réflexions de ces représentants de la société civile, sous le thème *Le développement par la paix*, ont permis d'enrichir le dialogue avec les ministres et experts des institutions démocratiques qui se sont réunis à Bamako, au Mali, à l'occasion du Symposium sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone.

Symposium sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone

Lors du Symposium sur les pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone qui s'est tenu du 1^{er} au 4 novembre 2000, à Bamako, au Mali, les représentants des États et des gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie ont pris des engagements en vue de la consolidation de l'État de droit, de la tenue d'élections libres, fiables et transparentes, d'une vie politique apaisée ainsi qu'en faveur de la promotion d'une culture démocratique intériorisée et du plein respect des droits de l'homme. Ces engagements, consignés dans une déclaration, sont le fruit d'un long travail de concertation auquel ont collaboré intensément, avec le ministère des Relations internationales, l'ensemble des institutions démocratiques du Québec : l'Assemblée nationale, le Protecteur du citoyen, le Directeur général des élections, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, le Conseil de presse du Québec et la Ligue des droits et des libertés.

Les modalités de mise en œuvre de ces engagements seront définies dans un programme d'action qui sera adopté par les chefs d'État et de gouvernement lors du prochain Sommet de la Francophonie.

Bureau de suivi de la III^e Conférence des ministres de la Justice de la Francophonie

La juge en chef de la Cour du Québec, le sous-ministre associé du ministère de la Justice et une conseillère du ministère des Relations internationales ont participé, en février 2001, au Caire, en Égypte, à la 3^e réunion du Bureau de suivi de la III^e Conférence des ministres de la Justice de la Francophonie.

Cette réunion avait pour objectifs d'exposer l'état de l'avancement des réformes de l'institution judiciaire dans les pays francophones et de marquer l'apport de la coopération multilatérale francophone dans ce processus de même qu'identifier des axes prioritaires d'intervention à inscrire dans le Programme d'action pour consolider l'État de droit dans les pays de l'espace francophone, engagement pris dans la Déclaration de Bamako.

Diversité culturelle

La préparation, pour mai 2001, de la Conférence ministérielle sur la culture a été précédée de nombreuses réunions préparatoires sur les dix thèmes de travail retenus. Plusieurs experts québécois ont été choisis pour diriger des ateliers de travail ou pour apporter leur contribution à la réflexion.

Coopération économique et développement

Lors de la Conférence des ministres de l'Économie et des Finances de la Francophonie, à Monaco, des inquiétudes relatives aux difficultés d'intégration des pays les moins avancés (PMA) à la nouvelle économie ainsi que la préoccupation de ceux-ci quant au maintien et à la promotion de la diversité culturelle dans un contexte de mondialisation ont été manifestées. Au cours de la période qui a suivi, ces deux questions ont fait l'objet, dans la Francophonie, d'une intense activité à laquelle le Québec a été associé de près. Ces questions seront examinées à l'occasion de deux importantes conférences internationales, soit la III^e Conférence des Nations unies sur les PMA, à Bruxelles, en mai 2002, et la III^e Conférence ministérielle de la Francophonie sur la culture à Cotonou, en juin 2001. Les ministères de l'Industrie et du Commerce et de la Culture et des Communications ont continué d'être des partenaires constants du ministère dans le cadre de ces concertations et conférences.

La Conférence de Monaco a rappelé le rôle essentiel du secteur privé comme principal moteur du développement économique. Fort de l'appui du Québec, le Forum francophone des affaires (FFA), dont le siège est à Montréal et qui a le mandat de développer les échanges commerciaux, industriels et technologiques entre gens d'affaires appartenant à l'espace économique francophone, a poursuivi l'expansion de son réseau de Centres du FFA sur Internet (CEFFANET) et a organisé des séminaires technologiques en agroalimentaire dans quelques pays de la Francophonie.

En 2000-2001, le Québec a maintenu son appui à la mobilisation de l'épargne dans la Francophonie par le projet Programme d'appui à la mobilisation de l'épargne dans la francophonie (PAMEF), avec Déve-

loppement international Desjardins (DID), et s'est impliqué avec DID et l'Agence intergouvernementale de la Francophonie dans le projet du Centre d'innovations financières qui favorise la canalisation des fonds vers des investissements productifs générateurs d'emplois. À l'occasion du centième anniversaire de la création de la première caisse populaire du mouvement Desjardins au Québec et du trentième anniversaire de sa filiale Développement international Desjardins, le Ministère a participé à Québec, en octobre 2000, à la conception d'un séminaire sur l'avenir de la finance communautaire dans les pays en développement.

Le Ministère a également poursuivi, avec l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, son appui technique et financier à d'autres projets, comme ceux de la formation en finances et en entrepreneuriat (projet ÉVEIL) mené en collaboration avec l'Université Laval, de la création d'un fonds de solidarité emploi-retraite au Sénégal en collaboration avec la Fédération des travailleurs du Québec et du recouvrement fiscal dans les États membres de l'Union économique et monétaire Ouest africaine avec la collaboration du Centre de perception fiscale du Québec.

La solidarité du Québec devant les autres membres de la Francophonie s'est aussi exprimée par son implication dans les réunions du conseil d'orientation du Programme spécial de développement de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, un fonds alimenté par des contributions volontaires d'États et de gouvernements membres de la Francophonie, dont celles du Québec, qui vise à promouvoir la solidarité économique dans l'espace francophone.

L'appui du Québec à l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie, dont le siège est à Québec, s'est particulièrement manifesté à l'occasion des deux ateliers sur l'environnement qu'il a organisés. Le premier, à Casablanca, en avril 2000, sous l'égide du Maroc, visait à renforcer l'expertise des négociateurs du Sud en vue des négociations sur la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le second, à Québec, en mars 2001, sous l'égide des gouvernements du Québec et du Canada, a porté, lui, sur le mécanisme de développement propre de la CCNUCC.

Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN)

La 49^e session de la CONFEMEN s'est tenue en octobre 2000, à Bamako, au Mali, sous le thème *Stratégies de refondation des systèmes éducatifs en vue de réaliser une éducation formation de qualité pour tous : bilan et perspectives*.

La délégation québécoise y était dirigée par le député de Montmorency et adjoint parlementaire au ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, M. Jean-François Simard. Le 40^e anniversaire de l'institution a été souligné, entre autres, par la distribution de matériel scolaire dans les écoles et par l'inauguration d'une école à Dogodouman, en banlieue de Bamako, baptisée CONFEMEN. Le Québec a d'ailleurs versé une contribution financière pour marquer l'événement.

L'intensification des relations entre la CONFEMEN et l'Agence intergouvernementale de la Francophonie a été abordée, spécifiquement en regard de la programmation future de l'Agence. Dans ce sens, le Québec préconise que les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, en opération depuis près d'une dizaine d'années, soient pris en compte, tout comme les orientations données par la CONFEMEN doivent être de plus en plus considérées par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie.

Réunions des correspondants nationaux des États et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN

La réunion des correspondants nationaux des pays membres du Bureau de la CONFEMEN s'est tenue en mars 2001, à Dakar, au Sénégal. Les participants ont élaboré un plan de relance intitulé *Quelles perspectives pour la CONFEMEN ?* Les correspondants nationaux du Québec (ministères de l'Éducation et des Relations internationales) ont participé activement à la rédaction de ce plan. En mai 2000, les correspondants s'étaient également réunis à Dakar pour préparer la tenue de la 49^e session ministérielle.

Formation professionnelle et technique

Dans la foulée du Sommet de la Francophonie tenu à Moncton en 1999, dont le Plan d'action réaffirmait que l'éducation et la formation sont hautement prioritaires dans l'espace francophone, le Québec a continué de s'investir activement pour la promotion de ce secteur en terme de ressources humaines et financières.

Le Québec a agi à titre de principal partenaire technique de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie dans le projet d'appui à la conception et à la mise en œuvre des politiques de la formation professionnelle et technique dans les pays de la Francophonie.

Ainsi, des experts québécois se sont rendus à Beyrouth, au Liban, en janvier 2001, puis à Bangui, en République centrafricaine, en mars 2001, pour animer une série d'ateliers dans le cadre des séminaires

res transnationaux en formation professionnelle et technique organisés par l'AIF. Le Québec s'était vu confier le mandat, lors des assises de Bamako de mai 1998, de préparer, en collaboration avec la Communauté française de Belgique, l'organisation et l'animation d'un séminaire transnational de la formation professionnelle et technique à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, pour les pays de l'Afrique de l'Ouest. C'est à la suite de ce premier séminaire que l'AIF avait proposé aux chefs d'État d'étendre cette activité à l'ensemble de la Francophonie.

Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)

Le X^e Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) s'est tenu à Paris, en juillet 2000, sous le thème *Mondialisation, diversité et modernité*. Trois mille enseignants, universitaires et formateurs venant de plus de 120 pays s'y étaient donné rendez-vous pour discuter de l'enseignement et de la promotion du français dans le monde. Le gouvernement du Québec a accordé une contribution financière à la FIPF en vue d'y favoriser la participation québécoise. Plus d'une quarantaine de Québécoises et Québécois étaient inscrits au Congrès mondial de Paris, à titre de conférenciers et d'intervenants en ateliers.

TV5

L'évolution de la conjoncture depuis la conférence ministérielle extraordinaire tenue à Bruxelles, en avril 1999, a considérablement modifié la perception des intérêts réciproques à l'égard de TV5. En effet, les rapports entre les gouvernements participants ont imposé une réflexion approfondie sur l'avenir de la chaîne multilatérale, notamment quant à son mode de fonctionnement et aux structures existantes. Sa dimension planétaire, ses capacités technologiques de gestion numérique centralisée des différents signaux ainsi que le besoin unanimement ressenti de simplifier ses structures ont été autant de facteurs incitant les gouvernements à revoir en profondeur le fonctionnement de la chaîne.

C'est ainsi que lors de la conférence tenue à Vevey, en Suisse, le 27 octobre 2000, les ministres ont résolu de s'engager dans « *la création, au niveau mondial, d'une entité à caractère multilatéral francophone, éditrice d'un programme réseau, gérée par un seul conseil d'administration* ».

Inforoutes

Depuis sa création en 1998, à la suite de la Conférence des ministres francophones responsables des inforoutes tenue à Montréal, en mai 1997, le Québec

participe activement et financièrement au Comité francophone des inforoutes, instance décisionnelle du Fonds francophone des inforoutes dont l'action a permis la réalisation d'une centaine de projets de création de contenus en français sur les inforoutes dans de multiples domaines : culturel, éducatif, économique.

Jeunesse et sports — CONFEJES

La Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFEJES) est l'une des deux conférences ministérielles permanentes de l'Organisation internationale de la Francophonie.

M. Jean-François Simard, adjoint parlementaire au ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, a dirigé la délégation du Québec à la réunion de la CONFEJES qui s'est tenue au Caire, en Égypte, les 16 et 17 février 2001. Outre les affaires courantes, dont l'adoption du budget et de la programmation, les principales décisions ont été la mise en œuvre d'un processus d'évaluation des programmes de la CONFEJES, du Fonds d'insertion des jeunes et des Jeux de la Francophonie, qui relève d'un comité international de pilotage présidé par M. Jean-Pierre Bastien, directeur général du Secrétariat au loisir et au sport du Québec; l'adhésion de la Roumanie, de la Suisse et du Viêt-nam à titre de membres; puis, le renouvellement, voté à l'unanimité, du mandat du Secrétaire général de la CONFEJES, M. Victor Kouassi, de la Côte d'Ivoire.

Francophonie au Québec

Le Ministère a appuyé le mouvement associatif francophone en soutenant nombre d'activités d'organismes francophones québécois. Il a notamment apporté son concours à l'organisation de la Semaine de la Francophonie, du 17 au 25 mars 2001, quant à la célébration de la Journée internationale de la Francophonie, tant au Québec que dans les représentations du Québec à l'étranger.

2.3.2 Direction des organisations internationales

Mandat

La Direction des organisations internationales assure la conduite de l'action du gouvernement du Québec auprès des organisations internationales gouvernementales (OIG) et des grands forums multilatéraux, en particulier ceux organisés sous l'égide des Nations unies.

Dans la mesure où de plus en plus d'engagements internationaux touchant les compétences législatives du Québec sont pris au sein des OIG et à l'occasion de

grands forums multilatéraux, la Direction s'assure que les intérêts du Québec y sont pris en compte. Dans ce sens, elle s'assure de la concertation des ministères concernés par les matières visées et veille à la participation du Québec, à l'intérieur de la délégation canadienne, aux conférences et aux réunions internationales.

Que les engagements contractés soient moraux, politiques ou juridiquement contraignants, le Ministère veille à leur mise en œuvre au Québec, surtout en s'assurant qu'ils font l'objet des décisions gouvernementales appropriées, et ce, tout au long du processus de négociation. Enfin, il assure une veille ciblée auprès des organes et instances des Nations unies et grandes OIG régionales.

La Direction assume également un mandat ponctuel à l'égard de la gestion du Programme de stages dans des organisations internationales gouvernementales. D'une durée de trois ans, ce programme, issu du Sommet du Québec et de la jeunesse qui a eu lieu en février 2000, propose aux étudiants et aux récents diplômés des 2^e et 3^e cycles universitaires de vivre une expérience professionnelle de qualité dans des organisations internationales gouvernementales.

Dans la conduite de ses activités, la Direction agit en étroite liaison avec le délégué aux affaires francophones et multilatérales en poste à Paris.

Réalisations

Sommets mondiaux

Le suivi des grandes conférences internationales organisées par les Nations unies a mobilisé la Direction tout au cours de l'année. Ainsi, une représentation a été assurée lors des deux sessions extraordinaires de l'assemblée générale des Nations unies, tenues en juin 2000, à savoir la conférence mondiale *Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle* où la représentation québécoise a été présidée par la ministre responsable de la Condition féminine et le *Sommet mondial pour le développement social et au-delà : le développement social à l'heure de la mondialisation* où la représentation québécoise a été présidée par la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux. De plus, le Ministère a collaboré à l'élaboration de documents présentés lors de ces conférences, dont la série de fiches synthèses *Femmes, Women, Mujeres* qui évoque les réalisations du Québec depuis les dernières années en matière de condition féminine et *Le développement social au Québec*, bilan des décisions prises au Sommet mondial pour le développement social.

De plus, deux représentantes du Québec, dont une de la Société d'habitation et l'autre du ministère des Relations internationales, ont participé à la réunion préparatoire à la session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies portant sur l'examen et l'évaluation du Programme pour l'habitat qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en février 2001.

Deux réunions préparatoires à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, ont eu lieu au cours de l'année à Genève. Le ministère des Relations internationales et le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration étaient représentés lors de ces réunions.

La Direction a participé, en février, à la deuxième réunion préparatoire de la session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies consacrée aux enfants, qui devait avoir lieu en septembre 2001. Le document *Grandir au Québec : 1990-2001* portant sur l'évolution de la situation de l'enfance a été préparé en vue de cette session.

En prévision du Sommet mondial sur le développement durable (Rio + 10) qui se tiendra en Afrique du Sud, à l'automne 2002, le ministère des Relations internationales et le ministère de l'Environnement assureront la préparation de la participation québécoise.

Participation aux activités des OIG

Les activités de promotion des intérêts du Québec et de ses responsabilités en matière de culture, de science et d'éducation notamment, ont été poursuivies auprès des OIG.

C'est dans ce cadre que le délégué aux affaires francophones et multilatérales en poste à Paris a coordonné la réalisation de la mission de la ministre de la Culture et des Communications à la Deuxième Table ronde des ministres de la Culture de l'UNESCO, en décembre 2000. La Table ronde avait pour thème *La diversité culturelle : les enjeux du marché*. Outre l'importance de consolider la position du gouvernement du Québec en matière de diversité culturelle, la participation de la ministre à cet événement devenait essentielle puisqu'un plan d'action et une déclaration commune des ministres de la Culture devaient y être adoptés.

La Direction a également été associée à l'organisation de la rencontre internationale Tissage et Métissage tenue dans la capitale nationale en juillet 2000. Cet événement s'inscrivait dans les activités de la décennie des Nations unies pour l'éradication de la pauvreté et de l'Année internationale pour la culture de la paix.

Une cérémonie officielle soulignant la désignation du parc de Miguasha comme site du patrimoine mondial de l'UNESCO s'est déroulée en juin 2000 avec la collaboration du ministère.

Le gouvernement soutient financièrement la présence, à Québec, du Bureau de l'UNESCO ainsi que du Secrétariat de l'Organisation des villes du patrimoine mondial. La Direction assure le suivi de ces dossiers de même que la liaison avec ces institutions.

Un représentant du ministère a participé, en septembre 2000, à Washington, avec la ministre du Travail et ministre responsable de l'Emploi, au séminaire *Le rôle du tiers secteur dans le développement local : nouvelles tendances* organisé par le Programme LEED (Programme de développement économique et de création d'emplois au niveau local) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La Direction a coordonné la participation du gouvernement du Québec à la 6^e Conférence des parties sur les changements climatiques qui s'est déroulée à La Haye, aux Pays-Bas, en novembre 2000, et où se sont poursuivies les discussions relatives aux modalités d'application du protocole de Kyoto. La délégation québécoise était composée de représentants des ministères des Ressources naturelles, de l'Environnement et des Relations internationales.

La Direction a assuré la participation du Québec, en décembre 2000, à Montpellier, en France, à la première réunion du Comité intergouvernemental pour le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dont le mandat est d'élaborer et de développer des procédures et pratiques pour rendre le protocole applicable. Le ministère de l'Environnement a également participé à cette première réunion.

Elle a également assuré la participation du Québec à l'intérieur de la délégation canadienne, à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme de même qu'aux travaux des deux groupes des Nations unies concernant les questions autochtones. Elle a également contribué aux activités du Comité permanent fédéral-provincial des fonctionnaires chargés des droits de la personne.

Une délégation québécoise participait à la Conférence internationale du travail qui se tenait en juin 2000, à Genève. La Direction a préalablement assuré, en collaboration avec le Comité interministériel sur les affaires de l'Organisation internationale du travail (OIT) et le Comité consultatif sur le travail et la main-d'œuvre, les positions québécoises à l'ordre du jour des commissions thématiques, soit la protection de la maternité, la santé et la sécurité dans l'agriculture ainsi que le rôle de l'OIT à l'égard du développement

des ressources humaines. La Direction a, en outre, participé aux travaux du conseil d'administration de l'OIT qui s'est réuni à Genève, en novembre 2000. Elle a de plus assuré la préparation de la réponse du Québec au questionnaire du Bureau international du travail sur la promotion des coopératives de même que l'élaboration des rapports en vertu de la déclaration de l'OIT relatives aux principes et droits fondamentaux au travail et des rapports exigés par l'Organisation internationale du travail sur quatre des conventions ratifiées par le Canada.

La Direction a collaboré à l'accueil, au Québec, du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme venu annoncer la tenue du 1^{er} Sommet mondial de l'écotourisme qui se tiendra à Québec, en mai 2002, et qui constituera l'événement majeur de l'Année internationale de l'écotourisme.

Bilan du programme de stages

Le bilan de la première année du Programme de stages dans des organisations internationales gouvernementales indique que 36 offres de stages ont été reçues et que, de ce nombre, 29 stages ont effectivement été réalisés. On dénombre 13 femmes et 16 hommes dans la liste des stagiaires. Dix organisations internationales les ont accueillis, et ce, dans 15 pays différents.

Une première évaluation sommaire indique un vif intérêt de la part des organisations internationales gouvernementales pour le renouvellement de la collaboration avec le ministère des Relations internationales dans l'optique d'un accroissement de l'offre de stages.

Coordination et travaux interministériels

Enfin, la Direction a coordonné les travaux du Comité interministériel sur les affaires de l'OIT, du Comité interministériel sur la participation du Québec à Istanbul +5, du Comité interministériel sur la participation du Québec au Sommet mondial sur le développement social et du Comité interministériel sur la participation du Québec à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est tenu en septembre 2001, à Durban, en Afrique du Sud.

2.4 Direction générale des affaires publiques

Mandat

La Direction générale des affaires publiques a deux mandats qu'elle réalise concurremment : promouvoir une perception juste du Québec à l'étranger

et sensibiliser l'opinion publique québécoise aux fondements et aux défis de l'action internationale du Québec.

Pour ce faire, elle planifie et coordonne, de concert avec les unités géographiques et les représentations à l'étranger, les activités de communication et d'affaires publiques du gouvernement, à l'étranger comme au Québec. Elle assure le « monitoring » (veille) de la presse québécoise, canadienne et étrangère et coordonne la définition et la diffusion des lignes de presse qui doivent en découler.

La Direction générale contribue au développement de réseaux de personnalités et de journalistes étrangers capables d'avoir un impact sur le positionnement et la perception du Québec à l'extérieur; elle produit et diffuse aussi des instruments d'information et de communication adaptés aux réalités du Québec.

Enfin, elle est chargée du soutien des relations de presse, des relations publiques et des communications lors des missions officielles à l'étranger du premier ministre, du vice-premier ministre et de la ministre d'État aux Relations internationales.

La Direction générale des affaires publiques a été créée dans la foulée de la réorganisation du ministère des Relations internationales visant à rendre plus adéquate la structure administrative pour répondre aux priorités gouvernementales et ministérielles. Bien que l'essentiel de la réorganisation administrative ait été mis en place en 1999-2000, d'autres ajustements devaient être apportés au printemps 2001.

En 2000-2001, la structure de la Direction générale compte trois unités : la Direction des communications au Québec dont le mandat est de faire connaître, au Québec, la portée de l'action internationale du gouvernement; la Direction des affaires publiques à l'étranger chargée de voir à ce que la perception du Québec à l'étranger soit la plus juste possible; le Bureau d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères (BIAPE) chargé de proposer et de coordonner des programmes d'accueil destinés à des leaders d'opinion provenant des pays prioritaires pour l'action internationale du Québec.

Réalisations

La période 2000-2001 a constitué une phase de mise en place, de définition de mandats, de consolidation, d'interrogations et d'évaluations ponctuelles. Outre les fonctions qui lui sont normalement dévolues en ce qui a trait à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la Direction générale s'est principalement consacrée à la réalisation des mandats qui lui ont été confiés et à l'organisation des trois unités qui la composent. Un effort particulier a été consenti à l'établissement de liens organisationnels

efficaces avec les autres unités du ministère ainsi qu'avec le réseau des représentations du Québec à l'étranger.

La définition et la mise en œuvre de mécanismes de collaboration avec d'autres partenaires concernés par l'action internationale du Québec (les ministères sectoriels, *Investissement Québec*, *Tourisme Québec*, etc.) ont également constitué un élément important de l'action de la Direction générale des affaires publiques.

La création d'un poste de chargé des études québécoises à l'étranger, dont le premier mandat est d'établir le portrait de la situation des études québécoises dans le monde, a concrétisé la préoccupation du ministère à cet égard.

Enfin, l'année a aussi été marquée, de façon très particulière, par la préparation des activités relatives au Sommet des Amériques et aux autres événements qui devaient se tenir à Montréal et à Québec presque au même moment.

2.4.1 Direction des communications au Québec

Trois publications majeures ont marqué la production de la Direction des communications au Québec en 2000-2001 : le *Guide de la pratique des relations internationales du Québec*, les *Notes d'intervention en politique internationale* et la centaine de numéros d'*Info-matin* destinée aux cadres et aux chefs de poste du ministère. Notons que la publication du *Guide* constitue un travail de longue haleine ayant débuté il y a quelques années.

En matière de monitoring et d'information, la Direction des communications au Québec a produit plusieurs outils visant à « systématiser l'action du ministère, rendre plus performants les outils auxquels il a recours et élargir le nombre de cibles qu'il touche de manière à projeter une image positive du Québec à l'étranger ». Les uns étaient destinés à nos interlocuteurs étrangers, les autres au personnel du ministère travaillant au siège ou dans le réseau. Citons notamment :

- les sites Internet *QuebecNews.com*, *QuebecHoy.com* et la *Salle des nouvelles*;
- les revues de presse;
- les notes d'intervention en politique étrangère.

Au chapitre du placement médias, la Direction a coordonné la parution de 43 annonces dans les journaux du Québec et collaboré de façon régulière au Journal de l'Association des employés et employées du gouvernement du Québec.

Des événements particuliers

La Direction a collaboré, à l'instar des années précédentes, à la réalisation d'activités reliées à des événements particuliers. Mentionnons, entre autres : la remise du prix Hector-Fabre, la 11^e Conférence des chefs du Protocole du Canada, la cérémonie de signature de l'Entente de siège du Secrétariat sur la biodiversité de l'ONU, les travaux préparatoires au Sommet des Amériques et aux Jeux de la Francophonie. Enfin, un plan de communication au Québec a été préparé.

Des sites Internet

La Direction des communications au Québec a étroitement collaboré à la réalisation du site du Sommet des Amériques (conception, rédaction, traduction et mise en ondes). Outre cet exercice, mentionnons la supervision de la conception des sites :

- des IV^{es} Jeux de la Francophonie;
- de la Délégation générale du Québec à Bruxelles;
- du Secrétariat à l'aide internationale et de la Direction de la coopération;

ainsi que la conception du site de *Mission Québec* (Argentine et Chili, Wisconsin, Europe).

Le travail de préparation du portail du gouvernement du Québec destiné à un public étranger a également été poursuivi.

Autres dossiers

Enfin, la Direction a assuré un travail de « traitement communicationnel » d'allocutions; elle a aussi rédigé et diffusé de nombreux communiqués. La Direction a également offert des services de révision linguistique et de traduction en plusieurs langues.

2.4.2 Direction des affaires publiques à l'étranger

L'élaboration des plans d'affaires publiques pour les territoires prioritaires, l'accueil de journalistes étrangers au Québec, l'encadrement et le soutien des journalistes québécois dans leurs missions à l'étranger, la préparation du Sommet des Amériques et celle des IV^{es} Jeux de la Francophonie auront marqué l'année de la Direction des affaires publiques à l'étranger.

Plans d'affaires publiques

Parmi les productions majeures de la Direction figure, au premier chef, la conception des plans d'affaires publiques pour les territoires de l'anglophonie, de l'hispanophonie et pour les États-Unis mexicains.

Pour l'Amérique latine, la Direction a collaboré aux fêtes de la célébration du 20^e anniversaire de la

Délégation générale du Québec à Mexico (production de matériel de soutien, présence sur place et collaboration aux opérations de visibilité du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien). On a aussi réalisé une analyse de presse à la suite de la visite du vice-premier ministre au Costa Rica.

Dans le cas de la Péninsule ibérique, la rédaction du plan d'affaires publiques a été complétée par un plan d'action. On a aussi participé à l'organisation de la visite, au Québec, d'un ministre catalan et assuré la coordination de la venue de deux journalistes, l'un catalan, l'autre madrilène.

En ce qui concerne le territoire européen, des pièces de monnaie commémorative ont été produites pour souligner la participation du Québec à l'effort de reboisement des jardins de Versailles. Le Ministère a également participé à un salon d'exposants dans le cadre d'une conférence internationale, tenue à Genève, au cours de l'été, portant sur le développement social.

Enfin, sur le territoire américain, les festivités du 60^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York et la participation du premier ministre du Québec au World Leaders Council ont marqué l'agenda de la Direction. L'ébauche d'un plan d'affaires publiques pour la Délégation du Québec à Los Angeles a également été produite.

Programme d'accueil de journalistes étrangers

Ce programme aura permis à une soixantaine de représentants des médias ciblés de venir au Québec en voyage d'initiation et d'exploration. Le plus fort contingent venait soit des pays qui devaient recevoir le premier ministre dans le cadre des *Missions Québec*, soit des pays des Amériques en prévision du Sommet des Amériques.

En plus d'élaborer les programmes de séjour, la Direction a coordonné la logistique du transport, de l'hébergement et de l'interprétation simultanée, et accompagné les journalistes dans la plupart de leurs déplacements.

Missions du premier ministre à l'étranger

La Direction des affaires publiques à l'étranger a apporté son soutien et son expertise à la préparation des missions du premier ministre. En pareils cas, ses responsabilités prévoient la supervision de la production de documents divers de même que celle du matériel de promotion et de signalisation nécessaire au succès de la mission.

Elle a assuré également la logistique liée à la presse (séances d'information, accréditation, aménagement des salles de presse, planification du transport

aérien et terrestre, hébergement des journalistes, transmission par satellites, conférences de presse à l'intention des journalistes québécois et étrangers, etc.). Enfin, l'évaluation des résultats de l'opération a été faite à la lumière des revues de presse québécoises et étrangères ainsi qu'à partir du rapport des journalistes étrangers en visite au Québec et des divers commentaires qui lui sont parvenus de part et d'autre.

Dans le cadre des *Missions Québec*, la Direction des affaires publiques à l'étranger a collaboré aux missions suivantes : la mission du premier ministre Lucien Bouchard au Wisconsin, ses missions en Espagne et en Italie (février 2001), la *Mission Québec* en Argentine et au Chili (mai 2000), la visite officielle du premier ministre à Paris et à Lyon, sa participation, en septembre 2000, au World Foreign Affairs Council (New York), le 60^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York. La Direction a aussi collaboré à l'inauguration officielle de la Délégation du Québec à Boston, en présence de la ministre Louise Beaudoin et d'une centaine d'invités du Québec. Enfin, la Direction a également proposé les contenus à diffuser dans le réseau Internet en rapport avec ces missions.

Mission du vice-premier ministre

La Direction des affaires publiques à l'étranger a collaboré à la préparation et à la coordination de la mission dirigée par le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, dans les pays du Maghreb et au Liban (automne 2000).

Sommet des Amériques (Québec)

Les travaux préparatoires au Sommet des Amériques, et à toutes les autres activités ou rencontres qui devaient se dérouler en parallèle, ont mobilisé une bonne partie de l'équipe de la Direction. Certains employés ont même été affectés de façon exclusive au Groupe d'intervention en affaires publiques chargé, par la sous-ministre, de coordonner l'ensemble des opérations d'affaires publiques liées au Sommet (le Sommet des peuples des Amériques, la Conférence de Montréal, la Rencontre extraordinaire des maires des villes du patrimoine mondial et la Conférence des parlementaires des Amériques). La Direction s'est chargée de coordonner l'accueil des journalistes étrangers, la production de documents de communication, de publicité écrite et audiovisuelle, de matériel promotionnel ainsi que du site Internet. Elle a aussi proposé une stratégie de placement publicitaire et de pavoisement.

Jeux de la Francophonie

Les travaux préparatoires aux IV^{es} Jeux de la Francophonie (juillet 2001) et au IX^e Sommet de la Francophonie ont amené la Direction à être associée, dès 2000-2001, à une série d'opérations principalement coordonnées par la Direction de la Francophonie.

2.4.3 Bureau d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères

Au cours de l'année financière 2000-2001, le Bureau d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères a d'abord consacré ses énergies à l'organisation de programmes de rencontres et de séjours au Québec destinés aux personnalités étrangères et à leur accueil. Il a également travaillé à améliorer les outils et le processus de travail mis en place au cours de sa première année d'activité.

Ainsi, au cours de l'année, le Bureau a traité vingt dossiers de visite, dont dix ont mené à l'accueil de 34 personnalités étrangères.

Les personnalités accueillies venaient de dix-huit pays ou organisations. Les pays de provenance du plus important contingent de personnalités étrangères reçues sont, dans l'ordre : la France (8), les États-Unis (7) et le Royaume-Uni (4). Ces 34 personnalités œuvrent dans divers milieux, principalement dans les milieux gouvernementaux et institutionnels (47 %), les milieux politiques (15 %), les milieux intellectuels et de l'éducation (12 %) et dans la société civile (12 %).

La majorité des personnalités accueillies ont exprimé par écrit leur appréciation et la totalité l'ont exprimée verbalement. Elles sont retournées dans leur pays avec une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du Québec et, dans certains cas, avec des perceptions plus justes et plus équilibrées. Pour certaines, cela s'est déjà manifesté par des articles où la perspective a évolué; dans d'autres cas, par des collaborations déjà amorcées.

Pour réaliser ces visites, le Bureau a dû mettre à contribution plusieurs organisations et personnes-ressources au Québec afin de faciliter l'accès des invités à une grande diversité de points de vue. En ce sens, 163 personnes provenant d'une centaine d'organisations différentes ont été impliquées dans une ou plusieurs visites. Ces différentes organisations appartiennent à des milieux variés, comme celui des gouvernements et des institutions (28 %), des affaires, de l'économie et des finances (26 %), des milieux intellectuels et de celui de l'éducation (22 %). Finalement, le Bureau a œuvré au développement et à la consolidation d'une banque informatisée d'experts québécois.

2.5 Direction générale des Amériques et de l'Asie-Pacifique

2.5.1 Direction États-Unis

Mandat

Le mandat de la Direction États-Unis se divise en deux volets.

Le premier touche la veille, le « monitoring » et l'analyse qui lui permettent de définir l'ensemble des intérêts du Québec et de son gouvernement sur le territoire américain et auprès des organisations internationales régionales qui y sont présentes.

Le second concerne la responsabilité des rapports politiques, intergouvernementaux et institutionnels avec les instances fédérées (États), régionales (forums régionaux de la Nouvelle-Angleterre et des Grands Lacs) et nationales (forums nationaux et gouvernement fédéral américain). La Direction assure aussi le lien fonctionnel avec les délégations, les antennes et les autres bureaux du Québec présents sur le territoire américain.

Dictés par la géographie et modulés par l'histoire, les liens unissant le Québec aux États-Unis ne cessent de croître au fil des années : de plus en plus, on constate que les relations commerciales et financières extrêmement solides que le Québec a établies avec son voisin du sud qui est, et de loin, son principal partenaire commercial et principal investisseur étranger, ouvrent la voie à des liens institutionnels et politiques particulièrement féconds. Cette tendance lourde s'est révélée de manière particulièrement évidente au cours de l'exercice financier 2000-2001, alors que le ministère des Relations internationales a mis de l'avant une série de mesures structurantes qui ont doté le Québec d'une palette plus diversifiée et efficace d'instruments de politique extérieure, et déployé plusieurs opérations au rendement indiscutablement croissant.

Ainsi, le gouvernement du Québec a amorcé un redéploiement de son réseau de représentations aux États-Unis : après Boston, les bureaux du Québec à Chicago et à Los Angeles ont maintenant le statut de délégation. Un bureau du Québec a également été établi à Miami, principalement afin de capitaliser sur l'essor économique et démographique que connaît la région du sud-est des États-Unis ainsi que sur le rôle que joue Miami comme plaque tournante dans l'intégration des Amériques. À la suite de l'annonce de ce redéploiement, le gouvernement du Québec a procédé à trois nominations d'importance : MM. Marc T. Boucher et Maurice Boisvert ont respectivement été nommés délégué du Québec à Los Angeles et à Chicago, tandis que M. Jean Duquette a été désigné directeur du Bureau du Québec à Miami. Enfin, des ressources additionnelles ont été consacrées au navire

amiral du réseau québécois aux États-Unis, soit la Délégation générale du Québec à New York (DGQNY). Ces initiatives témoignent non seulement de l'importance prioritaire des États-Unis dans les relations internationales du Québec, mais elles reflètent de plus la diversification tant géographique que sectorielle de nos intérêts et de nos activités là-bas. La réorganisation du réseau des représentations officielles aux États-Unis revêt une importance majeure, car l'action gouvernementale québécoise dans ce pays dépend d'une collaboration soutenue entre la Direction États-Unis et les représentations du Québec sur le territoire, soit : la Délégation générale du Québec à New York, les délégations de Boston, Chicago et Los Angeles, le Bureau du Québec à Miami ainsi que le Bureau du tourisme du Québec à Washington. De plus, ces représentations ont poursuivi leur activité de veille et de promotion des intérêts du Québec dans leur région respective.

C'est d'ailleurs dans ce but qu'a été créé le site Internet *Québec in USA* qu'un webmestre entretient à la DGQNY.

Relations intergouvernementales

L'un des événements majeurs dans les relations politiques du Québec avec les États-Unis a été la mission gouvernementale au Wisconsin, en septembre 2000. Cette mission, organisée avec le concours de ministères et d'organismes gouvernementaux tels le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec ainsi que l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, s'articulait autour des thèmes intégrateurs de l'éducation et des dossiers jeunesse, de la formation de la main-d'œuvre, de l'agroalimentaire et des biotechnologies. *Mission Québec* au Wisconsin a permis de miser sur les liens déjà établis entre le premier ministre du Québec et le gouverneur de l'État du Wisconsin – devenu depuis l'actuel secrétaire à la Santé et aux Services sociaux de l'administration Bush, Tommy Thompson – à l'occasion de la réunion du Council of State Governments tenue à Québec, en décembre 1999. Dans le cadre de cette mission, qui s'est déroulée du 25 au 27 septembre 2000, le premier ministre Lucien Bouchard était accompagné de la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien. En plus de l'entretien entre le premier ministre et le gouverneur Thompson, les membres du gouvernement du Québec ont pu rencontrer le lieutenant-gouverneur et la secrétaire au Commerce de cet État, en plus de l'équipe éditoriale des deux principaux quotidiens politiques du Wisconsin, le *Madison Capital-Times* et le *Milwaukee Journal-Sentinel*. De

plus, le premier ministre a profité de son passage pour prononcer une allocution devant l'Institute of World Affairs de Milwaukee. Cette mission a également permis la signature d'ententes de coopération entre le Québec et le Wisconsin, particulièrement en matière d'échanges pour la jeunesse et de formation professionnelle. Un accord-cadre entre la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec et le University of Wisconsin System a également été signé afin de favoriser la mobilité étudiante. Enfin, Emploi-Québec, le Wisconsin Department of Workforce Development et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse ont signé un accord pour les stages d'insertion professionnelle des jeunes.

Un autre événement majeur a été la participation du premier ministre du Québec au World Leadership Forum organisé à New York par la Foreign Policy Association. Cet événement a permis au premier ministre de prononcer, le 7 septembre 2000, une allocution remarquée sur l'approche québécoise devant les défis de la mondialisation, et de rencontrer différents décideurs politiques et économiques des États-Unis et d'Europe.

En complément à son implication dans des événements de grande envergure et à l'organisation de missions gouvernementales, le Québec est demeuré un partenaire actif des grands forums régionaux américains. Du 16 au 18 juillet 2000, la ministre des Relations internationales a dirigé la délégation québécoise à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada dont la réunion annuelle s'est tenue à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Outre les thèmes traditionnels de discussion et de travail, tels l'énergie et l'environnement, la tenue d'un forum des gens d'affaires et d'une session consacrée à l'économie du savoir a conféré à l'événement une forte teneur économique. La réunion de Halifax a surtout permis la signature d'une douzaine de résolutions, entre autres, sur les transports, l'économie du savoir, les échanges d'étudiants, l'énergie, l'environnement et la gestion des frontières. Les gouvernements participants ont convenu d'une démarche concertée auprès du département américain de l'Énergie, recommandant de clarifier le statut de l'hydroélectricité à grande échelle comme source d'énergie renouvelable dans le cadre du projet de loi fédéral de restructuration de l'électricité. Une plus grande interaction au sein de ce forum régional entre les milieux économiques et les gouvernements participants a favorisé la création d'un comité permanent sur le commerce et la mondialisation. Enfin, la ministre des Relations internationales y a confirmé, en signant une lettre d'intention, la participation du Québec au Protocole d'entente international sur la gestion des urgences en situation de sinistre. De plus, en mai

et en octobre 2000, le Québec a participé aux réunions semi-annuelles de la Commission des Grands Lacs; ces réunions se sont déroulées à Duluth, au Minnesota, et à Hamilton, en Ontario.

En février 2001, le Québec était aussi présent, à Washington, lors de l'Assemblée hivernale annuelle de la National Governors' Association. Plusieurs questions importantes tels le développement économique rural, l'éducation, les politiques sociales, l'énergie ainsi que la revitalisation des zones industrielles désaffectées ont été abordées en profondeur par les gouverneurs. Également, plusieurs membres de la nouvelle administration Bush sont venus s'adresser aux gouverneurs, dont les secrétaires du Trésor, du Commerce, des Transports, de l'Agriculture, de l'Énergie, de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux ainsi que la responsable de l'Agence pour la protection de l'environnement. Au même titre que la participation de la ministre des Relations internationales à la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et que l'implication québécoise lors des rencontres de la Commission des Grands Lacs, ces moyens d'action s'inscrivent dans une volonté du Québec de poursuivre, voire d'accroître son implication dans ces grands forums régionaux.

Aussi, la ministre des Relations internationales a pris la parole dans plusieurs forums prestigieux rassemblant des interlocuteurs américains. En août 2000, elle a prononcé une allocution devant les Harvard Fellows lors de leur passage à Montréal; elle a alors pu sensibiliser cet auditoire composé de diplomates, journalistes, militaires et gens d'affaires d'une douzaine de pays à la spécificité politique et culturelle du Québec ainsi qu'aux principes moteurs de son action internationale. À l'occasion de l'inauguration de la Délégation du Québec à Boston, en septembre 2000, la ministre a prononcé un discours devant la tribune prestigieuse du World Affairs Council. Enfin, elle a profité de la tenue à Montréal, en octobre 2000, du congrès biennal de l'American Council for Québec Studies pour annoncer le redéploiement du réseau des représentations québécoises aux États-Unis ainsi que l'engagement ministériel d'appuyer la création d'une ou de chaires d'études québécoises aux États-Unis.

D'autres missions ministérielles ont également été déployées en sol américain, en particulier dans l'aire d'action de la Délégation générale du Québec à New York (DGQNY) qui a joué un rôle essentiel dans l'organisation et la préparation de ces missions. Le fait saillant de ces opérations à New York a sans conteste été l'annonce, faite le 26 avril 2000 en présence du premier ministre et du ministre de l'Économie et des Finances, que la bourse NASDAQ aurait désormais pignon sur rue à Montréal. Cette annonce illustre et confirme éloquemment la vocation

de Montréal comme carrefour de la nouvelle économie, vocation que de nombreuses initiatives structurantes de la part du gouvernement québécois ont contribué à forger.

Le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, s'est rendu à New York afin de rencontrer les analystes financiers des firmes de courtage et des banques américaines. Ces derniers ont reconnu la bonne santé de l'économie québécoise et l'action positive du gouvernement pour assainir les finances publiques et assurer le développement économique du Québec. Parmi les autres missions ministérielles déployées sur le territoire de la DGQNY, soulignons la mission du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, M. Jean Rochon, qui s'est rendu à New York, en juin 2000. Cette mission a été particulièrement réussie, puisqu'elle a permis la réalisation de partenariats féconds avec l'Université Columbia dans les domaines suivants : biotechnologies, technologies de l'information, optique et valorisation de la recherche (notamment par la signature d'une entente entre Valorisation Recherche Québec et la Columbia Innovation Enterprise). Parmi les nombreux suivis qui découlent de cette mission, il faut signaler les débuts d'une collaboration avec l'Université Columbia dans le secteur des nanotechnologies. En octobre 2000, le ministre délégué au Tourisme, Maxime Arseneau, s'est également rendu en mission à New York, Washington, Boston et Philadelphie. Pour sa part, le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, est allé à New York, en décembre 2000; il y a prononcé une allocution devant la New York Bar Association.

En complément à ces missions du premier ministre et des membres de son gouvernement, la Direction États-Unis et le réseau des représentations du Québec aux États-Unis ont poursuivi leur collaboration politique et administrative auprès des États américains et forums régionaux. Ainsi, la déléguée générale du Québec à New York, M^{me} Diane Wilhelmy, a travaillé au maintien de relations étroites avec les représentants politiques et l'appareil administratif de l'État de New York et de la ville de New York. Le délégué du Québec à Boston, M. François Lebrun, a, pour sa part, amorcé son calendrier de rencontres avec les gouverneurs de son territoire, rencontrant notamment, en janvier 2001, le gouverneur du Vermont, M. Howard Dean. Sur un plan plus sectoriel, la Direction États-Unis a participé, seule ou en appui aux ministères sectoriels concernés, à différents groupes de travail et organismes de concertation : soulignons la contribution du Québec aux réunions de mai, juin et septembre 2000 du Water Management Working Group qui réunit le Québec, l'Ontario et leurs partenaires américains de la Commission des Grands Lacs.

Dans le dossier de l'énergie, la Direction a poursuivi son implication avec le Northeast International Committee on Energy, qui s'est réuni à Montréal, le 14 février 2001. La Direction États-Unis et le Bureau du tourisme du Québec à Washington ont également appuyé l'implication du ministère des Ressources naturelles parmi la Coalition internationale de l'éthanol, qui s'est réunie à Washington, les 22 et 23 février 2001. La Direction États-Unis, de concert avec ses partenaires des provinces maritimes et des États de la Nouvelle-Angleterre, a également participé à un atelier sur les changements climatiques.

Enfin, à la suite de sa nomination à titre de commissaire général de l'événement Québec-New York 2001, M. Michel Létourneau a présidé, avec le concours de l'équipe du Commissariat général, de la DGQNY et de la Direction États-Unis, à l'organisation de cette initiative culturelle, économique et scientifique qui était prévue à l'automne 2001. Cette manifestation, la plus importante opération du genre jamais organisée par le gouvernement du Québec, jouit de l'appui d'un comité de parrains provenant des milieux culturel, universitaire, scientifique, financier, médiatique et d'affaires et devait, avant les événements tragiques du 11 septembre 2001, contribuer à faire connaître le Québec moderne au vaste public new-yorkais. En ce sens, elle constituait un moyen privilégié de présenter le Québec comme une société d'innovation et de création en même temps qu'une carte de visite sans pareille auprès de notre principal partenaire commercial.

Réalisations

C'est à travers ses nombreuses activités de veille et d'analyse que le ministère des Relations internationales et ses partenaires gouvernementaux peuvent esquisser un portrait exhaustif des nombreuses facettes de la société américaine. À cet égard, l'année financière 2000-2001 a été particulièrement enrichissante, étant une année d'élections présidentielles, et le scrutin de novembre 2000 ne connaissant son dénouement que plusieurs semaines plus tard. En assistant à des conférences d'intérêt tant aux États-Unis qu'au Québec, en établissant ou en maintenant des contacts étroits avec des groupes de recherche et de réflexion, des sociétés savantes, des universités, des médias, des institutions ou, encore, en étudiant certaines publications pertinentes, le gouvernement du Québec a ainsi profité d'outils de prospective fort intéressants.

C'est dans cet esprit que le Québec a participé activement au congrès de l'Association internationale de sciences politiques qui s'est déroulé à Québec, du 1^{er} au 5 août 2000, et qu'il a aussi participé aux réunions de la Midwest Association for Canadian

Studies (Ipsilanti, Michigan, 5 au 8 octobre 2000), de l'American Council for Québec Studies (Montréal, 26 au 28 octobre 2000), de l'American Council on the Teaching of Foreign Languages (Boston, 16 au 19 novembre 2000), de l'Association québécoise d'études américaines (Montréal, 1^{er} décembre 2000) et à un colloque spécial de l'Association for Canadian Studies in the United States, tenu à Berkeley, les 23 et 24 février 2001, qui portait sur les relations extérieures du Québec. La Direction a également participé activement à des événements organisés en prévision du Sommet des Amériques, tenu à Québec, en avril 2001. Ainsi, en février 2001, la Direction États-Unis a participé à un forum économique s'articulant autour du thème *Trois Amériques : un même horizon* et à un colloque, tenu à Québec, en mars 2001, portant, lui, sur *La diversité culturelle et les politiques linguistiques dans le monde*.

Cette présence ne constitue qu'un aspect de l'effort marqué que la Direction États-Unis a consacré en matière d'affaires publiques. En complément, elle a accueilli, entre autres, des personnalités du monde universitaire (par exemple, le professeur Frederick W. Mayer, de l'Université de la Caroline du Nord, en janvier 2001) de même que des représentants du Monterey Institute for International Studies. La Direction a également contribué aux activités du Québec Summer Seminar, qui permet chaque année à des universitaires américains spécialistes des études québécoises de se familiariser davantage avec le Québec. La Direction États-Unis a également appuyé, en juillet et en août, la venue de professeurs de français américains boursiers du ministère des Relations internationales en stage de perfectionnement et d'immersion culturelle.

De plus, la Direction a également profité des liens étroits qu'elle maintient avec les consulats généraux américains de Montréal et de Québec pour obtenir des rencontres avec des fonctionnaires du département d'État de passage au Québec (Intelligence and Research Division, juillet et août 2000) de même que pour participer à des conférences avec des experts américains (par exemple, celle de Gary Nordlinger, en février 2001). Des contacts étroits ont également été maintenus en territoire américain auprès d'observateurs intéressés par l'actualité québécoise (Congressional Research Service) ainsi qu'auprès de partenaires institutionnels (Council of State Governments) et du milieu des *think tanks* (Center for International and Strategic Studies, Woodrow Wilson International Center for Scholars, etc.).

La Direction États-Unis a également accentué ses efforts dans un autre volet important de sa mission d'affaires publiques : l'identification et l'accueil de personnalités étrangères susceptibles d'avoir un effet

multiplicateur favorable pour le Québec. En collaboration avec le Bureau d'invitation et d'accueil de personnalités étrangères, elle a accueilli le professeur Earl Fry, de la Brigham Young University, de même que les Harvard Fellows. La Direction a également reçu deux personnalités de niveau ministériel provenant d'États américains, M. Philip Jones, ministre de la Culture, des Loisirs et du Tourisme de l'État de la Louisiane (29 juin au 10 juillet 2000), ainsi que M. Bill Baxter, commissaire au Développement économique et communautaire de l'État du Tennessee (mai 2000). Enfin, en août 2000, elle a contribué à l'accueil de M. Noël V. Lateef, de la Foreign Policy Association.

Cependant, l'événement clé en matière d'affaires publiques pour le Québec aux États-Unis pendant l'année financière 2000-2001, a été sans conteste la célébration, le 30 novembre 2000, du 60^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York. La Délégation, qui est la plus ancienne représentation du Québec à l'étranger, a pour l'occasion réuni ses partenaires québécois et américains les plus prestigieux. Tout en permettant de faire le point sur les réalisations passées, les festivités de la célébration, qui ont eu lieu en présence du premier ministre, du vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, de la ministre des Relations internationales et de la ministre de la Culture et des Communications, ont permis au Québec d'annoncer devant le public new-yorkais la tenue de l'événement *Québec-New York 2001*.

Au cours de la dernière année, la Délégation générale du Québec à New York a continué de produire et de diffuser le mensuel *Québec Update* auprès de plus de 2000 abonnés et la revue de presse électronique *Québec Press Review* auprès de 400 abonnés de haut niveau, en plus de développer son réseau de contacts auprès des éditorialistes et journalistes des grandes publications américaines et de la presse étrangère présente aux États-Unis.

En plus des missions du premier ministre et du vice-premier ministre, le Ministère a participé à plusieurs initiatives originales visant à contribuer à la relance de l'économie et de l'emploi. Ainsi, en maintenant son appui au corridor Chaudière-Kennebec (dont le comité bilatéral s'est réuni à Sainte-Marie-de-Beauce, le 14 décembre 2000) et au projet Champlain-Richelieu, le Québec s'est doté d'outils efficaces pour favoriser, en particulier, le développement de liens économiques et touristiques. L'initiative du triangle d'excellence, qui rassemble des intervenants socio-économiques du Vermont, du nord de l'État de New York et de la Montérégie, permet également de tisser des liens qui pourraient se révéler particulièrement porteurs. La Direction États-Unis a aussi participé à la mission économique de l'État du

Tennessee, en mai 2000, mission qui était pilotée par le commissaire au Développement économique et communautaire de cet État, M. Bill Baxter. Les perspectives intéressantes qu'elle a ouvertes ont amené un organisme de promotion économique, la West Tennessee Industrial Association à organiser sa propre mission économique en novembre 2000. Cette dernière coïncidait avec la tenue, à Québec, d'un séminaire du Council of American States in Canada, organisme qui réunit les représentants des États américains qui ont pignon sur rue en Ontario et au Québec. Enfin, le Ministère a participé à des événements de promotion économique et multisectorielle à travers le congrès du Cinéma international des arts de la scène (CINARS) tenu à Montréal, du 29 novembre au 2 décembre 2000, et le colloque du Centers for International Business Education and Research (CIBER) sur le *Français des affaires* qui a eu lieu à San Diego, en Californie, du 28 au 31 mars 2001.

Le Service économique de la Délégation générale du Québec à New York (DGQNY), qui couvre la région du Moyen-Atlantique, destination du tiers des exportations québécoises vers les États-Unis, a organisé plusieurs activités qui ont mis en vedette la qualité des produits des entreprises québécoises. Soulignons spécialement le 5^e *Montreal Fashion Show on Ice* qui s'est déroulé les 22 et 23 janvier 2001. De plus, ce Service économique a poursuivi sa production de guides et d'études de marché, de bulletins d'information et de fiches synoptiques sur différents secteurs de l'activité économique de cette région présentant des occasions d'affaires intéressantes pour les exportateurs québécois. Enfin, il a assuré la veille des principaux dossiers susceptibles d'influencer nos relations commerciales bilatérales, dont la question des marchés publics, qui font l'objet de pourparlers entre les gouvernements du Québec et de l'État de New York.

Pour des motifs liés aux contextes géographique, historique et linguistique qui lui sont propres, les considérations culturelles et identitaires occupent d'emblée une place majeure dans l'affirmation du Québec sur la scène internationale. La troisième orientation du Plan stratégique du ministère des Relations internationales, *Contribuer au rayonnement culturel et identitaire du Québec*, s'inscrit dans cette démarche qui s'est concrétisée par de nombreuses interventions en territoire américain lors des douze derniers mois.

Le Service culturel de la DGQNY entretient des liens étroits avec les diffuseurs américains. Il assure une présence active du Québec lors des congrès de diffuseurs, organise des missions d'acheteurs et se positionne en tant que développeur-relayeur au point

de convergence entre l'offre québécoise et la demande américaine. Il a été particulièrement actif dans la promotion d'événements culturels mettant en valeur des œuvres cinématographiques, théâtrales et musicales ainsi que des arts visuels et de la danse. Le Service culturel a également tissé des liens étroits avec de nombreux organismes du secteur culturel, dont la Northeast Performing Arts Conference et l'International Society for the Performing Arts. Ces contacts ont déjà rapporté des dividendes que le Service culturel s'attend à pouvoir faire fructifier davantage au cours des prochaines années. Par ailleurs, le Service culturel, en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec, accueille et soutient les deux résidents du studio du Québec à Soho et organise pour eux diverses activités de rayonnement.

Dans la perspective de la tenue de la saison Québec-New York 2001, la DGQNY s'est activement engagée dans la phase préparatoire de cette opération d'affaires publiques par un travail plus soutenu de sensibilisation auprès de différents intervenants américains.

Les autres représentations du Québec aux États-Unis ont également contribué au rayonnement de la culture québécoise et à l'élargissement de l'espace culturel francophone : ainsi, les représentants du Québec en Nouvelle-Angleterre ont facilité l'organisation d'une tournée de la romancière Ying Chen (Middlebury College, Vermont, 17 juillet 2000). Dans le cadre des fêtes de la *Semaine de la Francophonie* en mars 2000, ils ont organisé une tournée de l'auteur François Gravel de même que la projection du film *La moitié gauche du frigo*. La représentation du Québec à Chicago a également été très active dans le domaine de la culture, organisant la tournée des écrivains Arlette Cousture (du 12 au 18 avril 2000, dans quatre universités de l'Illinois et du Michigan) et Dany Laferrière (du 26 février au 2 mars 2001, en Illinois, Ohio et au Wisconsin).

L'un des véhicules les plus intéressants pour susciter, auprès d'un public multiplicateur, l'intérêt envers le Québec, demeure le développement des études québécoises dans les universités et les centres de recherche. Par conséquent, la Direction États-Unis a entrepris d'intensifier ses interventions dans ce secteur par de multiples initiatives. En 2000-2001, elle a donc accordé un soutien financier à l'American Council for Québec Studies (ACQS), qui est le principal partenaire du Québec aux États-Unis (plus de 400 membres répartis dans la majorité des États américains). Tel que mentionné précédemment, la ministre, M^{me} Louise Beaudoin, a d'ailleurs été la conférencière principale du colloque de l'ACQS d'octobre 2000. De plus, le Québec a appuyé financièrement la tenue d'un

colloque de l'Association for Canadian Studies in the United States consacré aux relations internationales du Québec.

Enfin, la Direction États-Unis, de même que la DGQNY, ont appuyé l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse dans la recherche et le contact de partenaires éventuels. Au cours de l'année écoulée, on a assisté à la signature, avec le Wisconsin, d'un accord de stages professionnels pour les jeunes. L'année financière 2000-2001 a également vu la Direction amorcer des négociations avec le Washington Center for Internships and Academic Seminars, en vue de signer un accord de coopération qui permettrait à des étudiants québécois d'effectuer des stages professionnels pertinents à leur champ d'études dans la capitale américaine et d'acquérir, en compagnie d'étudiants mexicains et américains, une formation sur les enjeux de base reliés à l'intégration nord-américaine.

2.5.2 Direction Amérique latine et Antilles

Mandat

La Direction Amérique latine et Antilles a un double mandat :

- procéder à l'analyse géopolitique, la veille stratégique, l'évaluation des enjeux relatifs aux territoires sous sa responsabilité et proposer une stratégie de relations internationales qui tienne compte des intérêts du Québec dans cette région, et ce, conformément aux orientations et objectifs du plan stratégique ministériel;
- organiser des missions ministérielles dans les pays prioritaires de cette région ainsi que des visites politiques, au Québec, afin de consolider les relations intergouvernementales tout en développant la collaboration avec les ministères sectoriels et les organismes en ce qui concerne leurs activités internationales.

Relations intergouvernementales

En 2000-2001, la Direction Amérique latine et Antilles a poursuivi ses activités, conformément aux objectifs du plan stratégique du ministère des Relations internationales et en fonction des priorités de son plan d'action. Des efforts importants ont été déployés pour intensifier les relations bilatérales avec les pays prioritaires que sont le Mexique, l'Argentine, le Chili et le Brésil, et en approfondir l'analyse géopolitique.

La tenue de la *Mission Québec* en Argentine et au Chili, en mai 2000, est l'événement majeur ayant marqué de façon significative les relations entre le Québec et ces deux pays. La délégation québécoise, dirigée par le premier ministre, M. Lucien Bouchard,

comprenait le président du Conseil du trésor et ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, M. Jacques Léonard, le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse, M. François Legault, le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, ainsi que 150 participants dont 120 dirigeants d'entreprises et 30 représentants d'institutions académiques et culturelles, entre autres.

En Argentine, le premier ministre du Québec a eu un entretien de courtoisie avec le président de la République argentine, M. Fernando de la Rúa. Des rencontres avec le ministre de l'Économie, M. José Luis Machinea, ainsi qu'avec les gouverneurs des provinces de Córdoba, M. José Manuel de la Sota, de Buenos Aires, M. Carlos Ruckauf, et de la ville de Buenos Aires, M. Enrique Olivera, ont également eu lieu.

Outre la dimension politique et institutionnelle, la mission visait à rendre accessibles de nouveaux marchés aux entrepreneurs du Québec, à promouvoir le savoir-faire québécois et à mettre en relation des entreprises à fort potentiel de développement avec des partenaires argentins et chiliens. En Argentine, le ministre Guy Julien a rencontré plusieurs de ses homologues dans les secteurs de la production, des transports et du commerce.

Dans la portion chilienne de la mission, les 150 participants ont rencontré 473 homologues ou partenaires au cours de séances de maillage, d'ateliers thématiques ou de rencontres de groupe. Les représentants institutionnels ont signé plus de 30 ententes avec leurs vis-à-vis.

Au Chili, le premier ministre n'a pu rencontrer le nouveau président Ricardo Lagos, ce dernier étant en déplacement à l'extérieur du pays. M. Bouchard a cependant rencontré le ministre de l'Intérieur, M. José Miguel Insulza, qui agissait comme vice-président. Le premier ministre s'est également entretenu avec le sous-ministre des Relations extérieures, M. Heraldo Muñoz Valenzuela, ainsi qu'avec l'intendant de la région métropolitaine, M. Sergio Galilea. Lors de ces rencontres, M. Bouchard a souligné l'importance de la communauté chilienne au Québec, a rappelé l'implication de son gouvernement envers les Amériques et sa volonté de renforcer la représentation du Québec au Chili, en plus de faire valoir l'expertise du Québec dans les domaines clés de son économie.

Les ministres accompagnant M. Bouchard ont également rencontré de nombreux représentants du gouvernement chilien. Mentionnons, entre autres, le ministre secrétaire général du gouvernement, M. Claudio Huepe García, la ministre de la Planification et de la Coopération, M^{me} Alejandra Krauss Valle, et la ministre de l'Éducation, M^{me} Mariana Aylwin

Oyarzún. Tout comme en Argentine, ces rencontres ont permis le développement de la coopération bilatérale du Québec dans les secteurs de l'éducation, de la jeunesse et de la modernisation de l'État.

La mission au Chili a également été l'occasion de négocier une entente de coopération entre le Québec et la République du Chili. Cette entente touche de nombreux domaines dont la culture, l'éducation et la formation, la santé, la science et la technologie, le développement industriel, la jeunesse, les communications, la justice, l'administration publique, l'environnement, le développement de la petite et moyenne entreprise, et les finances. La mise en œuvre de cette entente devrait se faire prochainement.

Soulignons que les retombées pour le Québec de cette mission ont été rapides et concrètes. Le Québec a accueilli, aux mois d'octobre et novembre, deux importantes délégations argentines présidées respectivement par les gouverneurs des provinces de Misiones et de Neuquen. La visite du gouverneur de la province de Misiones, M. Carlos Rovira, visait à le familiariser avec l'expertise québécoise en matière de technologies forestières, d'ingénierie et de lutte contre les feux de forêt. Pour sa part, le gouverneur de la province de Neuquen, M. Omar Sobisch, a conclu un contrat de location de deux avions-citernes avec le Service aérien gouvernemental du Québec.

Toujours en octobre 2000, la ministre de la Justice du Québec, M^{me} Linda Goupil, a effectué une mission à Buenos Aires visant à faire valoir l'expertise québécoise en matière de réforme du Code civil, répondant ainsi aux besoins manifestés par les autorités judiciaires argentines. La ministre Linda Goupil était accompagnée de hauts représentants de la magistrature, du Barreau, de la Chambre des notaires et d'universitaires. Au cours de cette mission, la ministre a eu un entretien privé avec le ministre fédéral de la Justice, M. Jorge de la Rúa. Soulignons l'allocution de la ministre devant des députés et sénateurs membres de l'importante Commission de la législation du Congrès argentin qui constitue la plus haute autorité fédérale en matière de réforme du Code civil. Des entretiens ont également eu lieu avec trois ministres de la Justice des provinces de Buenos Aires, de Mendoza et de Buenos Aires, la capitale.

Dans le domaine de l'éducation, à l'automne 2000, le secrétaire général du Conseil fédéral argentin de la Culture et de l'Éducation a effectué un court séjour au Québec afin de s'inspirer du modèle québécois dans le but de parfaire la mise en place de la réforme de l'éducation actuellement en cours dans les différentes provinces argentines. Cette rencontre a donné lieu à une déclaration d'intention entre le ministère de l'Éducation du Québec et le ministère de l'Éducation de la Pampa afin d'assurer la venue d'une trentaine de

directeurs d'écoles de cette province désireux de parfaire leurs connaissances.

Chili

En novembre 2000, la Direction de l'Amérique latine et Antilles a collaboré activement à la réalisation de la mission du ministre des Ressources naturelles, M. Jacques Brassard. Ce dernier souhaitait intervenir auprès du gouvernement chilien pour minimiser la possibilité d'un bannissement de l'amiante dans ce pays et expliquer la politique québécoise relative à l'utilisation sécuritaire de ce produit. Ainsi, le ministre Jacques Brassard a rencontré la ministre de la Santé de la République du Chili, M^{me} Michelle Bachelet, la sous-ministre des Mines, M^{me} Jacqueline Saintard, le vice-président à la commercialisation de la Corporation nationale du cuivre du Chili, M. Juan Eduardo Herrera, ainsi que la présidente directrice de la Comisión Nacional del Medio Ambiente, M^{me} Adriana Hoffmann. De plus, le ministre et M. André Caillé, président-directeur général d'Hydro-Québec, ont rencontré les dirigeants de la compagnie de distribution énergétique Transelec, acquise en octobre 2000 par la société d'État québécoise.

Mexique

Il y a eu tenue d'élections présidentielles au Mexique, le 2 juillet 2000. Cela a été un moment historique, car le Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 71 ans, a été défait par l'Alliance pour le changement ayant, à sa tête, Vicente Fox du parti Action nationale. Le président élu a pris le pouvoir le 1^{er} décembre 2000. Dès son entrée en fonction à l'été 2000, le nouveau délégué général du Québec à Mexico, M. Pierre Baillargeon, a travaillé à établir les nouveaux contacts politiques avec l'équipe de transition du président Fox.

L'an 2000 correspondait au 20^e anniversaire de la Délégation générale du Québec à Mexico (DGQM) qui a été célébré en organisant, en novembre, la *Semaine du Québec à Mexico*. Au centre des activités figure la mission du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, qui a rencontré plusieurs membres de l'équipe de transition du président élu ainsi que les gouverneurs des États de Guanajuato et de Hidalgo, MM. Juan Carlos Romero Hicks et Manuel Ángel Núñez. Cette mission, couvrant plusieurs domaines d'excellence du Québec, a aussi donné lieu à de nombreuses rencontres entre gens d'affaires québécois et mexicains, et plusieurs activités dans différents secteurs. Au nombre de celles-ci, mentionnons les forums thématiques sur le capital de risques, la géomatique, le multimédia et les technologies de l'information, le salon d'exposition d'entreprises québécoises, le séminaire sur les transferts de techno-

logie, la participation d'institutions québécoises de l'enseignement supérieur et du ministère de l'Éducation du Québec à UNIVERSITAREA, le plus prestigieux salon universitaire du Mexique, la prestation de l'Orchestre baroque de Montréal au *Palacio de Bellas Artes*. La *Semaine du Québec à Mexico* est venue renforcer le dynamisme de notre présence au Mexique et a permis d'intensifier davantage nos échanges économiques, politiques et institutionnels sur ce territoire.

Les relations bilatérales avec le Mexique ont aussi été renforcées par la visite, au Québec, de ministres fédéraux et de gouverneurs d'État. En mars 2001, à l'occasion de la rencontre des ministres de l'Environnement des Amériques à Montréal, le ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique, M. Víctor Lichtinger, a rencontré les ministres Gilles Baril et André Boisclair, respectivement ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Environnement. Les principaux sujets abordés ont été : l'environnement, l'eau, les forêts et les orientations à donner à la coopération institutionnelle. Le ministre André Boisclair a également rencontré, à l'occasion de cette conférence, la présidente directrice de la Commission nationale de l'environnement du Chili, M^{me} Adriana Hoffmann, pour faire le point sur la procédure d'accréditation des laboratoires environnementaux et examiner les possibilités de coopération entre le Québec et le Chili en matière d'environnement.

En avril 2000, le gouverneur de l'État de Veracruz, M. Miguel Alemán, est venu à Montréal. Il était accompagné de son secrétaire du Développement économique et d'un groupe d'une dizaine d'hommes d'affaires mexicains représentant plusieurs secteurs : commerce, télécommunications, transport maritime et ferroviaire, production agricole, tourisme, etc. Le gouverneur Miguel Alemán s'est entretenu avec le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien. Le gouverneur Miguel Alemán a aussi rencontré les dirigeants d'entreprises québécoises dont ceux de BCE, SNC-Lavallin et Bombardier.

En janvier 2001, le gouverneur de l'État de Mexico, M. Arturo Montiel, a effectué une visite à Montréal dans le cadre d'une tournée nord-américaine. Le gouverneur Arturo Montiel était accompagné d'une délégation de secrétaires et de hauts fonctionnaires dont M. Carlos Rello, ministre du Développement économique, et M. Guillermo Cano, ministre des Communications et des Transports. M. Montiel a rencontré le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry.

En mars 2001, quatre secrétaires de l'État du Quintana Roo (gouvernement, Développement économique, Planification et Développement social, et Tourisme) ont rencontré le ministre québécois de l'Environnement, M. André Boisclair, la présidente-directrice générale des Relations internationales de l'Institut du tourisme et de l'Hôtellerie du Québec, M^{me} Christine Martel, le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, le ministre responsable du Tourisme, du Loisir et du Sport, M. Gilles Baril. Ils ont échangé sur les possibilités de coopération institutionnelle et économique dans les domaines de la géomatique, du tourisme, des casinos, du transport et du meuble.

Rappelons que la Direction de l'Amérique latine et Antilles a travaillé en étroite collaboration avec la Délégation générale du Québec à Mexico à la réalisation de ces activités.

Brésil

Le Québec a accueilli les gouverneurs des États brésiliens de Goiás et du Roraima, MM. Marconi Ferreira Perillo et Neudo Ribeiro Campos, dont les intérêts portaient sur les échanges institutionnels, les biens et les services dans les domaines de la santé et de la sécurité publique. Par ailleurs, trois secrétaires d'État, M. Hugo Leal (Rio de Janeiro, Administration et Réforme de l'État), M. Edson Ortega Marquez (São Paulo, Développement et Assistance sociale) et M. Paulino Cicero Vasconcellos (Minas Gerais, Mines et Énergie) ont été accueillis au Québec dans le but de développer les marchés et la coopération dans leurs domaines respectifs. De plus, l'État du Paraná a envoyé deux importantes missions à caractère institutionnel et commercial, l'une dans le secteur du bioalimentaire à l'occasion de la foire Bio Agro Contact 2000 et l'autre, dans le secteur des pêcheries et du capital de risque appliqué à ce domaine.

Le Québec a, pour sa part, réalisé une mission officielle dans le secteur sociosanitaire, dirigée par la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, M^{me} Pauline Marois. À cette occasion, la ministre a signé quatre lettres d'intention avec les États du Goiás, de São Paulo et de Rio de Janeiro. De plus, le Québec a été l'invité d'honneur lors du salon Ecotecnologia 2000 tenu à Foz de Iguacu. Par ailleurs, il a appuyé financièrement la création d'un centre d'études et de recherche sur le Brésil sis à l'Université du Québec à Montréal de même que soutenu le renforcement d'échanges dans les domaines de la formation universitaire, de l'environnement, des pâtes et papiers, du troisième âge et des coopératives. Enfin, lors d'un colloque sur l'« *américanité* » partagée tenu à Niteroi, en novembre 2000, le Québec a soutenu la présence d'universitaires qui y ont présenté divers aspects de

la littérature et des études québécoises, colloque organisé à l'initiative de l'Association internationale des études québécoises.

Communauté andine

Le ministre de la Santé et du Développement social de la République bolivarienne du Venezuela, M. Gilberto Rodríguez Ochoa, a effectué, en avril 2000, une visite officielle au Québec dans le but de se familiariser avec le modèle québécois en matière de santé. À l'issue de son entretien avec la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux du Québec, M^{me} Pauline Marois, un compte-rendu d'entretien visant à promouvoir la coopération dans les domaines de la santé et du développement social entre les deux gouvernements a été signé. Cette initiative vise à favoriser la coopération dans les domaines des soins ambulatoires et dans la promotion de la santé, tout comme l'échange d'expérience en matière de formation en santé publique et de gestion des technologies de la santé.

Au mois de mars 2001, le vice-ministre des Mines du Pérou a dirigé une délégation péruvienne en matière de recherche géologique en visite au Québec. À l'issue de son entretien avec le sous-ministre associé aux mines du ministère des Ressources naturelles du Québec, un procès-verbal d'entretien privilégiant la coopération dans le domaine minier a été signé.

Panamá, Cuba, Jamaïque

Au nombre des activités réalisées mentionnons deux visites ministérielles en provenance de la République du Panamá. En mai 2000, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Víctor N. Juliao Gelonch, est venu à Montréal pour participer au Forum mondial sur la régulation de l'énergie. Il a aussi participé à des séances de travail avec de hautes autorités du gouvernement québécois et d'Hydro-Québec. Le mois suivant, le premier vice-président du Panamá, M. Arturo Ulises Vallarino, accompagné du ministre du Travail, M. Joaquín José Vallarino III, et du sous-ministre au Commerce extérieur, M. Roberto Henríquez, dirigeait une délégation commerciale et s'entretenait avec trois ministres du gouvernement québécois et le président de l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, le délégué non-résident pour l'Amérique centrale et les Antilles, M. Jacques Desruisseaux, a effectué une mission à Cuba, en novembre 2000, pour prendre contact officiellement avec les autorités politiques de divers ministères et organismes afin de développer des avenues de coopération institutionnelle et d'affaires avec ce pays. Il s'est également rendu au Panamá, en mars 2001, avec les mêmes objectifs.

Au mois de mai 2000, la ministre de l'Information de la Jamaïque a effectué une courte visite à Montréal au cours de laquelle elle s'est entretenue avec le délégué du Québec pour les Antilles, le président d'Alcan International et la directrice générale de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Autres

Au cours de cette année, les échanges entre de jeunes Québécois et Latino-américains se sont aussi intensifiés avec l'inauguration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Plusieurs projets sont en phase de se concrétiser avec des jeunes provenant des milieux autochtones ou oeuvrant dans les partis politiques, les organisations de la société civile de même que dans le domaine des affaires. Quelque 535 jeunes Québécois et une centaine de participants latino-américains ont pu ainsi bénéficier de ces programmes en 2000-2001.

Dans le cadre de la Décennie québécoise des Amériques, la Direction de l'Amérique latine et Antilles a poursuivi son programme de perfectionnement en français et d'immersion en culture québécoise en accueillant, en juillet 2000, quelque 77 professeurs latino-américains pour une période de trois semaines.

Par ailleurs, dès décembre 2000, la Direction de l'Amérique latine et Antilles a consacré des efforts importants à la préparation des activités et rencontres prévues pour la Conférence de Montréal et le Sommet de Québec d'avril 2001, et ce, de concert avec les ministères, organismes et unités administratives concernés par ces événements.

2.5.3 Direction Asie-Pacifique

Mandat

La Direction Asie-Pacifique appuie l'action du gouvernement auprès des 37 pays de la région Asie-Pacifique. Elle assure un suivi des priorités et des intérêts du Québec en Asie-Pacifique par la voie d'un processus continu et harmonisé de veille stratégique. La Direction maintient des liens avec les représentations diplomatiques de son territoire qui sont établies au Québec et au Canada. Finalement, elle voit à consolider et à développer les relations extérieures du Québec dans cette partie du monde.

Relations intergouvernementales

Les relations entre la Chine et le Québec ont été soutenues au cours de l'année. Deux missions québécoises, dont l'une dirigée par le premier ministre, se sont rendues dans ce pays et sept missions gouvernementales chinoises, dont deux en provenance du gouvernement central, sont venues au Québec.

En février 2001, la mission du premier ministre en Chine avec Équipe Canada constituait la seconde visite du chef du gouvernement québécois sur ce territoire en un peu plus de trois ans.

Au Japon, le Québec a intensifié ses relations en multipliant ses contacts auprès de représentants des gouvernements central et préfectoraux. Les visites du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, à Tokyo, et celle du maire de Montréal, M. Pierre Bourque, à Hiroshima, ainsi que la participation du ministre de l'Éducation, M. François Legault, à la rencontre des ministres de l'Éducation des pays du G8 à Tokyo et Okinawa, sont venues appuyer les efforts de la Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT) quant aux relations commerciales, échanges en éducation et activités de rayonnement auprès de la société japonaise.

Le gouvernement du Québec a reçu à Montréal, les 30 et 31 mai 2000, une délégation en provenance de l'État de Malacca (Malaisie). Dirigée par l'honorable Datuk Wira Hj. Mohd. Ali bin Mohd. Rustam, chef ministre de Malacca, cette visite a permis de promouvoir le savoir-faire du Québec en matière de génie-conseil.

En juillet 2000, la chef de l'opposition officielle à l'Assemblée législative de l'État australien de Tasmanie, l'honorable Sue Napier, a visité l'Assemblée nationale du Québec et rencontré des représentants du ministère des Ressources naturelles afin de mieux connaître les politiques québécoises dans les secteurs de l'énergie, des forêts et des mines.

Le 2 septembre 2000, une délégation parlementaire indienne, dirigée par le président de l'Assemblée législative de l'État de l'Uttar Pradesh, M. Keshari Nath Tripathi, a, à son tour, visité l'Assemblée nationale. Ce dernier a pu également s'entretenir avec son homologue québécois.

Réalisations

En août 2000, la Direction Asie-Pacifique a reçu 24 professeurs de français dans le cadre de son nouveau programme de stage *Langue, culture et société québécoises*. Ce stage, d'une durée de trois semaines, avait pour objectif d'offrir des cours de perfectionnement en didactique du français et de sensibiliser aux réalités québécoises les professeurs qui provenaient de l'Australie, de la Chine, de la Corée, de Hong Kong, du Japon, de la Malaisie, de la Nouvelle-Zélande et de Taïwan. Au retour dans leur pays, le programme a permis de susciter chez les professeurs invités des activités pédagogiques axées sur le Québec, la rédaction d'articles ainsi que l'organisation de séminaires et d'une semaine québécoise à Taïwan.

Chine

Plus d'une douzaine de représentants des milieux collégial et universitaire ont participé à la mission d'Équipe Canada et pris part à deux ateliers sur la formation organisés par le Québec, à Beijing et à Shanghai. Vingt-deux ententes en éducation ont été signées, dont huit par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec et par une soixantaine de représentants chinois ayant participé aux ateliers.

Le développement des marchés de la formation a été au centre des stratégies de la Direction Asie-Pacifique au cours de l'année. Aux séminaires organisés en Chine, en février 2001, il faut ajouter l'atelier sur la formation organisé lors de la visite, au Québec, du gouverneur du Sichuan, en juin 2000, et celui tenu à l'École des hautes études commerciales (HÉC) à l'intention d'une délégation du Bureau des experts étrangers de Chine, en novembre de la même année.

Dans ce domaine, signalons la conclusion d'un accord entre les HÉC et le Liaoning International Exchange Center avec la participation du ministère des Relations internationales. Ce contrat est le second obtenu pour la formation de cadres du Liaoning. Une trentaine de cadres de cette province viendront faire un MBA à Montréal.

Cette année marquait également le 20^e anniversaire de la coopération avec la Chine. C'est dans le domaine de l'éducation qu'a été conclue la toute première entente entre Québec et Beijing, en 1980. Pour souligner l'événement, le premier ministre a inauguré la première bibliothèque québécoise en Chine et offert au gouvernement chinois vingt-cinq bourses supplémentaires d'exemption de frais de scolarité majorés pour les étudiants chinois.

La bibliothèque québécoise du Centre d'études québécoises de l'Université des études internationales de Beijing est le résultat d'une collaboration entre le ministère des Relations internationales, l'université et la filiale chinoise de la compagnie Rougemont.

Japon

Les échanges commerciaux entre le Québec et le Japon ont connu un regain spectaculaire avec une augmentation de 45 % de la valeur des exportations québécoises qui a atteint, en 2000-2001, 691 millions de dollars. Le point marquant est une hausse des exportations de produits à valeur ajoutée, comme l'avionnerie et les technologies de l'information, qui ont doublé depuis dix ans. Les secteurs de l'agroalimentaire et des produits forestiers ont maintenu leur progression. La Délégation générale du Québec à Tokyo (DGQT) a accueilli plus de 210 entreprises

dont 60 % étaient de nouveaux exportateurs et 10 % sollicitaient des investissements japonais vers le Québec.

Nous avons fait une percée dans le domaine des arts et de la culture, et on observe un engouement du public japonais pour la culture québécoise. La DGQT a accueilli plus de 90 sociétés ou intervenants dans le domaine des arts et du spectacle. Outre le Cirque du Soleil, on pense au théâtre DynamO, à la compagnie Marie Chouinard, à Michel Lemieux et André Gagnon dont les noms s'ajoutent à ceux qui se produisent déjà régulièrement au Japon, comme LaLaLa Human Steps et l'Orchestre symphonique de Montréal. De plus, le Québec a accueilli un groupe de quatorze producteurs et diffuseurs japonais dans le cadre de CINARS 2000, un carrefour sur le commerce international des arts de la scène.

Les activités et les retombées ont été positives dans le secteur de l'éducation où il y a un potentiel important de développement. La signature de l'entente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec avec des universités japonaises va permettre à des étudiants québécois de poursuivre leurs études au Japon. Une dizaine d'enseignants japonais sont également venus au Québec dans le cadre de programmes de recherche et d'échange.

Corée du Sud

Avec l'appui actif de la Direction Asie-Pacifique, une entente en matière de réciprocité de permis de conduire a été signée entre la Corée du Sud et le Québec en novembre 2000, tandis que des fonctionnaires sud-coréens ont effectué des stages au Québec. Finalement, le gouvernement du Québec fait bénéficier la Corée du Sud de 30 bourses d'exemption de frais majorés de scolarité exigés des étudiants étrangers.

Viêt-nam

Les activités bilatérales avec ce pays sont encadrées par l'Entente de coopération économique et technologique conclue en 1992. La Commission de coopération Québec-Viêt-nam, qui se réunit périodiquement, sélectionne les projets prioritaires. L'essentiel des forces déployées en 2000-2001 ont permis d'appuyer la Direction de la coopération dans la réalisation des projets retenus à Hanoï, en 2000, dans les secteurs des ressources naturelles, de l'administration publique, de l'agriculture et de l'assurance médicaments.

Le Québec continue d'octroyer cinq bourses d'excellence à des étudiants vietnamiens outre les vingt bourses d'exemption de frais de scolarité majorés.

2.6 Direction générale Europe, Afrique et Moyen-Orient

2.6.1. Direction Europe

Mandat

La Direction Europe a le mandat :

- de coordonner l'action du gouvernement, de ses ministères et organismes sur le territoire européen;
- de proposer une stratégie de relations internationales sur ce territoire;
- d'établir et de réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement politique, économique, culturel et social;
- d'assurer les relations que le gouvernement juge opportunes avec les gouvernements européens, en particulier avec leurs représentants au Québec et au Canada, et de veiller à l'administration des ententes et programmes qui peuvent en résulter;
- d'organiser des missions ministérielles en Europe et de collaborer à l'organisation de visites ministérielles européennes au Québec afin de consolider et développer les relations intergouvernementales.

Relations intergouvernementales

Bénélux

Cinq missions ministérielles ont été effectuées au cours de cette année au Bénélux. Parmi celles-ci, notons la mission réalisée à Bruxelles par la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, M^{me} Nicole Léger, du 15 au 18 mai 2000, au cours de laquelle elle a rencontré son homologue ainsi que les dirigeants de l'Office de la Naissance et de l'Enfance. Mentionnons aussi la mission de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Agnès Maltais, qui a permis d'arrêter le principe de la réalisation de l'exposition *Rubens* qui se déroulera à Québec, en 2003. Rappelons également le séjour en Belgique du ministre des Transports et ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Guy Chevrette, du 30 janvier au 10 février dernier, qui a permis non seulement de mieux faire connaître à nos interlocuteurs européens la nature des rapports que le gouvernement québécois entretient avec les Autochtones, mais également d'aborder la question de la reconnaissance des permis de conduire entre le Québec et la Belgique.

Outre ces missions ministérielles, notons que la participation des ministres de l'Environnement, M. Paul Bégin, et de la Solidarité sociale, M. André Boisclair, à des conférences internationales, leur a

permis de rencontrer leurs homologues des communautés et régions de Belgique et de créer des liens solides.

Au chapitre des visites, il est intéressant de souligner la mission économique luxembourgeoise dirigée par son Altesse royale le prince Henri, grand-duc héritier, qui a séjourné au Québec, du 25 au 28 avril 2000.

Par ailleurs, les ministres de la Communauté française de Belgique responsables de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, M. Pierre Hazette, et de l'Aide à la jeunesse, de la Santé et de l'Aide sociale aux Justiciables, M^{me} Nicole Maréchal, ont réalisé des visites au Québec qui ont permis de consolider des collaborations en cours et de développer de nouveaux champs de coopération.

Royaume-Uni, Irlande et pays nordiques

Au nombre des principales missions ministérielles au Royaume-Uni, rappelons celle de la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Agnès Maltais, en mai 2000, visant à souligner, entre autres, la clôture de *Québec in Motion*, une vitrine sur les arts et les artistes du Québec. Mentionnons également la mission du ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Guy Chevrette, en février 2001, qui avait pour but de mieux faire connaître la nature des rapports que le gouvernement du Québec et les Autochtones entretiennent. Enfin, soulignons la mission, à Londres, de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, M^{me} Louise Harel, en février de la même année, visant à examiner l'expérience londonienne dans le domaine des réformes municipales.

Au nombre des visites particulièrement significatives, le ministère des Relations internationales a coordonné l'accueil au Québec, du 21 au 23 juin 2000, d'une délégation de la Commission de l'habitation du Folketing (parlement danois) sur le thème du logement social et de la rénovation des quartiers historiques. Il a aussi accueilli M. Michael German, chef du parti libéral-démocrate à l'Assemblée nationale du pays de Galles. Ce dernier venait étudier nos procédures législatives bilingues ainsi que la gestion des relations intergouvernementales. Enfin, la ministre de l'Intérieur du Danemark, M^{me} Karen Moustgard Jespersen, est venue s'enquérir de notre expertise en matière d'insertion des immigrants, les 15 et 16 février 2000.

Allemagne, Autriche et Suisse

Le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, a participé, du 28 au 30 janvier 2001, à la réunion annuelle du World Economic Forum à Davos, en Suisse, au

cours de laquelle il a réalisé de nombreux entretiens, particulièrement avec le futur directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi. De plus, dans le cadre de sa tournée auprès des milieux financiers en Europe, le vice-premier ministre a effectué, au mois de juillet 2000, une visite à Munich, à l'invitation de la Bayerische Landesbank. Il a, par ailleurs, présenté une allocution lors de l'ouverture du Congrès Bayern Online axé sur les technologies de l'information, en juillet 2000.

La ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, a effectué une mission en Bavière, du 11 au 13 février 2001, au cours de laquelle elle a rencontré le ministre d'État auprès de la Chancellerie d'État de Bavière, M. Erwin Huber, ainsi que le président du Landtag de Bavière, M. Johann Böhme.

Trois autres missions officielles ont été réalisées en Allemagne et en Suisse, en mai, juin et novembre 2000, respectivement par la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Agnès Maltais, la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, M^{me} Pauline Marois, et le ministre de l'Environnement, M. Paul Bégin. Deux de ces missions ont permis de concrétiser une partie de l'entente de coopération entre le Québec et la Bavière dans les domaines de la culture et de l'environnement. Il s'agissait, d'ailleurs, en ce qui concerne la visite du ministre Paul Bégin en Saxe, de la première mission ministérielle québécoise dans ce *land*. Pour sa part, la ministre de la Santé a rencontré, en Suisse, des ministres et des personnalités politiques des cantons de Vaud et de Genève à l'occasion du Sommet mondial pour le développement social.

Italie, Grèce, Turquie et Cité du Vatican

Il est important de souligner la mission économique que le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a dirigée à Milan et Rome, du 1^{er} au 5 février 2001. Divers projets d'investissement ont été annoncés à cette occasion, dont celui de la firme Parmalat, concrétisant l'implantation d'une usine italienne d'embouteillage d'eau de source en Abitibi. Au cours de cette mission, M. Lucien Bouchard a été reçu en audience privée par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II en compagnie de Son Éminence le cardinal Jean-Claude Turcotte.

Lors de son séjour à Montréal, le 30 mai 2000, le président de la République hellénique, M. Constantinos Stéphanopoulos, a rencontré le premier ministre du Québec. M. Stéphanopoulos était accompagné d'une imposante délégation de gens d'affaires, cette visite faisant suite à la mission commerciale réalisée en Grèce par le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, en février de la même année.

Par ailleurs, en novembre 2000, le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Italie, M. Franco Danieli, participait au colloque *L'italien : de langue d'immigration à langue de culture* organisé à Montréal par le Consulat général d'Italie et l'Institut culturel italien de Montréal, en collaboration avec les ministères de l'Éducation et des Relations internationales du Québec, sous le haut patronage du ministère des Affaires étrangères et de l'Ambassade d'Italie au Canada.

Péninsule ibérique

L'événement majeur sur ce territoire a sans contredit été la mission en Europe du premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, qui a débuté le 31 janvier 2001 par un séjour à Madrid. Accompagné de la ministre des Relations internationales et d'une délégation de gens d'affaires et de la finance, le premier ministre a procédé à la signature de nombreuses ententes de partenariat. L'annonce de la construction d'une usine pétrochimique dans l'est de Montréal en est un exemple probant. Lors de son séjour à Madrid, le premier ministre a rencontré le président de la communauté autonome de Madrid, M. Alberto Ruiz Gallardón, lequel a manifesté le souhait de resserrer les relations économiques entre le Québec et sa communauté.

Pour sa part, le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, s'est rendu à Barcelone, en juillet 2000, dans le cadre d'une tournée européenne des centres financiers. Il a rencontré M. Josep Antoni Duran Lleida, ministre du Gouvernement et des Relations institutionnelles de la Generalitat de la Catalogne, et a accordé des entrevues aux quotidiens catalans *La Vanguardia* et *El Periodico*.

Du 3 au 7 mai 2000, le Québec a accueilli le ministre du Gouvernement et des Relations institutionnelles du gouvernement autonome de Catalogne, M. Josep Antoni Duran I Lleida, et le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale catalan, M. Eduard Rius I Pey, dans le cadre de la deuxième réunion du Comité mixte de coopération entre le Québec et la Catalogne. M. Duran s'est entretenu avec la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, et avec plusieurs ministres du gouvernement du Québec. M. Rius, pour sa part, a rencontré la ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, M^{me} Pauline Marois. Lors de cette visite, un accord de coopération en matière de santé a été signé entre la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre et le Consortium sanitaire de Barcelone. Par ailleurs, la partie catalane a confirmé l'ouverture, d'ici la fin de l'année 2001, d'un bureau économique de la Catalogne à Montréal.

Enfin, en visite au Québec au mois de mai 2000, le ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la principauté d'Andorre, Son Excellence M. Pere Cervós, a procédé à la signature d'une entente avec le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse du Québec. Cette entente favorise les échanges d'étudiants entre les établissements d'enseignement collégial et universitaire et permet également la mise en œuvre d'un programme de bourses d'exemption de droits de scolarité supplémentaires et de stages de courte durée.

Communauté d'États indépendants et États baltes

Au cours de cette année, deux visites de personnalités russes sont à signaler. Le 31 octobre 2000, l'ambassadeur de la Fédération de Russie accrédité au Canada, M. Vitaly I. Churkin, a eu des entretiens avec plusieurs ministres québécois, dont la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, et le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry.

Le 15 novembre 2000, le président du Conseil d'État de la République du Tatarstan, M. Farid Khairulloviç Moukhametskin, séjournait à Québec en vue de se sensibiliser aux institutions politiques et parlementaires québécoises.

Europe centrale et orientale

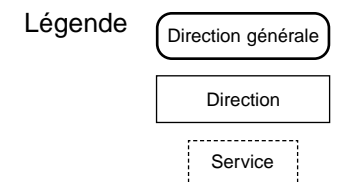
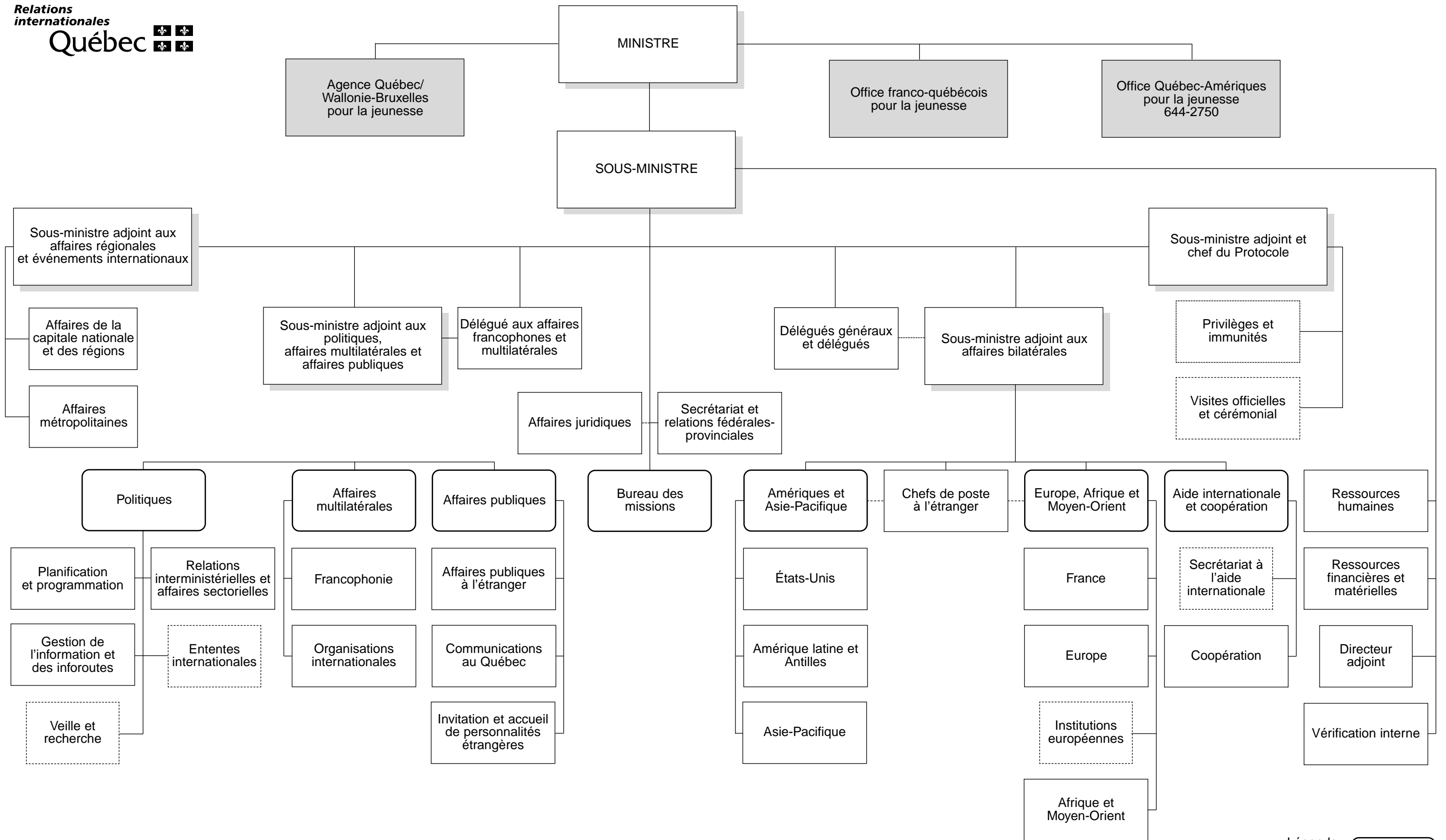
Les 4 et 5 août 2000, M. Jerzy J. Wiatr, ancien ministre de l'Éducation du gouvernement de la République de Pologne et directeur de l'Institute for Social and International Studies, à l'Université de Varsovie, a séjourné à Québec dans le cadre du XVIII^e Congrès mondial de l'Association internationale de science politique.

Le 17 octobre 2000, le ministre de l'Environnement de la République tchèque, M. Milos Kuzvart, rencontrait des représentants du ministère de l'Environnement du Québec afin d'établir une concertation en vue de la Conférence européenne en matière d'environnement, prévue en mars 2001.

Réalisations

Bénélux

Le Ministère a contribué au renforcement des relations avec la communauté française et la région wallonne en accentuant sa collaboration avec l'Agence Québec/Wallonie Bruxelles pour la jeunesse, ce qui a permis de mettre en œuvre de nouveaux moyens d'action concrétisant la réalisation de stages en entreprise.



De plus, la Commission mixte Québec-Flandre, qui s'est réunie à Québec, du 8 au 12 mai 2000, a permis d'arrêter une programmation riche et diversifiée.

Royaume-Uni, Irlande et pays nordiques

Quelques délégations de l'Assemblée nationale du Québec ont visité le Royaume-Uni, dont celle dirigée par le député de Charlevoix et président de la section québécoise de l'Association parlementaire du Commonwealth, du 21 au 29 septembre. Le chef de l'opposition a aussi effectué une mission au Royaume-Uni, du 1^{er} au 5 février 2001.

Par ailleurs, le Ministère appuie différents centres d'études sur le Québec. Notons également que la participation d'experts à divers colloques, congrès et séminaires tenus dans les pays de ce territoire a permis de mieux faire connaître les compétences du Québec et d'accroître les liens de coopération entre universités et universitaires.

Allemagne, Autriche et Suisse

Le Ministère a accueilli une délégation de l'Institut d'administration publique de Bavière, en octobre 2000, ainsi que deux commissions parlementaires bavaroises sur la sécurité et la gestion des plaintes et requêtes des citoyens de même que l'ambassadeur d'Allemagne, M. Ernst-Jürgen Pöhlmann, en plus d'une délégation de parlementaires fédéraux des nouveaux *länder* allemands. Il a également accueilli le ministre délégué à l'Économie, aux Transports et à la Technologie de Bavière, M. Hans Spitzner, le 9 juin 2000.

Les nouveaux bureaux du Québec à Munich ont été inaugurés, en juillet 2000, en présence du vice-premier ministre et d'une cinquantaine d'invités du monde politique, consulaire, économique et culturel, permettant ainsi de renforcer la présence du Québec en Allemagne. Les projets de coopération Québec-Bavière dans les domaines de la culture et des communications, de l'éducation, des sciences et de la technologie comme de l'économie ont fait l'objet de suivis par le Bureau du Québec à Munich de même que les relations institutionnelles avec les *länder* allemands (Hambourg, Saxe et Berlin) et autrichien (Haute-Autriche, qui participera, comme le Québec, à la Conférence des Chefs de gouvernement des régions partenaires organisée par la Bavière, en janvier 2002), prioritaires pour le développement de notre coopération.

Enfin, soulignons que le Ministère a octroyé un soutien financier dans le domaine des études québécoises à quatre centres d'études en Allemagne de même qu'aux associations des Québécois en Suisse et en Allemagne.

Italie, Cité du Vatican, Grèce et Turquie

Le 7 décembre 2000, s'est tenue à Rome la IV^e Sous-commission mixte Québec-Italie. De nombreux projets dans les secteurs culturel, éducatif et scientifique ont alors été retenus.

Le 13 février 2001, le secrétaire général associé au Secrétariat aux Affaires autochtones et le président de la Société Makivik prononçaient des conférences à Rome, respectivement sur la politique québécoise à l'égard des Autochtones et sur la vie des Inuits, et ce, dans le cadre d'une exposition d'art inuit.

Le ministère des Relations internationales a par ailleurs contribué à la participation d'une délégation québécoise à la Foire internationale de l'artisanat de Florence du 21 avril au 1^{er} mai 2000, où le Québec était l'hôte officiel. Une dizaine d'artisans québécois ont pu y présenter leurs œuvres.

Au cours de l'année 2000-2001, plus de 200 manifestations culturelles ont été réalisées en sol italien. Une part importante de ces manifestations a été réalisée de septembre à décembre 2000, lors de la seconde édition de la vitrine culturelle du Québec *Orizzonte Québec*. Un des points saillants de ces activités a été l'exposition d'art inuit tiré des collections du Musée de la civilisation et présentée au Museo Nazionale delle Arti e Tradizioni Popolari, dont l'inauguration coïncidait avec la tenue de la réunion de la IV^e Sous-commission mixte Québec-Italie. Le succès de cette exposition a été tel que sa durée a été prolongée à deux reprises.

En janvier 2001, le Studio du Québec à Rome accueillait son premier récipiendaire d'une bourse du Conseil des arts et des lettres du Québec. Ce studio permet aux artistes québécois de toutes disciplines d'effectuer des séjours d'études et de ressourcement qui peuvent contribuer au développement des nos relations culturelles avec l'Italie.

Enfin, le Québec a participé à l'organisation du 2^e Festival du cinéma francophone à Rome. On y a notamment présenté *Les muses orphelines*.

Péninsule ibérique

Les 13 et 14 juin 2000, le Québec a accueilli une délégation portugaise du travail et de l'emploi, composée, entre autres, du président de la Commission de l'égalité et de l'Inspecteur général du Travail du Portugal.

Tout au long de cette période, le Québec a consolidé sa relation institutionnelle en Catalogne et en Espagne, grâce à son action diversifiée menée par le personnel du Bureau du Québec à Barcelone. En partenariat avec les ministères et les organismes sectoriels, des opérations ont ainsi été menées dans diffé-

rents secteurs d'activité : la culture, le tourisme, la santé, l'environnement, l'énergie, la recherche, les technologies de l'information, les biotechnologies et les télécommunications.

Communauté d'États indépendants et États Baltes

Souignons la célébration, le 12 juin 2000, du 100^e anniversaire de l'installation du Consulat général de Russie à Montréal. Le gouvernement du Québec était représenté par la députée de Marie-Victorin, M^{me} Cécile Vermette, lors des fêtes marquant cette célébration qui réunissaient plus d'une centaine de personnes.

Du 20 au 27 mars 2001, à Moscou, le ministère des Relations internationales a contribué à la *Semaine de la Francophonie* organisée par le Centre Moscou-Québec de l'Université d'État des sciences humaines de Russie. Dans le cadre de cet événement, le Centre a présenté au public moscovite, deux concerts de chants et de musique classique offerts conjointement par des artistes québécois et russes d'œuvres québécoises, russes et françaises. Des conférences et colloques sur la littérature, la culture et la société québécoise, des récitals de poésie québécoise ainsi que le lancement d'un livre en langue russe portant sur les légendes québécoises ont également eu lieu.

De plus, le ministère des Relations internationales a apporté son soutien à la participation québécoise au Congrès de l'Association des professeurs de français de Russie, tenu à Moscou, du 19 au 22 mars 2001, dans le but de sensibiliser et de promouvoir la littérature, la culture et la société québécoise auprès des professeurs russes de français.

Le Ministère a également confirmé son soutien au fonctionnement et à la réalisation des activités académiques et scientifiques du Centre Moscou-Québec, sis à l'Université d'État des sciences humaines de Russie à Moscou, et ce, afin de développer la connaissance de la culture et de la société québécoise en Russie. En 2000-2001, plus d'une trentaine d'étudiants québécois de l'Université Laval ont séjourné à l'Université d'État des sciences humaines de la Russie. En septembre 2000, cette université russe a mis en place un programme de maîtrise portant sur *l'histoire, la culture et les archives de l'Amérique francophone : la civilisation québécoise* auquel quinze étudiants russes se sont inscrits.

Par ailleurs, dans le cadre de l'entente de coopération signée, en 1994, entre les gouvernements du Québec et de Samara (Russie), un programme conjoint d'activités dans les domaines économique, scientifique, technologique, culturel et de formation a été

mis en œuvre. Ainsi, le gouvernement du Québec et l'administration de l'Oblast de Samara ont favorisé la coopération en matière de construction, de développement des infrastructures, d'énergie, d'aménagement des terres et de produits pharmaceutiques entre grandes entreprises. Par ailleurs, deux projets d'échange de personnes ont été réalisés, l'un dans le domaine des services sociaux (lutte et prévention de la toxicomanie) et l'autre, en formation de spécialistes entre ministères des relations internationales.

Europe centrale et orientale

Le 24 novembre 2000 a eu lieu l'inauguration, à Montréal, du premier Festival du film polonais soutenu en partie par le ministère des Relations internationales.

Dans le cadre des fêtes de la célébration du millénaire de la Hongrie, une délégation d'une quarantaine de parlementaires hongrois a séjourné à Québec, le 31 octobre 2000, et a rencontré les membres de l'Assemblée nationale.

Le 7 février 2001 débutait, au Musée du Québec, l'exposition intitulée *Le Retour des trésors polonais*, réalisée en collaboration avec le Musée du château royal de Wawel et inaugurée en présence de nombreuses personnalités et d'un représentant de la ville de Cracovie. L'exposition a attiré plus de 70 000 visiteurs. Par ailleurs, le 18 février débutait, au Musée d'art de Joliette, une exposition d'œuvres de peintres polonais. Intitulée *Entre deux mondes*, cette exposition a été réalisée en collaboration avec le Musée national de Varsovie et le ministère de la Culture et des Communications.

Le Ministère a également soutenu la participation de conférenciers et d'artistes québécois aux événements réalisés en République tchèque, en Hongrie et en Pologne dans le cadre de la *Semaine de la Francophonie*.

2.6.2 Direction France

Mandat

La Direction France a le mandat :

- de coordonner l'action du gouvernement, de ses ministères et de ses organismes sur le territoire français;
- de proposer une stratégie de relations internationales avec la France;
- d'établir et de réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement politique, économique, culturel et social;

- d'assurer les relations avec le gouvernement français et avec ses représentants au Québec et d'apporter le soutien en conseil requis pour la négociation et pour l'administration des ententes et programmes qui peuvent en résulter;
- d'organiser des visites ministérielles québécoises en France et de collaborer à l'organisation de visites ministérielles françaises au Québec afin de consolider et de développer les relations intergouvernementales.

Relations intergouvernementales

L'événement phare de l'année aura été la visite que le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a faite en France, du 4 au 7 avril 2000. Il était accompagné de trois membres de son gouvernement : M^{me} Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, M^{me} Agnès Maltais, ministre de la Culture et des Communications, et M. David Cliche, ministre délégué à l'Autoroute de l'information et aux Services gouvernementaux. Cette mission s'inscrivait dans le cadre des rencontres annuelles alternées entre les chefs de gouvernement québécois et français. L'objectif était double : d'une part, illustrer la continuité de la politique de la France à l'égard du Québec inspirée par « la relation directe et privilégiée » entre Paris et Québec; d'autre part, mettre l'accent sur deux des principaux thèmes de la collaboration franco-québécoise actuelle, à savoir la diversité culturelle et la société de l'information. M. Bouchard a entamé sa visite officielle par un entretien à l'Élysée avec le président de la République, M. Jacques Chirac, suivi d'un déjeuner. Le président français a réaffirmé la position « inchangée » de la France vis-à-vis du Québec : « Quel que soit le chemin que le Québec empruntera, la France est prête à l'accompagner dans un esprit d'amitié et de solidarité », a indiqué la porte-parole de l'Élysée. La Francophonie et la défense de l'identité culturelle ont été au centre des entretiens. M. Bouchard a ensuite clôturé à la Sorbonne, en compagnie de son homologue, M. Lionel Jospin, un symposium franco-québécois sur la diversité culturelle, coprésidé par M^{mes} Catherine Lalumière et Marie Malavoy (présidentes du Groupe franco-québécois sur la diversité culturelle), auquel participaient les ministres Catherine Tasca (Culture et Communication), Charles Josselin (Coopération et Francophonie), François Huwart (Commerce extérieur) et plus de deux cents intervenants culturels et représentants de la société civile. Le 6 avril, les premiers ministres se sont rencontrés à Matignon pour des discussions politiques suivies d'un entretien élargi auquel participaient sept ministres français, à savoir Catherine Tasca, Charles Josselin, Marie-George Buffet (Jeu-

nesse et Sports), Christian Pierret (Industrie), François Huwart, Dominique Gillot (Santé) et Guy Hascoët (Économie solidaire) de même que trois ministres québécois, soit Louise Beaudoin, Agnès Maltais et David Cliche. Au terme de ces rencontres, les premiers ministres ont signé une déclaration commune en deux volets, l'un sur la diversité culturelle et l'autre sur la société de l'information. Devant la presse réunie à l'issue de la signature, le premier ministre Lionel Jospin a appuyé les propos du président de la République quant à la position française sur l'avenir du Québec. Le premier ministre Lucien Bouchard a également été reçu au Sénat par son président, M. Christian Poncelet, ainsi que par le président de l'Assemblée nationale, M. Raymond Forni. Le volet régional de la visite de M. Bouchard s'est déroulé à Lyon autour de thèmes politiques et économiques. Il s'est entretenu, entre autres, avec l'ancien premier ministre et député-maire de Lyon, M. Raymond Barre, et avec la présidente du Conseil régional de la région Rhône-Alpes, M^{me} Anne-Marie Comparini.

Un autre événement marquant de l'année a été la nomination et la prise de poste du nouveau délégué général du Québec à Paris, M. Clément Duhaime, le 2 octobre 2000. Cette prise de fonction a été rendue officielle lors d'une rencontre entre M. Duhaime et le président de la République française, M. Jacques Chirac, le 7 février 2001.

Les 12 et 13 avril 2000, le Québec a accueilli le secrétaire d'État au Commerce extérieur de la République française, M. François Huwart. Celui-ci a eu des discussions avec différents interlocuteurs québécois sur plusieurs sujets, comme les négociations commerciales internationales et la diversité culturelle.

Le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, a effectué, du 23 au 28 mai 2000, une tournée européenne qui l'a notamment mené à Paris où il a présenté aux milieux financiers et aux investisseurs institutionnels les faits saillants du budget du gouvernement.

La ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Agnès Maltais, s'est rendue au Festival international du film de Cannes, le 28 mai 2000, pour accompagner le réalisateur Denys Arcand et toute l'équipe du film *Stardom*, qui a été projeté en clôture du Festival.

La ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, a participé aux premières Rencontres de Versailles, du 15 au 17 juin 2000. Forum d'échanges, ces rencontres réunissent des décideurs et des personnalités pour qui la mondialisation ne saurait se réduire à un mouvement de l'économie, aussi puissant soit-il. M^{me} Beaudoin a aussi effectué une

autre mission, du 6 au 14 novembre 2000, au cours de laquelle elle a rencontré un certain nombre de personnalités politiques, dont la ministre de la Culture et de la Communication, M^{me} Catherine Tasca. Leurs échanges ont traité des questions linguistiques, dont M^{me} Beaudoin avait la charge en tant que ministre responsable de la Charte de la langue française.

La ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux et ministre de la Famille et de l'Enfance, M^{me} Pauline Marois, s'est rendue en France, les 3 et 4 juillet 2000. M^{me} Marois a, entre autres, rencontré la secrétaire d'État à la Santé et aux Handicapés, M^{me} Dominique Gillot. Les discussions ont porté sur un ensemble de problèmes propres au domaine sociosanitaire, surtout sur la gestion hospitalière, l'application à la santé des nouvelles technologies de l'information, la bioéthique, la biodiversité, l'intégration des jeunes dans la société et le traitement du sida.

La secrétaire d'État aux PME, au Commerce, à l'Artisanat et à la Consommation, M^{me} Marylise Lebranchu, s'est déplacée au Québec, du 26 juillet au 3 août 2000, pour assister au départ de la *Transat Saint-Malo—Québec*. Pendant son séjour, M^{me} Lebranchu a eu, entre autres, des entretiens avec la ministre de la Culture et des Communications, M^{me} Agnès Maltais, avec laquelle elle a signé une convention de coopération pour le développement des métiers d'art.

L'ancien premier ministre, député du Rhône et maire de Lyon, M. Raymond Barre, a effectué une visite au Québec, du 2 au 4 octobre 2000, pour participer aux *Treizièmes Entretiens Jacques-Cartier*. À cette occasion, il a rencontré le premier ministre, M. Lucien Bouchard, la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, le maire de Montréal, M. Pierre Bourque, et le président-directeur général de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, M. Jean-Claude Scraire. Les *Treizièmes Entretiens Jacques-Cartier* ont réuni cette année 2500 participants et 500 conférenciers provenant de quinze pays. Les échanges ont porté sur des questions d'actualité dans des domaines aussi divers que la santé publique, les changements climatiques, la recherche moléculaire, le commerce du vin, la cinématographie, les organisations supranationales, l'éducation et la justice. Le Centre Jacques-Cartier est un centre d'études, d'échanges et de recherche qui a été créé à Lyon, à l'automne 1984, et qui rassemble près de 65 partenaires.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Rémy Trudel, s'est rendu en France du 20 au 24 octobre 2000. L'objectif premier de sa mission était d'appuyer la présence des entreprises québécoises au Salon international de l'Alimentation, qui se tenait au Parc des expositions à Villepinte. M. Trudel a profité de son passage en France pour

rencontrer son homologue français, M. Jean Glavany. Leurs discussions ont permis de dégager des orientations de coopération entre le Québec et la France dans le secteur de l'agroalimentaire et, au premier chef, en matière de sécurité alimentaire. Lors d'un échange subséquent qui a eu lieu pendant le séjour de M. Glavany au Québec, en mars 2001, les deux ministres ont convenu de mettre en place un forum franco-québécois sur la sécurité alimentaire. M. Glavany a ensuite participé au Salon de l'agriculture et de l'alimentation de Montréal.

En marge du Sommet Canada-Union européenne, le ministre des Affaires étrangères, M. Hubert Védrine, a rencontré le 19 décembre 2000, à Montréal, la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin. Au cours de leur séance de travail, les ministres ont fait le point sur la relation franco-québécoise. Ils ont discuté des liens de coopération entre le Québec et l'Union européenne et des négociations multilatérales dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux. À l'heure des débats entourant la mondialisation, une grande convergence de vues entre le Québec et la France est apparue, particulièrement en matière de diversité culturelle.

Le ministre des Transports et ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Guy Chevrette, a effectué une mission à Paris, en compagnie de chefs autochtones, du 31 janvier au 4 février 2001. M. Chevrette et les chefs autochtones ont animé, à l'UNESCO, une rencontre organisée dans le cadre de la décennie des populations autochtones du monde, à laquelle ont assisté plusieurs centaines de personnes. Il a exposé les orientations privilégiées par le Québec concernant les Autochtones, et dressé le bilan des ententes conclues au cours des dernières années. Les membres de la délégation ont également été reçus par la vice-présidente de l'Assemblée nationale, M^{me} Christine Lazerges. Les cultures et traditions autochtones, ainsi que le climat qui caractérise les relations entre le Québec et les Autochtones, ont été au cœur de cette rencontre, qui a été suivie par un déjeuner réunissant des membres du Groupe d'amitié France-Québec à l'Assemblée nationale, présidé par M. Yves Tavernier.

Par ailleurs, quatre missions de parlementaires français se sont déroulées au Québec autour de thèmes variés, comme les prisons et l'administration électronique. De même, des missions d'élus régionaux se sont tenues au Québec dans le cadre de la coopération décentralisée et du suivi des plans d'action signés par le délégué général du Québec à Paris et les présidentes et présidents des conseils régionaux de Rhône-Alpes (1996 et 1999), du Poitou-Charentes (1999) et de l'Aquitaine (2000). En 2000, l'Alsace a également signé un plan d'action.

Réalisations

La 58^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise s'est tenue à Bordeaux, les 8 et 9 novembre 2000. La Direction France, la Direction de la coopération et la Délégation générale du Québec à Paris ont collaboré étroitement à la préparation de cette réunion et ont participé aux travaux portant sur les orientations et les priorités de la coopération franco-québécoise, les secteurs d'intérêt commun et la programmation des activités à mettre en oeuvre.

La 47^e session du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse a eu lieu, en novembre 2000, à Mont-Saint-Hilaire. La ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, et la ministre de la Jeunesse et des Sports, M^{me} Marie-George Buffet, ont alors annoncé qu'après une année d'expérimentation, l'année 2001 en serait une d'approfondissement des orientations retenues au cours des années précédentes. Cette session conjointe a également permis de faire état des résultats et des orientations découlant de l'implantation de la nouvelle architecture des programmes.

Le Ministère a renouvelé son appui financier au Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise. Il a également participé et contribué techniquement à quelques activités du Centre, comme le colloque sur *l'Internationalisation du savoir et la mobilité étudiante* qui s'est tenu à Montréal, le 17 mai 2000, et la rencontre de travail qui a suivi entre responsables de la coopération internationale d'établissements d'enseignement supérieur du Québec et de la France.

Les associations Québec-France et France-Québec ont permis, en 2000, à 1061 stagiaires québécois et français de bénéficier de leurs différents programmes. Le Ministère a soutenu financièrement et techniquement ces associations, entre autres pour l'organisation du congrès commun des deux associations (Québec, 6 au 9 juillet 2001).

À l'initiative du gouvernement du Québec, l'organisme Jeunes Découvreurs a été créé, au printemps 2000, pour permettre à des classes du primaire (5^e et 6^e années) au Québec et en France de se lancer dans la grande aventure des échanges franco-québécois. Dès l'année scolaire 2000-2001, 84 classes regroupant 2000 écoliers provenant des quatre coins du Québec et de la France ont été jumelées, dont douze se sont mutuellement rendu visite.

Les 20 et 21 novembre 2000, le Groupe franco-québécois de coopération économique et la Commission mixte ACTIM-Québec (Agence pour la promotion internationale des technologies et des entreprises françaises) ont tenu à Poitiers leur réunion annuelle.

Le groupe a défini les secteurs économiques où le Québec et la France souhaitent encourager leurs échanges et a assuré le suivi du volet économique de la rencontre alternée des premiers ministres qui a eu lieu à Paris, en avril 2000. Pour sa part, la commission a évalué le Programme ACTIM-Québec qui s'adresse aux PME désirent conclure des accords industriels.

Du 24 au 29 avril 2000, une délégation de 25 représentants du Club d'échanges universités/caisses de dépôt et de consignation, incluant quinze présidents et vice-présidents de treize universités françaises, s'est déplacée au Québec. Cette mission, dont le thème était *L'innovation technologique au service du développement économique*, avait pour objectif l'étude du processus québécois de la valorisation de la recherche, depuis l'université à l'entreprise, et des outils mis en place pour son soutien.

Le Québec a offert 1500 arbres de plusieurs essences pour aider le château de Versailles à reboiser ses jardins dévastés par la violente tempête qui a balayé la France en décembre 1999. Lors d'une cérémonie qui a eu lieu le 7 novembre 2000, le délégué général, M. Clément Duhaime, dont c'était la première sortie officielle, a symboliquement planté un bouleau jaune dans les bosquets du Roi.

En plus de s'impliquer, à divers degrés, dans les missions de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires québécois et français, le Service des relations scientifiques, techniques et sociales de la Délégation générale du Québec à Paris (DGQP) a assuré, pour la première fois, accompagné de 23 universités ou composantes universitaires québécoises, la présence du Québec comme hôte d'honneur au Salon des formations internationales qui s'est déroulé à Paris, les 12 et 13 janvier 2000. Ce service a aussi participé à plusieurs autres activités, dont le Symposium sur les nouveaux territoires de la science, qui a eu lieu à Paris, les 8 et 9 décembre 2000, le Colloque sur la violence à l'école organisé par l'UNESCO, ainsi qu'à divers colloques sur des thèmes comme les biotechnologies, la consommation et la modernisation de l'État, au Congrès mondial E-NET sur les réformes des administrations publiques en France, en Europe et au Québec de même qu'à la Journée sur les biotechnologies au Québec tenue à Paris, en mars 2001.

Dans le secteur de la langue française, le Service des relations scientifiques, techniques et sociales de la DGQP a organisé plusieurs événements, dont les missions en France de la présidente du Conseil de la langue française, M^{me} Nadia Brédimas-Assimopoulos, et de la présidente de l'Office de la langue française, M^{me} Nicole René, ainsi que la signature d'un protocole de collaboration entre la

Commission de toponymie du Québec et la Commission nationale de toponymie de France, en mars 2001. Par ailleurs, le délégué général a participé au Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français, en juillet 2000.

La DGQP a pris part à l'inauguration de la chaire du Québec Anne Hébert, qui a eu lieu le 30 novembre 2000. Cette chaire est une tribune qui fait la promotion du Québec dans les domaines économique, scientifique, technologique, littéraire et culturel.

Dans les secteurs des technologies de l'information et des biotechnologies, deux rencontres industrielles ont été organisées par le Service économique de la Délégation générale et le CFME-ACTIM, soit Alliance 2000, qui a permis d'attirer 30 sociétés françaises au Québec, et Bio Contact, qui a impliqué 45 organismes et entreprises provenant de la France.

Le Service économique a également coordonné 21 journées économiques du Québec qui ont totalisé la participation de plus de 600 entreprises françaises. Ces journées permettent de présenter l'économie du Québec et ses différents avantages comparatifs à titre de terre d'accueil pour desservir le marché nord-américain.

De son côté, le Club économique France-Québec, qui compte actuellement 195 membres, a tenu quatre réunions-conférences. Ce club a été mis en place afin de regrouper des gestionnaires d'origine québécoise ou française oeuvrant dans l'axe économique Québec/France.

Un séminaire sur les biotechnologies a eu lieu à Paris afin de présenter l'industrie québécoise et les avantages financiers du Québec. Cet événement s'est tenu au ministère de la Recherche et a regroupé au-delà de 140 participants.

Au cours de l'année 2000-2001, le Service de la communication et des affaires publiques de la DGQP a maintenu une veille constante des principaux médias nationaux français et a répondu à de nombreuses demandes d'information provenant de journalistes français sur le point de réaliser un reportage au Québec ou souhaitant recevoir un complément d'information à leur retour en France. Dans la poursuite de ses différentes activités, le Service a également maintenu des contacts constants avec les chefs de presse et les représentants des médias français, principalement nationaux, et a développé une démarche structurée visant à rejoindre la grande presse régionale. À ce chapitre, la grande préoccupation du Service a été d'alimenter les journalistes de dossiers ou d'éléments d'information sur le Québec susceptibles de les intéresser dans leurs secteurs de spécialisation.

Autre instrument de diffusion de l'information privilégiée par la Délégation générale, son site Internet www.delegationquebec.fr continue d'être très fréquenté. En mars 2001, le site a été consulté au-delà de 7800 fois. Le nombre de visites est en progression constante depuis sa création.

Les faits saillants de l'année culturelle 2000-2001 se situent en continuité des initiatives créées et des gestes posés lors du Printemps du Québec en France qui s'est tenu en 1999. En effet, les artistes québécois se sont succédés sur les scènes françaises à un rythme encore plus soutenu, ce qui permet de croire à la poursuite d'une véritable lancée. Les noms de Robert Lepage, Isabelle Boulay, Bruno Pelletier, Anthony Kavanagh, Wajdi Mouawad, Lynda Lemay, Garou sont devenus des incontournables du paysage artistique français. Et la rentrée télévisuelle en France a été caractérisée par l'arrivée de l'animatrice québécoise Julie Snyder.

En théâtre, la création de la pièce *Le petit Koechel*, de Normand Chaurette, dans une mise en scène de Denis Marleau, au Festival d'Avignon, a marqué l'année avec un autre événement majeur : la production de la pièce *Oublier*, de Marie Laberge, au Théâtre du Vieux-Colombier de la Comédie française. En danse, les premiers pas de la chorégraphe Lynda Gaudreau ont également été porteurs d'une présence croissante dans l'avenir. En arts visuels, d'importantes expositions des sculpteurs Alain Benoît et Jean Noël ont été présentées.

Par ailleurs, le Québec a été l'invité d'honneur de deux événements prestigieux dans le domaine du livre, soit le Festival de la bande dessinée d'Angoulême et le Salon du livre de Saint-Étienne.

Ces divers événements qui ont caractérisé l'année culturelle ont tous été soutenus par la Délégation générale (aide à la promotion, aux déplacements, organisation de premières, lancements, vernissages, soutien technique, mise en réseau, etc.). Les Services culturels ont ainsi poursuivi leur action visant la promotion des œuvres et des artistes du Québec et le rayonnement de la culture québécoise sur l'ensemble du territoire français.

2.6.3 Direction Afrique et Moyen-Orient

La Direction Afrique et Moyen-Orient couvre un vaste territoire peuplé d'un milliard d'habitants et comprenant 54 pays en Afrique et quatorze au Moyen-Orient, dont 29 sont membres de la Francophonie. Elle a suivi de près l'évolution de la situation politique, sociale et économique des pays de ces deux grands ensembles géographiques.

Mandat

La Direction a pour mandat de :

- coordonner l'action du gouvernement, de ses ministères et de ses organismes en Afrique et au Moyen-Orient;
- proposer une stratégie de relations internationales sur ces territoires, établir et réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement économique, politique, social et culturel;
- assurer les relations avec les gouvernements étrangers, en particulier avec leurs représentants au Québec et au Canada, veiller à l'administration des ententes et des programmes qui peuvent en résulter et organiser des visites ministérielles dans les pays prioritaires afin de consolider et de développer les relations intergouvernementales;
- promouvoir les échanges de nature scientifique, culturelle et sociale, administrer les programmes et les activités qui s'y rapportent et en évaluer les résultats en collaboration avec divers partenaires.

Relations intergouvernementales

La Direction Afrique et Moyen-Orient a consacré l'essentiel de ses ressources et de son action à faire connaître et valoir auprès des gouvernements de pays jugés prioritaires les compétences et les intérêts du Québec, à consolider son rôle et sa place comme acteur international responsable et solidaire, notamment à l'égard des pays en voie de développement et, enfin, à établir des relations intergouvernementales et des mécanismes de coopération institutionnelle utiles au développement d'échanges économiques et commerciaux ultérieurs.

En mai 2000, la Conférence de Montréal, forum international sur la nouvelle économie, portait sur l'Afrique et le Moyen-Orient avec, comme thème, *Enjeux et perspectives pour un siècle nouveau*. À cette occasion, plusieurs membres du gouvernement du Québec ont participé à cette importante rencontre dont la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, M^{me} Louise Harel, qui a inauguré la Conférence en compagnie du président du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo.

Les points marquants ont été la rencontre du président de la République algérienne démocratique et populaire, M. Abdelaziz Bouteflika, avec le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, et la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin. Le président algérien était accompagné d'une importante délégation ministérielle dont le ministre des Affaires étrangères, M. Youcef Yousfi.

Les différentes rencontres auront permis de rappeler les fondements historiques de l'amitié entre l'Algérie et le Québec, mais surtout de relancer la coopération après les années difficiles qu'a connues l'Algérie. Plusieurs axes de coopération ont ainsi été identifiés dont les télécommunications, l'agriculture, la santé, l'environnement, la formation en gestion et la réforme du système bancaire.

L'autre fait saillant a été l'allocution de la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, conférencière avec son Altesse royale de Jordanie, le prince El Hassan Bin Talal, à l'occasion d'un déjeuner réunissant près de 400 personnes, dont des ministres, des gens d'affaires et des universitaires. La ministre a profité de cet auditoire pour broser un portrait du Québec dans le contexte de la mondialisation et de la nécessaire diversité culturelle. Elle a mis en relief les liens unissant le Québec avec l'Afrique et le Moyen-Orient.

La Conférence a été l'occasion pour le Québec de resserrer ses liens politiques avec l'Afrique du Sud, principal client commercial au sud du Sahara. En effet, la ministre des Relations internationales a rencontré son homologue, le ministre délégué aux Affaires étrangères en Afrique du Sud, M. Aziz Pahad. Tout en rappelant la présence active du Québec depuis la fin de l'apartheid, les deux ministres ont examiné les champs d'expertise du Québec dans des secteurs clés pour l'Afrique du Sud : génie-conseil, télécommunications, logement, formation, construction.

L'inauguration, en mai 2000, de l'exposition *Syrie, terre de civilisations* au Musée de la civilisation de Québec a été l'occasion de la visite de la ministre de la Culture de la Syrie, la D^{re} Maha Qanout. Une rencontre avec la ministre de la Culture et des Communications du Québec, M^{me} Agnès Maltais, a permis d'explorer des perspectives de coopération, dont l'échange d'information dans le secteur muséologique.

La visite de deux délégations en provenance d'Afrique du Sud dans le secteur de l'habitation et du logement a permis de consolider l'intérêt pour notre expertise dans le secteur du logement social. En mai 2000, le ministre de l'Habitation de la province du Gautang, M. Paul Mashatile, a dirigé une mission au Québec. Il y a rencontré la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, M^{me} Louise Harel, signant un protocole de collaboration et d'échanges d'information. En octobre 2000, une délégation de Western Cape, également dans le secteur de l'habitation, visitait des entreprises québécoises et rencontrait la ministre Louise Harel pour un échange de vues sur les perspectives de coopération.

Afrique du Nord et Moyen-Orient

L'année 2000-2001 aura été marquée par une action concertée du Québec en faveur de pays prioritaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

Dans un premier temps, du 24 au 29 mai 2000, la ministre des Relations internationales s'est rendue au Maroc et en Tunisie afin de relancer, sur le plan politique, les relations et la coopération bilatérale et préparer la mission économique de l'automne 2000. On se rappellera que la ministre avait représenté le gouvernement du Québec, en juillet 1999, à l'occasion des funérailles de Son Altesse le roi Hassan II du Maroc. À cette occasion, elle avait eu un premier entretien avec la secrétaire d'État chargée de la Coopération, M^{me} Aïcha Belarbi.

Pendant sa visite, elle poursuivra ses entretiens avec M^{me} Belarbi en les élargissant au ministre de l'Éducation nationale, M. Ismaël Alaoui, au ministre des Affaires culturelles, M. Mohamed Achaâri, au ministre du Développement, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, M. Khalid Aliona. Les sujets abordés ont été, entre autres, l'alphabétisation de la population, la francophonie et les échanges culturels. La ministre a concrétisé sa visite au Maroc par la signature d'une entente en matière de sécurité sociale et d'un programme de travail dans le domaine de la culture pour 2000-2002. Une rencontre avec les dirigeants de la nouvelle Association d'amitié Québec-Maroc, créée dans le but de favoriser les échanges et le raffermissement des liens entre le Maroc et le Québec, a également eu lieu.

En Tunisie, la ministre Louise Beaudoin a fait le bilan de la coopération avec le Québec lors de ses rencontres avec le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, M. Tahar Sioud, le ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi, M. Moncer Rouissi, le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Sadok Chaâbane, et le ministre de la Culture, M. Abdelbaki Hermassi. Les discussions ont principalement porté sur l'immigration au Québec, la formation par compétence, les bourses d'exemption de droits de scolarité et la culture. Quelques semaines auparavant, la ministre s'était rendue en Tunisie pour représenter le Québec, à l'occasion du décès, en avril, de l'ex-président Bourghiba et rendre hommage à l'un des pères de la Francophonie.

Au Maroc et en Tunisie, la ministre a pu constater que le français est un important facteur de rapprochement avec le Québec et que les Québécois originaires de ces pays constituent d'excellentes passerelles pour favoriser le dialogue et les échanges.

L'automne 2000 a été l'occasion de la plus importante mission politique et économique du Québec au Maroc, en Algérie, en Tunisie et au Liban.

À la fin de septembre, le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances, M. Bernard Landry, s'est rendu au Maroc et en Algérie avec une délégation d'une cinquantaine de gens d'affaires québécois. Cette mission a fourni l'occasion aux membres de la délégation québécoise de se créer un réseau de contacts dans les milieux gouvernemental et d'affaires, de mieux cerner le potentiel d'affaires de ces pays et, enfin, de faire connaître l'expertise québécoise.

Au Maroc, le vice-premier ministre a eu des entretiens avec six membres du gouvernement marocain dont le ministre de l'Industrie, Commerce, Énergie et Mines, M. Mustapha Mansouri, le ministre de l'Économie, Finances, Privatisation et Tourisme, M. Falthallah Oualalou, le ministre de l'Emploi, Formation professionnelle, Développement social, M. Abbas El Fassi, ainsi qu'avec les dirigeants de plusieurs grandes sociétés d'État ou entreprises privées.

En Algérie, la délégation québécoise a profité des liens tissés par le vice-premier ministre au moment du passage au Québec, quelques mois auparavant, du président Bouteflika et de sa délégation ministérielle. Sept membres du gouvernement ont été rencontrés dont le ministre des Finances, M. Abdelatif Benachenhou, le ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, M. Chérif Rahmani, le ministre des PME/PMI, M. Nourreddine Boukrouh, et le ministre des Ressources en eau, M. Salim Saâdi.

La délégation économique québécoise s'est par la suite rendue en Tunisie et au Liban, sous la conduite du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Guy Julien, où elle a connu un égal succès. Six membres du gouvernement ont été rencontrés, dont le ministre du Commerce, M. Mondher Zenaïdi, la ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, M^{me} Faïza Kéfi, le ministre de l'Industrie, M. Moncef Ben Abdellah, le ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi, M. Moncer Rouissi et le ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement extérieur, M. Fethi Merdassi.

Enfin, la mission économique au Liban, la première d'une telle ampleur depuis la fin de la guerre, s'est déroulée dans un contexte de transition politique. Aussi, le ministre délégué a-t-il eu des entretiens avec quatre ministres dont celui de l'Économie, de l'Industrie et du Commerce, M. Nasser El-Saïdi, le ministre de l'Énergie et de l'Eau, M. Suleiman Traboulsi, et le ministre des Postes et des Télécommunications, M. Issam Naaman.

Il a rencontré également M. Raffic Hariri, homme d'affaires influent, ancien président du Conseil des ministres, qui allait devenir à nouveau premier ministre, dès la mi-octobre, à la suite des élections.

Le ministre délégué était également porteur d'un message d'appui du Québec au Liban, pays hôte du Sommet de la Francophonie qui était prévu pour octobre 2001.

Reconnaissant l'amitié entre le Liban et le Québec ainsi que l'engagement des Québécois d'origine libanaise, le nouveau premier ministre, M. Bernard Landry, a participé, le 18 mars 2001, aux activités organisées à l'occasion de la visite à Montréal de Son Excellence le patriarche maronite, le cardinal Sfein.

Au total, plus de 43 ententes économiques pour un total de plus de 260 millions de dollars ont été conclues lors de la mission Landry/Julien au Maghreb et au Liban, qui s'est déroulée du 29 septembre au 7 octobre 2000. Les secteurs d'activité qui ont connu de bons résultats en matière de retombées économiques pour le Québec sont les télécommunications, le génie-conseil et les technologies de l'information.

Enfin, au cours de l'année 2000-2001, la Direction Afrique et Moyen-Orient a organisé la visite, au Québec, du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, M. El Houssine Aziz, et du secrétaire d'État chargé de la Protection sociale, de la Famille et de l'Enfance, M. Mohamed Saïd Saâdi, tous deux du Maroc, ainsi que du ministre de la Coopération internationale et de l'Investissement extérieur de la Tunisie, M. Fethi Merdassi. Ces visiteurs ont pu rencontrer des spécialistes québécois œuvrant dans les domaines de la modernisation de la fonction publique, de la condition féminine, des technologies de l'information et du génie-conseil.

Égypte

En avril 2000, le ministre égyptien des Transports, M. Ibrahim El-Demeri, a prolongé son séjour au Québec à la suite de sa participation à la réunion annuelle de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal. Il s'est entretenu avec le vice-premier ministre, M. Bernard Landry, et le ministre des Transports, M. Guy Chevrette. L'expertise québécoise dans le domaine du transport urbain a retenu son attention ainsi que les sociétés québécoises telles SNC-Lavallin, Axor, LNS Systems Inc. et Bombardier Aéronautique. Il a invité le ministre Chevrette à diriger une mission économique en Égypte afin de mieux saisir les possibilités de partenariat compte tenu des projets majeurs touchant les infrastructures.

Afin de soutenir la politique de développement des marchés du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, le Ministère a collaboré à l'organisation, en septembre 2000, d'une semaine culinaire et culturelle du Québec au Caire. Une délégation québécoise, présidée par le délégué pour l'Égypte et le Moyen-Orient, M. Antoine

Samuelli, y a présenté des produits québécois. Le temps fort a été l'inauguration de cette semaine en présence de 75 personnalités égyptiennes dont quatre ministres (Enseignement supérieur et Recherche scientifique, Information, Tourisme, Transports) et des sociétés québécoises œuvrant en Égypte.

Israël

Le Ministère a poursuivi de façon active le développement de ses relations et de sa coopération avec Israël. Si le contexte avec le début de l'Intifada, en septembre 2000, a entraîné le report de la mission de la ministre des Relations internationales, le Québec et Israël ont tenu à Québec, en novembre 2000, le premier comité mixte de coopération qui a permis, dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche, des sciences et de la technologie, de convenir des priorités, d'identifier les projets et les moyens d'action.

Depuis, plusieurs missions, de part et d'autre, ont eu lieu, missions essentiellement composées de spécialistes du domaine de la muséologie, d'artistes et d'universitaires.

Afrique du Sud

La Direction Afrique et Moyen-Orient a coordonné l'organisation et la réalisation d'une importante mission en Afrique du Sud présidée par la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, M^{me} Louise Harel. Cette mission regroupait, en février 2001, une vingtaine de représentants institutionnels et d'affaires, et constituait un suivi aux missions politiques et commerciales des dernières années ainsi qu'une réponse immédiate aux invitations reçues précédemment des ministres de l'Habitation du Gauteng (Johannesburg) et de Western Cape (Cape Town). Des retombées significatives sont déjà annoncées dans des domaines aussi variés que l'habitation, le transport, le traitement de l'eau, l'informatique et l'optique, entre autres.

Réalisations

Dans la foulée de la Conférence de Montréal, le Ministère s'est associé à plusieurs activités en sol québécois visant à mieux faire connaître l'Afrique et le Moyen-Orient, son histoire et sa culture ainsi qu'à favoriser les échanges. Par exemple, en mai 2000, le Salon africain et créole, le 2^e Marché international africain de Montréal et Vues d'Afrique ont eu cours. Il a également apporté une contribution à différentes revues sur l'Afrique et le Moyen-Orient produites au Québec : *Stratégies*, *Afrique Tribune* et *Afrique Expansion Mag*.

Enfin, il a continué à apporter son soutien à l'exposition *Femmes, bâtisseurs d'Afrique* coproduite par le Musée de la civilisation de Québec, exposition qui doit poursuivre son périple dans quelques pays de l'Afrique francophone dont le Bénin, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali et le Ghana.

En juin, la consule générale du Maroc a organisé l'événement *Carrefour au féminin* auquel ont participé une cinquantaine de Marocaines provenant des milieux des affaires, universitaire et culturel. Cet événement, tenu simultanément à Montréal, Québec et Sherbrooke, a bénéficié du soutien technique et financier du ministère des Relations internationales et d'autres ministères. Il a été l'occasion de promouvoir la condition féminine en suscitant les échanges sur les réalités vécues par les femmes marocaines et québécoises. Il a aussi favorisé le renforcement de la coopération entre les associations de chercheurs et les chefs d'entreprises marocaines et québécoises.

Avec comme objectif de mieux faire connaître le Québec auprès d'un public cible, le Ministère s'est associé, en juin 2000, au Comité Canada-Israël, région du Québec, pour favoriser la venue d'un journaliste israélien de grande réputation, M. Emmanuel Halperin. Son programme de rencontres comprenait un entretien avec la ministre des Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin. Ils ont échangé, entre autres, sur la question de la langue comme facteur d'intégration sociale et économique.

De concert avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et avec celui de l'Environnement, le ministère des Relations internationales a soutenu financièrement le Club des ambassadeurs et entrepreneurs pour l'Afrique (CAEA) qui s'est donné pour mandat initial d'étudier le problème du marché de l'eau en Afrique et de participer à la réhabilitation de ses infrastructures. La contribution de la Direction Afrique et Moyen-Orient a principalement servi à préparer et tenir une table ronde d'experts de l'eau à Montréal, du 19 au 21 novembre 2000.

L'action du ministère auprès des pays francophones d'Afrique subsaharienne s'est concentrée sur trois plans. D'une part, au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie dont le Québec est membre à part entière et des différentes instances et organisations affiliées. D'autre part, en ce qui concerne son apport au soutien direct ou indirect aux sociétés, institutions, entreprises et organisations non gouvernementales qui développent des relations et qui œuvrent dans ces pays. Enfin, le Ministère a des ententes d'exemption de droits de scolarité majorés avec une trentaine de pays d'Afrique et du Moyen-Orient, dont très majoritairement les pays de l'Afrique francophone. Ces ententes permettent annuelle-

ment à 1200 étudiants de poursuivre leurs études dans les universités québécoises.

Le Ministère revoit en ce moment ce programme en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec afin de s'assurer qu'il réponde encore plus adéquatement aux besoins en ressources humaines des pays concernés. On vise également une utilisation maximale des bourses d'exemption.

2.6.4 Service des institutions européennes

Mandat

Le Service des institutions européennes a pour mandat de :

- coordonner l'action du gouvernement, de ses ministères et des organismes auprès de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et des organismes représentant les régions d'Europe;
- proposer une stratégie de relations internationales ayant trait à chacune de ces institutions européennes;
- établir et réaliser un programme d'activités qui contribue au rayonnement du Québec et à son développement économique, politique, social et culturel;
- veiller à ce que le Québec constitue un interlocuteur actif dans le cadre de la coopération développée en vertu du Plan d'action commun Canada-Union européenne.

Relations intergouvernementales

M. Guy Chevrette, ministre délégué aux Affaires autochtones, a effectué en février 2001 une mission à Bruxelles en compagnie de trois chefs autochtones représentant les Innus, les Attikameks et les Inuits. La mission a permis de sensibiliser des représentants de l'Union européenne à l'évolution des relations entre le gouvernement du Québec et les Premières Nations du Québec.

La ministre de la Culture et des Communications a, pour sa part, effectué, en octobre 2000, une mission à Nyon, canton de Vaud (Suisse), à l'occasion de la Première conférence des ministres régionaux de la culture de l'Assemblée des régions d'Europe.

La délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les institutions européennes (DANRIE) a effectué une mission à Bruxelles et à Strasbourg, en juin 2000. Constituée du président de la DANRIE, M. Michel Létourneau, député d'Ungava, ainsi que de M^{me} Diane Barbeau, députée de Vanier, et de M. André Chenail, député de Beauharnois-Huntingdon, la mission a permis de s'entretenir avec des repré-

tants du Comité économique et social et du Comité des Régions, deux organismes consultatifs de l'Union européenne, des membres du Parlement européen ainsi qu'avec des représentants du Conseil de l'Europe, tout particulièrement avec des membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

L'année a été marquée par la venue au Québec, en juin 2000, de M. José Maria Ballester, chef du Service du patrimoine culturel du Conseil de l'Europe, et ce, à l'occasion de sa participation à la première rencontre de la Commission des biens culturels et du Conseil de l'Europe sur le Patrimoine culturel.

Le Ministère a également participé, à titre d'observateur, à la première Conférence des présidents des régions d'Europe à pouvoir législatif qui s'est déroulée à Barcelone, en novembre 2000, dans le cadre des activités de la Chambre des régions du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Réalisations

Le Ministère a poursuivi son appui aux activités menées dans le cadre de la chaire Jean-Monnet en intégration européenne de l'Université de Montréal. Il a également amorcé le développement de liens de coopération avec le nouvel Institut d'études européennes de l'Université de Montréal et de l'Université McGill.

Dans le but de favoriser le développement des liens de coopération scientifique et technologique entre le Québec et l'Union européenne, le Service a mis sur pied, en collaboration avec d'autres partenaires gouvernementaux, un séminaire d'information portant sur les occasions de partenariat en technologies de l'information. À l'invitation du ministère, deux représentants de la Commission européenne ont effectué, à cette occasion, une mission au Québec afin de sensibiliser la communauté scientifique québécoise aux caractéristiques du V^e Programme-cadre de recherche et développement scientifique et technologique de l'Union européenne.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme, le Ministère a accordé son appui à la tenue d'une table ronde organisée, en mars 2001, par la Revue québécoise de droit international et l'Université McGill, événement auquel ont notamment participé M. Robert Badinter, sénateur et ancien garde des sceaux de France, M^{me} Catherine Lalumière, parlementaire européenne et ancienne secrétaire générale du Conseil de l'Europe ainsi que M. Andrew Drzemczewski, chef de l'Unité de monitoring du Conseil de l'Europe.

Dans le but de favoriser l'intégration des jeunes dans l'environnement institutionnel européen, le

Ministère a entrepris des démarches afin de permettre à trois jeunes Québécois d'effectuer un stage de cinq mois au Conseil de l'Europe. Le Ministère a également appuyé l'organisation de la troisième édition du projet de simulation du Parlement européen qui s'est déroulée à l'Assemblée nationale du Québec, en septembre 2000. Ce projet, qui a été mis sur pied par des étudiants de l'Université Laval, a permis à plus d'une centaine d'étudiants provenant de plusieurs universités québécoises, canadiennes et européennes, de participer à la troisième édition de la simulation.

2.7 Bureau des missions

Mandat

Le Bureau des missions est responsable de la coordination générale des *Missions Québec* dirigées par le premier ministre du Québec à l'étranger. Il assure notamment la concertation interministérielle et coordonne l'élaboration des programmes, la logistique, les communications et les relations avec le Protocole. Il joue également le rôle d'intermédiaire entre le cabinet du premier ministre et les différents intervenants publics engagés dans la préparation et la réalisation des missions.

Le Bureau est aussi responsable de la coordination de la participation du Québec aux missions d'Équipe Canada. Il veille alors plus particulièrement à l'élaboration des activités se déroulant dans le cadre des plages réservées aux activités des gouvernements d'états fédérés.

Activités

Les *Missions Québec*, de même que la participation québécoise aux missions d'Équipe Canada, visent à stimuler la croissance économique et à accroître la notoriété du Québec à l'étranger, entre autres en faisant la promotion de ses grands secteurs d'excellence.

Sous la direction du premier ministre du Québec, associant les sociétés d'État, les entreprises et institutions québécoises à une équipe d'encadrement gouvernementale, ces missions contribuent également au développement des liens institutionnels et politiques entre le Québec et les pays visités. Les résultats des missions peuvent donc être analysés sous l'angle des retombées économiques en terme de valeur des contrats signés, et des retombées institutionnelles et politiques en terme d'ententes conclues entre les partenaires étatiques.

En 2000-2001, le Bureau des missions a réalisé quatre *Missions Québec* et a coordonné la participation du Québec à une mission d'Équipe Canada.

Du 12 au 20 mai 2001, une première mission s'est déroulée en Argentine et au Chili. Il s'agissait de la plus importante organisée à ce jour par le gouvernement du Québec en Amérique du Sud. Elle s'inscrivait dans le cadre de la Décennie québécoise des Amériques et visait plus particulièrement l'ouverture de nouveaux marchés aux entrepreneurs et institutions du Québec ainsi que la création de liens d'affaires entre des entreprises québécoises à fort potentiel de développement avec des partenaires argentins et chiliens. Cent cinquante participants représentant les domaines de l'économie, du commerce, des institutions et de la culture, accompagnaient le premier ministre Lucien Bouchard. Le bilan économique est évalué, en terme de projets conclus, à 864 millions de dollars et à la création anticipée de 1642 emplois. Pour ce qui est des contrats et des ventes fermes, le montant s'élève à plus de 185 millions de dollars pour une création anticipée de 575 emplois. Sur le plan institutionnel, cinquante-six ententes ont été signées dans les secteurs de la culture, de l'enseignement et du développement régional.

Du 25 au 27 septembre 2000, le Bureau des missions a coordonné une *Mission Québec* dans l'État du Wisconsin, aux États-Unis. Il s'agissait d'une réponse à l'invitation faite au premier ministre du Québec par le gouverneur du Wisconsin, M. Tommy G. Thompson, à diriger une mission dans son État. Elle a réuni quelque cinquante participants du monde des affaires, de l'éducation, de la culture et de la jeunesse, et visait à accroître la notoriété du Québec dans le Midwest américain. La *Mission Québec* au Wisconsin s'est traduite par un renforcement significatif des relations entre le Québec et cet État des Grands Lacs. Tant les milieux d'affaires que les milieux institutionnels ont tiré profit de ce séjour pour établir de nouveaux contacts ou pour consolider des liens déjà établis.

Du 31 janvier au 5 février 2001, le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, dirigeait une mission en Espagne et en Italie. Cette mission s'est déroulée sous le thème de la promotion des investissements et des finances. Des représentants de sociétés d'État québécoises accompagnaient le premier ministre. Les objectifs de cette mission étaient de favoriser les investissements espagnols et italiens au Québec et de promouvoir Montréal comme centre financier international. La signature de contrats et d'ententes en Espagne et en Italie ont totalisé des investissements de 998,8 millions de dollars, qui permettront la création de 2683 emplois directs et indirects au Québec.

Du 9 au 18 février 2001, le premier ministre a participé à la mission d'Équipe Canada en Chine. Cette mission a permis de mettre en relief l'importance des liens économiques qui existent entre la Chine

et le Québec. Dans chacune des villes visitées, soit Beijing, Shanghai et Hong Kong, une demi-journée était réservée aux programmes provinciaux. Le Québec a organisé de nombreuses activités à l'intention des participants québécois et de leurs partenaires chinois : séances de maillage pour les entreprises, séminaires, ateliers, inauguration du Centre d'études québécoises à l'Université des études internationales de Beijing, déjeuner-conférence et réception. Ces activités ont permis aux quelque cent treize participants québécois (102 gens d'affaires représentant 73 entreprises et 11 institutions) de rencontrer plus de 500 représentants d'entreprises et d'institutions chinoises et de tisser ainsi des liens qui permettront, dans plusieurs cas, d'établir des partenariats à long terme. Le bilan économique du Québec pour cette mission en Chine fait état, pour les entreprises québécoises, d'ententes et de contrats d'une valeur de près de 1,71 milliard de dollars, dont 384 millions en contrats fermes, soit 30 % du total du contenu canadien des ententes et contrats signés. À cela s'ajoute un investissement chinois de 45 millions de dollars dans une usine de teinture de textile à Drummondville.

Enfin, au cours des mois de février et mars 2001, le Bureau des missions s'est consacré à la préparation d'une *Mission Québec* en Belgique et en Allemagne qui s'est déroulée en juillet 2001 sous la direction du premier ministre du Québec, M. Bernard Landry.

2.8 Direction générale de l'aide internationale et de la coopération

2.8.1 Secrétariat à l'aide internationale

Mandat

Le Secrétariat à l'aide internationale a pour mandat d'harmoniser les moyens d'action du gouvernement en matière d'aide et d'assistance internationales. À cette fin, le Secrétariat doit inventorier les mesures gouvernementales québécoises consacrées à l'aide et à la coopération internationales, déterminer la nature des collaborations à favoriser pour consolider l'ensemble des efforts dans ces secteurs ainsi que coordonner les moyens d'action gouvernementaux soutenant l'aide humanitaire internationale. Il a pour mission d'assurer la mise en place des mécanismes requis et, enfin, de gérer les programmes : Programme d'aide à l'action humanitaire internationale, *Québec sans frontières* et le Programme d'appui aux organismes de coopération internationale par l'entremise de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (Fonds délégué MRI-AQOCI), *Journées québécoises de solidarité internationale*.

Activités

Les activités du Secrétariat à l'aide internationale s'inscrivent dans le cadre des orientations stratégiques du ministère des Relations internationales et contribuent à consolider le rôle et la place du Québec comme acteur international responsable et solidaire, notamment à l'égard des sociétés en développement.

Le Secrétariat à l'aide internationale a évalué 115 projets dans le cadre du Programme d'aide à l'action humanitaire internationale. Des subventions totalisant 2 230 516 dollars ont été attribuées à 29 organismes québécois pour la réalisation de 49 projets dans vingt pays de la Francophonie, de l'Amérique latine et des Antilles.

Pour sa sixième année d'existence, le programme *Québec sans frontières* a connu des développements majeurs en diversifiant ses volets d'intervention (divers stages offerts dans les créneaux suivants : universel, spécialisé, axés sur la réciprocité et dans les organismes québécois de coopération internationale). Ainsi, quelque 335 jeunes Québécois de 18 à 35 ans ont pu s'initier ou s'engager davantage dans le milieu de la solidarité et de la coopération internationales. Quinze organismes québécois de coopération internationale ont ainsi mis à profit leur savoir-faire pour la réalisation de 33 stages dans quinze pays de l'Amérique latine, des Antilles et de l'Afrique francophone. Les stages *réciprocité* ont aussi permis à 23 jeunes du Sud de recevoir une formation professionnelle au Québec, tandis que quinze jeunes Québécois ont pu réaliser un stage dans un organisme québécois de coopération internationale à l'étranger. Une somme de plus de 1,6 million de dollars a ainsi été consacrée à la réalisation des stages *Québec sans frontières*.

Par ailleurs, le Secrétariat a tenu, à l'automne 2000, la première Journée d'information et de formation *Québec sans frontières*, événement qui a réuni près de 300 jeunes, soit l'ensemble des stagiaires du programme.

L'année 2000 aura aussi été marquée par la présentation de la troisième édition des *Journées québécoises de la solidarité internationale*. Cette activité a été réalisée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, grâce à un soutien financier de 180000 dollars du ministère des Relations internationales pour la coordination et la réalisation des 80 activités de sensibilisation et d'éducation dans une douzaine de régions du Québec. Plusieurs milliers de personnes ont participé à ces manifestations. *La paix mondiale est impossible... sans toi* était le thème retenu en 2000-2001.

Enfin, le Programme ministériel d'appui aux organismes de coopération internationale (Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité

internationale), doté d'un budget de 140000 dollars, a permis à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale de financer quatorze projets d'éducation et de sensibilisation du public québécois. La convention de partenariat avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale a été renouvelée, un soutien financier a d'ailleurs été accordé à l'Association pour la réalisation des mandats qui lui sont confiés. Le Secrétariat a également travaillé à l'élaboration d'un plan de communication visant à mieux faire connaître et à promouvoir l'action du gouvernement du Québec en matière d'aide et de solidarité internationales.

2.8.2 Direction de la coopération

Mandat

La Direction de la coopération définit, à partir des orientations stratégiques retenues, les priorités en matière de coopération avec les ministères sectoriels, les organismes (sociétés d'État, organismes de coopération, etc.), les directions géographiques du ministère et les réseaux des clientèles impliqués dans des activités de coopération bilatérale. Elle prépare les commissions de coopération, les rencontres de mi-parcours et autres réunions visant à établir les priorités et la programmation des activités en concertation étroite avec tous les partenaires impliqués. La Direction de la coopération assure la mise en œuvre de la coopération convenue entre le gouvernement du Québec et les gouvernements étrangers.

Activités

Les activités de la Direction contribuent à initier et à maintenir des relations avec des pays et organisations prioritaires en vue de contribuer au développement économique, culturel, politique et social du Québec.

France

La 58^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise s'est tenue à Bordeaux, les 8 et 9 novembre 2000. Le ministère des Relations internationales s'est appliqué, au cours des dernières années, conformément aux engagements pris lors des rencontres alternées des premiers ministres québécois et français, à mieux définir ses objectifs de coopération avec la France. Le contexte et la nature de la coopération franco-québécoise ont grandement évolué avec les années. Les orientations actuelles du ministère en matière de coopération visent à ce que les activités retenues soient novatrices, structurantes et qu'elles génèrent des retombées concrètes pour les deux sociétés. C'est dans ce contexte qu'une quarantaine de nouveaux projets a été inscrite à la

programmation de la 58^e session sous les thèmes : *Innovation et économie du savoir, Valorisation de l'identité commune, Insertion des jeunes dans la société et la formation, Changements sociaux et Modernisation de l'État.*

En plus des nombreux projets favorisant les échanges entre chercheurs dans le domaine de la science et de la technologie, un projet majeur en éthique biomédicale a été retenu sous le thème *Innovation et économie du savoir*. Ce projet vise la création d'un institut international de recherche en éthique biomédicale. Cet institut permettra d'établir un important réseau de recherche et d'échange d'expertise dans ce domaine.

Sous le thème *Valorisation de l'identité commune*, des projets favorisant divers partenariats dans le domaine culturel ont été mis en œuvre. Il convient de souligner l'échange d'une production artistique entre l'Odéon et le Théâtre du Nouveau Monde et la coopération établie entre le Domaine Forget et la Fondation Royaumont.

Sous le thème *Changements sociaux et modernisation de l'État*, un important projet portant sur le secteur de l'économie sociale et solidaire en France et au Québec a été retenu. Le Comité directeur franco-québécois en économie sociale et solidaire a amorcé ses travaux en 2000-2001 et un rapport final sera déposé en 2001-2002.

La Commission permanente de coopération franco-québécoise soutient également certaines activités récurrentes qui, au fil des ans, accentuent la coopération dans des secteurs d'intérêt prioritaire. Les principales activités sont les suivantes : la tenue du Congrès de l'Association francophone du savoir (incluant le prix Adrien-Pouliot), les activités du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, l'édition de la *Revue Médecine/Sciences*, les cotutelles de thèses et la tenue du concours scolaire *Histoires croisées*.

Belgique

L'année 2000-2001 a été consacrée au suivi des activités prévues dans le cadre de la programmation arrêtée lors de la rencontre de juillet 1999, à Bruxelles, de la Commission mixte permanente de coopération Québec/Wallonie-Bruxelles.

Dans le domaine de la science et de la technologie, l'accent a été mis sur les échanges dans les secteurs des sciences de la vie et des sciences de l'environnement. En matière d'éducation et de formation professionnelle, à la suite des modifications apportées à sa politique d'octroi de bourses d'excellence, le Québec offre dorénavant à la Communauté

française de Belgique (CFB) des bourses d'exemption de frais de scolarité supplémentaires exigés des étudiants étrangers. En contrepartie, la CFB offre des bourses complètes de 2^e ou 3^e cycle à des étudiants québécois. Dans le secteur de la culture, diverses activités ont été poursuivies en 2000. Le prix Québec/Wallonie-Bruxelles du disque de chanson et le Prix du livre de jeunesse ont été décernés. Une importante exposition sur Félicien Rops a été présentée au Musée du Québec.

Enfin, la coopération avec la Flandre a été recentrée sur les domaines de la culture, de la science et de la technologie. En science et technologie, des rencontres ont eu lieu entre le Québec et la Flandre dans le domaine de la géomatique. En matière culturelle, le Prix de musique contemporaine Québec-Flandre a été remis au compositeur québécois André Ristic.

Espagne

La deuxième rencontre du Comité mixte de coopération Québec-Catalogne s'est tenue en mai 2000. La coopération avec le partenaire catalan a été réactivée et recentrée sur les domaines identifiés comme étant les plus prometteurs : science et technologie, éducation et culture.

Dans le secteur de la science et de la technologie, un programme a favorisé le développement d'une collaboration en matière de génie mécanique. En matière culturelle, des efforts ont été consacrés pour faciliter l'accueil d'artistes et d'organismes artistiques québécois à deux importants festivals : le Festival de musique vivante de Vic et le Festival de théâtre de Tàrraga. Dans le domaine de l'éducation, les échanges universitaires se sont poursuivis au cours de l'année 2000-2001.

Royaume-Uni

L'entente entre le ministère des Relations internationales et le British Council favorise la mobilité des étudiants et des professeurs et fait connaître l'expertise québécoise en éducation. La coopération dans le domaine culturel, entre autres, permet la participation d'artistes et d'organismes artistiques québécois à des événements culturels et festivals dans les domaines des arts de la scène, des arts visuels et de la littérature.

Allemagne

Au cours des dernières années, une coopération a été amorcée entre le Québec et la Bavière. Les deux gouvernements entretiennent des relations institutionnelles et une coopération diversifiée, surtout dans les secteurs de l'économie, de la science et de la technologie, de l'éducation et de la culture. Cette coopéra-

tion a été consolidée et des orientations et priorités arrêtées à l'issue de la rencontre du Groupe de travail sur la coopération Québec-Bavière d'octobre 2001.

Italie

La 4^e session de la Sous-commission mixte Québec-Italie s'est tenue à Rome, le 7 décembre 2000. Au cours de l'année 2000, la partie québécoise et la partie italienne ont continué à octroyer des bourses d'études à leurs étudiants respectifs. En science et technologie, les projets susceptibles d'engendrer des transferts de technologie et des retombées commerciales ont été privilégiés.

Dans le domaine de la culture, la coopération a été resserrée pour privilégier les projets en réciprocité. Un projet d'exposition entre le Museo Pignorini et le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal a été réalisé. En arts de la scène, un échange entre la Maison Théâtre de Montréal et le Ente Theatralo Italiano a aussi eu lieu dans le domaine du théâtre pour la jeunesse. De plus, des artistes québécois du théâtre, de la danse et du cirque ont pu s'illustrer à la Biennale de Venise.

Mexique

L'année a été marquée par des échanges soutenus entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Mexique en raison des travaux entourant la préparation de la 9^e rencontre du Groupe de travail Québec-Mexique, en juin 2001.

Dans le domaine de la culture, l'une des activités marquantes de l'année 2000-2001 a été la collaboration du Centre d'art Le LIEU avec trois institutions importantes d'art contemporain du Mexique en vue de la présentation d'une exposition d'une quarantaine d'artistes québécois en arts visuels de la région de Québec. Dans le domaine de l'éducation, on souligne la poursuite de la collaboration pour l'enseignement du français langue seconde entre l'Asociación de Maestros Investigadores de Francés de México (AMIFRAM) et l'Association québécoise des écoles de français (AQEFLS) et l'amorce d'une collaboration entre l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Instituto Mexicano de la Juventud.

Dans le domaine de la science et de la technologie, un séminaire en recherche et développement a été organisé conjointement par l'Université Laval et le Consejo Nacional de Ciencia y Tecnológica (CONACYT). Enfin, les échanges avec les États du Quintana Roo, de Jalisco et de San Luis Potosí se sont intensifiés, surtout dans le domaine de la géomatique.

Maroc

La deuxième rencontre du Comité technique mixte Québec-Maroc en matière de formation professionnelle et de promotion de l'emploi s'est tenue le 17 avril 2000.

Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Royaume du Maroc conduisent actuellement un projet pilote de mise en application de l'approche par compétences dans le développement des programmes de formation professionnelle et technique. Ce projet porte sur les programmes du secteur du textile-habillement et est transférable à d'autres secteurs. L'expertise québécoise dans ce domaine est offerte aux organismes marocains. Un projet en matière de modernisation de l'administration publique est également conduit. Il comporte trois volets : l'évaluation et la promotion des employés de l'État, la formation continue des cadres et la réflexion stratégique sur le rôle de l'État.

Israël

La première rencontre du Comité mixte de coopération Québec-Israël, tenue les 29 et 30 novembre 2000, a permis d'établir un programme de collaboration pour 2000-2002. Par ailleurs, le comité organisateur de l'importante exposition *Du Roi David aux manuscrits de la Mer morte*, qui doit se tenir au Musée Pointe-à-Callière, a débuté ses travaux en février 2001.

Chine et Viêt-nam

Des activités de coopération ont cours avec la Chine dans le secteur de l'éducation où des échanges d'étudiants sont maintenus annuellement. Avec le Viêt-nam, mentionnons les échanges dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation.

2.9 Direction des affaires régionales et des événements internationaux

2.9.1 Direction des affaires métropolitaines

Mandat

La Direction des affaires métropolitaines coordonne les activités auprès des organisations internationales afin de susciter leur installation dans la métropole et propose les mesures susceptibles d'assurer leur développement, une fois qu'elles sont établies au Québec. Elle assume l'actualisation et la mise en œuvre de la Politique gouvernementale d'accueil et de reconnaissance des organisations internationales.

Elle représente également le gouvernement au Conseil de gestion du Fonds de développement international de Montréal (FODIM) géré par Montréal International. Ce fonds vise la promotion, l'accueil, l'établissement de nouvelles organisations internationales de même que l'expansion et le maintien de celles déjà présentes à Montréal. Il sert aussi à soutenir la tenue de conférences ou d'événements internationaux susceptibles d'entraîner l'établissement d'une organisation internationale dont le siège pourrait être à Montréal.

La Direction gère la Mesure d'appui aux événements internationaux multilatéraux pour la région métropolitaine. Dans cette foulée, elle participe également au sous-comité de promotion du Comité de marketing gouvernemental dont la présidence est assumée par Investissement Québec. Ce groupe de travail vise à augmenter la notoriété du Québec en approchant de façon systématique les responsables des événements internationaux d'intérêt stratégique sur le plan économique et en menant auprès d'eux une action ciblée et concertée afin de maximiser l'impact de tels événements. Pour l'essentiel, il a repris le mandat du Comité d'orientation et de concertation sur les événements internationaux majeurs à Montréal, alors présidé par le ministère des Relations internationales.

La Direction des affaires métropolitaines assure la présence du ministère auprès des diverses instances de Montréal et de la région métropolitaine dont l'activité a une incidence internationale. Elle représente le Ministère auprès des cinq conférences administratives régionales de Montréal, de Laval, de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière. À cet effet, elle gère la Mesure d'appui à l'internationalisation des régions du Québec en incitant les régions limitrophes de Montréal à insérer la dimension internationale dans leur stratégie de développement et à s'intégrer à la dynamique internationale de la métropole. De fait, trois des cinq régions concernées, soit celles de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides ont élaboré un plan d'action stratégique axé sur leur développement international.

Enfin, la Direction des affaires métropolitaines coordonne les activités d'affaires publiques en ce qui a trait aux organisations internationales et aux événements internationaux multilatéraux : assemblées générales, accords de reconnaissance, participation ministérielle à des événements internationaux (stratégies, conférences, allocutions, communiqués). Elle participe également aux activités publiques des consulats et autres instances internationales présentes à Montréal.

Réalisations

Conformément à son axe d'intervention visant la consolidation et l'élargissement de la vocation internationale de la métropole par l'accueil et l'établissement d'organisations internationales à Montréal, la Direction des affaires métropolitaines a contribué activement à l'implantation d'organisations internationales dans la métropole par l'entremise, entre autres, de sa participation au Conseil de gestion du Fonds de développement international de Montréal géré par Montréal International et grâce à la Politique gouvernementale d'accueil et de reconnaissance des organisations internationales. Pour 2000-2001, le Ministère a soutenu financièrement Montréal International afin de favoriser le maintien des organisations internationales à Montréal ainsi que d'appuyer l'activité des dites organisations en phase d'implantation.

De concert avec la Ville de Montréal, le ministère des Affaires municipales et de la Métropole et Développement économique Canada, le Ministère a contribué financièrement, par l'intermédiaire du FODIM et ses dépenses de transfert, à des activités liées à l'établissement ou au développement des Organisations internationales non gouvernementales (OING) suivantes : la Fédération internationale des associations de multimédia, le Bureau international des droits des enfants et le Centre international pour l'accessibilité au transport.

La Direction des affaires métropolitaines a soutenu financièrement le Forum international de Montréal, la Fédération internationale du vieillissement et a également appuyé l'Institut de gestion des grandes métropoles pour l'organisation d'une rencontre de la Banque mondiale de développement, dans le cadre de son programme de lutte contre la pauvreté dans les grandes villes du monde (programme Cities Alliance, sous le parrainage de Nelson Mandela).

En mai 2000, grâce au partenariat établi avec Montréal International, le Ministère a vu ses efforts récompensés lorsque le comité exécutif de l'UNESCO a décidé d'implanter le siège de son Institut de statistique à Montréal. C'est ainsi que la candidature de la métropole a été préférée à des villes aussi prestigieuses que Birmingham, La Haye et Paris.

Le 12 mars 2001, la ministre d'État aux Relations internationales, M^{me} Louise Beaudoin, a procédé, au nom du gouvernement, à la signature d'une entente de siège avec le Secrétariat pour la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, implanté à Montréal depuis 1995.

Des représentants de la Direction des affaires métropolitaines ont participé à deux voyages d'affaires : l'un, à Bruxelles, Lausanne et Paris, à l'initiative de Montréal International, visait la promotion de

Montréal pour accueillir le siège de l'Agence mondiale antidopage; l'autre, à Washington, organisé par le Centre de commerce mondial auprès de la Banque mondiale de développement, a permis de mettre en évidence la place des organisations internationales dans la métropole et de faire la promotion d'un projet de formation à distance.

Afin de renforcer le rayonnement international du Québec et la notoriété de sa métropole par des moyens d'action promotionnels ciblés, lors d'événements internationaux d'intérêt stratégique se tenant à Montréal, et par l'entremise d'une mesure d'appui financier, la Direction des affaires métropolitaines a soutenu la tenue des événements suivants :

- le Colloque international sur le tourisme adapté organisé par Kéroul, en avril 2000;
- le Salon international de l'alimentation présidé par le ministre québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- le 36^e Congrès international des études asiatiques et nord-africaines sous l'égide de l'International Congress of Asian and North African Studies (ICANAS);
- l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications qui s'est déroulée pour la première fois à Montréal;
- le congrès régional de la National Association of Foreign Student Advisers. Pour cet événement, la Direction des affaires métropolitaines s'est associée à la Direction des États-Unis en vue de positionner le Québec et la métropole pour l'obtention, en 2006-2007, d'un important congrès (quelque 5000 participants).

De plus, le ministère des Relations internationales, de concert avec le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, a signé une entente avec l'Institut international d'études administratives de Montréal portant sur la conférence de Montréal sur la mondialisation. Pour la 7^e conférence, qui s'est déroulée sous le thème des Amériques, la Direction des affaires métropolitaines, en collaboration avec la Direction générale des Amériques et le Protocole, s'est assurée de la participation du premier ministre, de la vice-première ministre et de la ministre d'État aux Relations internationales.

La Direction des affaires métropolitaines a également contribué à la participation de la Fédération informatique du Québec au World Computer Congress à Beijing, en août 2000. Plus de 1000 participants sont attendus au prochain congrès qui aura lieu à Montréal, en 2002.

La Direction des affaires métropolitaines a apporté de façon tangible son soutien en matière d'affaires publiques lors des événements suivants : la participation de M^{me} Louise Beaudoin, ministre des Relations internationales, à titre de conférencière invitée du Conseil des relations internationales de Montréal le 17 avril 2000; l'annonce de la décision de l'UNESCO d'implanter son Institut de statistique à Montréal; l'Assemblée générale du Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse; le congrès régional de la National Association of Foreign Students Advisers; la signature de l'entente de siège, par la ministre Louise Beaudoin, avec le Secrétariat de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique.

La Direction des affaires municipales s'est aussi associée à diverses activités de production publicitaire, dont la publication, en novembre 2000, d'un important cahier, dans le journal *LeDevoir*, consacré aux organisations internationales qui ont pignon sur rue dans la métropole.

2.9.2 Direction des affaires de la capitale nationale et des régions

Mandat

La Direction des affaires de la capitale nationale et des régions a pour mandat de :

- mettre en œuvre le plan d'action pour la capitale nationale ainsi que les plans d'action régionaux;
- contribuer à l'établissement et au raffermissement de liens entre l'appareil gouvernemental et la capitale nationale ainsi que les régions en matière internationale;
- réaliser des activités de sensibilisation qui ont pour objet d'accroître la présence des régions sur la scène internationale;
- concevoir une politique pour la capitale nationale et les régions pour la réalisation d'événements internationaux selon leur importance stratégique et leurs retombées;
- promouvoir, coordonner et gérer la participation et l'appui du ministère et, le cas échéant, du gouvernement du Québec, à des événements internationaux majeurs se déroulant dans la capitale nationale ou en régions;
- conseiller les milieux non gouvernementaux dans la réalisation d'événements à caractère international (colloques, congrès, séminaires, célébrations et commémoration) ayant lieu dans la capitale nationale ou en régions;

- établir un plan de prospection et d'attraction afin d'encourager la venue de nouvelles organisations internationales dans la capitale nationale ou en régions.

Activités

La concertation, la coordination, le partenariat et l'accompagnement constituent les dénominateurs communs des problématiques auxquelles la Direction est confrontée et les défis qu'elle doit relever. Ainsi, au regard de la dimension régionale, les rôles de concertation et d'accompagnement prédominent. En matière événementielle, la fonction de coordination prime. Enfin, le partenariat constitue la clef de voûte en ce qui concerne les organisations internationales.

Au cours de l'année 2000-2001, l'accent a été mis sur l'évaluation du programme de l'internationalisation des régions et la définition de la dimension internationale pour le renouvellement de l'entente-cadre de développement de la région de la Capitale-Nationale 2001-2006. Le bilan de l'entente spécifique sur le rayonnement international de la région de Québec, intervenue entre le ministère des Relations internationales et le Groupe pour le rayonnement international de la région de Québec, s'inscrivait également dans cette perspective.

Le Ministère a consacré des efforts financiers à l'internationalisation des régions au cours des trois derniers exercices budgétaires. Ainsi, outre la région de la Capitale-Nationale et celle de la métropole qui ne sont pas couvertes par ce programme, toutes les régions ont pu, bien qu'à des degrés divers, en bénéficier. La nature, l'importance et la portée des projets soumis ont, en effet, été variables d'une région à l'autre. Toutefois, grâce à ce programme, toutes les régions du Québec sont aujourd'hui sensibilisées à la dimension internationale. Plusieurs ont établi un plan d'action, certaines ont conçu des dossiers novateurs et ont réalisé des projets en fonction de leurs particularités.

L'Association des régions du Québec (ARQ) est, depuis 1997, un partenaire privilégié du ministère. À sa demande, des mesures ont été prises pour que l'information relative aux activités du ministère soit plus accessible en régions. La Direction des affaires de la capitale nationale et des régions a également été coorganisatrice, en juin 2000, de la *Journée de l'ARQ* qui s'est conclue par la première remise du prix Hector-Fabre par la ministre des Relations internationales.

La réforme municipale en cours modifiera le rôle de la Direction des affaires de la capitale nationale et des régions à l'égard des nouvelles villes centres (Lévis, Longueuil, Hull, Sherbrooke, etc.) qui seront

appelées à jouer, à compter de 2002, un rôle accru sur la scène internationale. Il en va de même pour les régions-ressources où de nouveaux acteurs internationaux émergeront à la suite des fusions municipales.

La définition prochaine des nouvelles structures municipales ou régionales se traduira par l'établissement, pour la région de la Capitale-Nationale, de partenariats révisés et de mécanismes de concertation ciblés en matière d'internationalisation. Dans cette optique, la Direction des affaires de la capitale nationale et des régions a joué un rôle actif afin de favoriser l'accroissement de la présence de la capitale nationale sur la scène internationale.

L'entente spécifique portant sur le rayonnement international intervenue entre le gouvernement du Québec, le Conseil régional de concertation et de développement de la région de Québec et le Groupe pour le rayonnement international de la région de Québec (GRI) s'est terminée le 31 mars 2001. Le bilan déposé par ce dernier a été analysé en collaboration avec le Bureau de la Capitale-Nationale et il a été convenu que le GRI poursuive ses activités jusqu'à la mise en place, le 1^{er} janvier 2002, des nouvelles instances municipales et régionales.

La Direction des affaires de la capitale nationale et des régions se préoccupe d'événements internationaux se tenant dans l'ensemble du Québec, sauf dans la métropole. Ainsi, pour l'exercice 2000-2001, la Direction a traité plus de 120 dossiers dont celui du troisième Sommet des Amériques. Les dossiers d'autres grands événements internationaux dans la capitale nationale (Conférence mondiale de l'écotourisme et du développement durable, Québec 2002, *Floralies internationales* « Québec en Fleurs 2002 », Congrès mondial forestier 2003, Jeux mondiaux des policiers et pompiers 2005) se poursuivent, conformément au calendrier de réalisation prévu.

Enfin, la Direction des affaires de la capitale nationale et des régions a joué un rôle déterminant dans la conduite et la réalisation de l'étude sur les retombées économiques associées aux activités des organisations internationales, étude rendue publique au mois de mars 2001.

2.10 Protocole

Pour toutes les activités officielles du gouvernement du Québec, le Protocole est responsable de l'application du cérémonial d'État en tenant compte des règles et des pratiques en vigueur en la matière. Il coordonne les communications officielles du gouvernement du Québec avec les gouvernements étrangers et leurs représentations sur son territoire. De concert avec les directions géographiques et multilatérales du ministère ainsi qu'avec le réseau des représentations

du Québec à l'étranger, le Protocole contribue à la réalisation des objectifs de la politique internationale du gouvernement du Québec.

Il met en place les conditions nécessaires à la réalisation optimale et au succès des rencontres internationales se déroulant au Québec et qui requièrent la participation des autorités politiques du gouvernement. Il assure également l'accueil des membres des gouvernements étrangers au Québec et veille à la réalisation des activités prévues au programme.

Le Protocole participe à la conception et à la réalisation des missions du premier ministre à l'étranger et agit à titre de conseiller pour celles qui sont effectuées par les ministres du gouvernement du Québec. Il orchestre également les cérémonies du gouvernement. La liste des principales visites et autres activités organisées entièrement ou partiellement par le Protocole en 2000-2001, soit plus d'une centaine, se trouve en annexe. De plus, il dispense, sur demande, des conseils relatifs aux règles protocolaires, principalement au personnel de l'administration publique et parapublique québécoise.

Par l'entremise du Protocole, le gouvernement du Québec s'assure que les moyens adéquats sont pris pour garantir aux représentants étrangers et, par extension, aux membres des organisations internationales établies sur son territoire, les conditions optimales d'exercice de leurs fonctions. Il s'inscrit ainsi dans une tradition séculaire consacrée par la pratique internationale, telle qu'elle a été codifiée dans les conventions de Vienne, permettant à ces personnes d'éviter qu'il ne soit porté atteinte aux bonnes relations qui existent entre le pays où elles se trouvent et celui d'où elles viennent.

Le Protocole consacre donc une partie importante de ses ressources et de son effectif à la prise en charge de ses responsabilités dans le domaine des privilèges et des immunités. Des efforts particuliers ont été consentis, au cours de la dernière année, à l'amélioration des services qui sont dispensés, répondant ainsi adéquatement à plus de 9000 demandes qui lui ont été adressées en 2000-2001, et qui sont principalement afférentes aux privilèges et prérogatives de courtoisie conférés à leurs bénéficiaires ainsi qu'aux communications intergouvernementales.

Le Protocole a poursuivi ses efforts pour simplifier les procédures administratives, favoriser la qualité de l'information dispensée aux divers interlocuteurs et améliorer la rapidité de ses interventions auprès des personnes qui font appel à son expertise. Plus précisément, un dépliant d'information sur le système d'éducation au Québec a été produit à l'intention des représentants étrangers.

2.11 Services

2.11.1 Direction des affaires juridiques

La Direction des affaires juridiques a pour mandat d'assurer la légalité, en droit national et international, de l'action du ministère. Elle agit également à titre de conseillère en droit international auprès d'autres ministères, en vue d'assurer la cohérence des actes du gouvernement en cette matière, dont les conventions internationales, les immunités et les prérogatives de courtoisie. Enfin, elle porte une attention constante à l'application de l'article 15 de la loi du ministère qui veut que la ministre, dans la conduite des affaires internationales, veille à ce que soit respectée la compétence constitutionnelle du Québec.

La Direction des affaires juridiques a participé à la négociation, à la rédaction et à la révision d'ententes internationales. Aussi, la rédaction de contrats, de décrets et d'opinions juridiques a été au nombre de ses activités courantes. Par ailleurs, un soutien juridique a été accordé aux délégations et aux autres formes de représentation du Québec à l'étranger.

Plus spécifiquement, la Direction a conseillé le Ministère sur la procédure et les modalités de mise en œuvre des conventions internationales. Elle a fait aussi partie de groupes de travail interministériels, dont le Comité interministériel sur l'Organisation internationale du travail ainsi que le Comité interministériel sur l'adoption internationale. Membre du Comité de négociation des ententes en matière de sécurité sociale, elle a participé aux négociations qui ont eu cours pendant cet exercice financier.

En matière d'immunités, de privilèges et de prérogatives de courtoisie, la Direction des affaires juridiques a été saisie de plusieurs demandes relatives à l'application, au Québec, des conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

La Direction a aussi participé activement à la mise en œuvre de la politique d'accueil des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'à la rédaction, à la négociation et à l'interprétation d'ententes et d'accords avec de telles organisations. Elle a, de plus, pris part aux activités du Comité ministériel sur la protection des renseignements personnels.

Enfin, soulignons que la Direction des affaires juridiques, qui relève du ministère de la Justice, offre de semblables services au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, au ministère de l'Industrie et du Commerce, à celui de la Recherche, de la Science et de la Technologie ainsi qu'à Tourisme Québec.

2.11.2 Direction des ressources humaines

La Direction des ressources humaines a assuré la réalisation des activités reliées à l'évaluation et à la dotation des emplois, à la gestion des conditions du travail et de la rémunération du personnel ainsi qu'au développement des ressources humaines. Elle a de plus complété la mise en place des modifications apportées aux conventions collectives de travail et à la Directive concernant le régime d'emploi des personnes recrutées à l'extérieur du Québec pour exercer des fonctions au sein d'une représentation dans l'ensemble des représentations du Québec à l'étranger.

La Direction a entrepris une démarche visant la mise en place d'un plan de carrière pour les conseillers et conseillères en affaires internationales. C'est ainsi qu'un énoncé de plan de carrière de même qu'un Programme de mentorat ont été adoptés par la direction du ministère. La Direction des ressources humaines a également procédé, en concertation avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et ses principaux ministères partenaires, à l'identification des changements à apporter au Règlement sur les indemnités et les allocations versées aux fonctionnaires en poste à l'extérieur du Québec (Règlement n° 3), afin de tenir compte, notamment, de la situation familiale des fonctionnaires affectés à l'étranger. Ce dossier a été transmis au Conseil du trésor pour approbation. Finalement, la Direction a élaboré et mis en œuvre la Politique concernant l'octroi de bonis pour rendement exceptionnel et pour études de perfectionnement, à l'intention du personnel professionnel syndiqué et du personnel fonctionnaire non syndiqué. Elle a aussi participé très activement aux travaux du comité chargé de l'implantation de la Loi sur l'administration publique visant la modernisation de la gestion publique, notamment dans la révision du partage des responsabilités de gestion entre le siège et les chefs de poste.

Au cours de la période de référence, le Ministère a embauché dix-huit nouveaux conseillers et conseillères en affaires internationales, dont sept sont membres de communautés culturelles, et a nommé trois femmes à des emplois d'encadrement, faisant ainsi passer le ratio des femmes cadres du ministère de 16 % à 24 %. Quant au développement de ses ressources humaines, l'effort du ministère a été de 2055 jours-personnes, soit un effort de développement correspondant à 1,7 % par rapport à l'objectif de 1 % prévu à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

2.11.3 Direction des ressources financières et matérielles

La Direction des ressources financières et matérielles assure le développement et la gestion des services requis en matière de ressources financières et matérielles.

Dans le secteur des ressources financières, elle coordonne les phases du processus budgétaire et conseille les gestionnaires sur les questions financières et administratives. Elle gère les opérations financières et comptables du ministère, les revenus ainsi que les fonds de roulement des représentations du Québec à l'étranger.

Dans le secteur des ressources matérielles, elle coordonne les activités de gestion immobilière de même que les fonctions de courrier et messagerie, de téléphonie, d'acquisition de biens mobiliers, de gestion du parc de photocopieurs, et ce, tant au Québec qu'à l'étranger. De plus, elle gère le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, lequel concerne l'administration du volet immobilier du ministère à l'étranger. Enfin, dans ce secteur, elle effectue des travaux de recherche et d'analyse sur la politique de gestion des biens et services et sur les règlements administratifs dans son champ d'intervention.

La Direction collabore aux travaux reliés à la modernisation de la fonction publique. Ainsi, elle participe activement aux travaux visant à assurer l'autonomie de la gestion des représentations et des unités administratives et la responsabilisation de leurs gestionnaires tout en assurant une saine reddition de comptes. La Direction a également assuré la mise en vigueur, au ministère, de la nouvelle réglementation sur les contrats de services et d'approvisionnement ainsi que celle sur les frais de déplacement au Québec. Enfin, elle a soutenu de façon particulière plusieurs unités du ministère lors de la préparation et de la réalisation d'événements importants comme le Sommet des Amériques et le renforcement de la représentation du Québec aux États-Unis.

En matière immobilière et à l'étranger, elle a terminé le relogement de la Délégation du Québec à Boston et a entrepris les travaux nécessaires à l'ouverture des délégations de Chicago et de Los Angeles comme à celle du bureau de Miami dans le cadre du renforcement de la représentation du Québec aux États-Unis. Aussi, elle a procédé au relogement de la résidence de Tokyo. Elle a loué de nouveaux espaces pour Investissement Québec à Paris, doté le Ministère d'un studio d'accueil pour artistes à Rome et renouvelé les baux des bureaux de Caracas, Manille, Santiago et celui de la résidence de Mexico.

Elle a également procédé aux travaux de rafraîchissement de la résidence de Bruxelles et d'aménagement des bureaux de Hong Kong et de Damas. Elle a sous-loué quelques espaces excédentaires du bureau de Londres.

Au Québec, elle a permis l'hébergement temporaire de l'équipe chargée du projet Québec New York 2001 et procédé à l'aménagement de leurs locaux. Également, elle a assuré l'hébergement du Groupe d'intervention en affaires publiques et de la salle de presse instaurés à l'occasion du Sommet des Amériques. Enfin, elle a continué à participer aux travaux du comité ministériel sur la protection des renseignements personnels et, dans ce contexte, a mis en place un système de destruction fiable des documents.

2.11.4 Direction de la vérification interne

La vérification interne est une fonction indépendante d'appréciation créée au ministère et dont l'objectif est d'examiner et d'évaluer ses activités. Sous l'autorité de la sous-ministre, le vérificateur interne assiste les gestionnaires dans l'exercice efficace de leurs responsabilités. À cet effet, il leur fournit des analyses, des évaluations, des recommandations, des avis et conseils et de l'information sur les activités examinées.

L'objectif de la vérification interne intègre aussi la promotion d'un contrôle efficace exercé à un coût raisonnable. La Direction collabore, avec d'autres, aux travaux du Comité ministériel sur la protection des renseignements personnels.

Cinq mandats de vérification ont été réalisés. Une opinion a été émise à la suite de la vérification des états financiers de la première année des opérations de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Le Vérificateur général du Québec procédera à la vérification des comptes de l'Office pour les exercices financiers à venir. Une mission d'examen des états financiers du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger a été réalisée pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2000. De l'information a été fournie sur la gestion de la Délégation générale du Québec à Bruxelles. Des observations et des pistes de réflexion ont été soumises sur le niveau de sécurité des systèmes informatiques.

Dans un mandat d'accompagnement du Secrétaire général du ministère, la Vérification interne a conseillé le chargé de projet pour la réalisation du plan d'action ministériel sur la protection des renseignements personnels.

Dans un mandat d'accompagnement du Groupe d'implantation de la modernisation, la Vérification interne a fourni des conseils sur la mise en œuvre du plan quinquennal 2000-2005 du ministère. Ce plan découle de la Loi sur l'administration publique. Les conseils ont porté sur le plan de sensibilisation du personnel à la modernisation et sur la Déclaration de services aux citoyens.

2.12 Modernisation de la gestion publique

En 2000-2001, le Ministère s'est engagé résolument dans une démarche basée sur les orientations gouvernementales concernant la modernisation de la gestion publique et les dispositions de la Loi sur l'administration publique, sanctionnée en mai 2000.

La création, au ministère, dès février 2000, du Groupe d'implantation de la modernisation ayant pour mandats de recommander les mesures appropriées, d'informer le personnel des enjeux et de conseiller les autorités sous-ministérielles constitue la première étape de la mise en œuvre du projet gouvernemental.

Quant à l'application des mesures prescrites par la loi, le Ministère a engagé un vaste processus de consultations visant la réalisation d'un plan stratégique pour la période 2001-2004. Intitulé *Le Québec dans un ensemble international en mutation*, il a été déposé à l'Assemblée nationale dans les délais prévus.

Également, la Déclaration de services aux citoyens a été élaborée et déposée le 30 mars 2001. Elle engage le Ministère à fournir des services de qualité aux citoyens visés plus directement par son action.

De plus, une démarche a été entreprise relativement aux responsabilités dévolues aux représentations du Québec à l'étranger dans le but de procéder à une décentralisation administrative, en lien avec l'application d'une plus grande imputabilité.

Enfin, l'ensemble des cadres et du personnel du ministère a pu bénéficier de rencontres en vue d'échanges sur les grands enjeux de la réforme de la gestion publique.

2.13 Accès à l'information et protection des renseignements personnels

L'accès à l'information

Le Secrétariat général a traité une vingtaine de demandes d'accès à l'information durant la période visée et les délais légaux ont été respectés pour tous les demandeurs, personnes physiques et morales.

La protection des renseignements personnels

Réalisations

L'année 2000-2001 aura été caractérisée par la mise en application de l'ensemble des évaluations suggérées par le Conseil exécutif, la Commission d'accès à l'information et la table de concertation gouvernementale animée par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Ainsi, tous les fichiers de renseignements personnels du ministère ont été systématiquement recensés, leur détenteur identifié et les profils d'accès tracés. De plus, le niveau de sensibilité de l'information concernée a été établi pour chaque fichier. Les modes de détention de chacun ont été évalués et, le cas échéant, des recommandations ont été formulées afin d'en assurer la sécurité accrue.

Une activité de sensibilisation a été menée dans l'ensemble du ministère. Ainsi, une présentation a été développée en ce sens à partir d'un précis linguistique d'une cinquantaine de définitions rédigé pour expliquer la protection des renseignements personnels et la sécurité de l'information stratégique au ministère. Ce précis intègre les notions et principes internationaux en ces matières, issus principalement des directives de l'OCDE et des recommandations du Parlement européen.

Un site Intranet a été créé sur le sujet et son contenu a évolué suivant la réalisation du plan d'action sur la protection des renseignements personnels.

Les organismes publics relevant de la responsabilité de la ministre ont aussi fait l'objet d'une évaluation en matière de protection des renseignements personnels (PRP). L'application de la section du plan d'action les concernant a ainsi fait l'objet d'une vérification.

Le plan d'action initial a été enrichi de nouvelles sections qui étaient apparues d'importance moindre lors de sa rédaction originale, soit :

- les « Aspects transfrontaliers de la PRP »;
- la « Sécurité informatique en matière de PRP »;
- l'« Adoption d'une politique ministérielle en matière d'accès à l'information et de PRP »;
- l'« Évaluation et la reddition de comptes »;
- les « Initiatives connexes »;
- la « Destruction sécuritaire des renseignements personnels ».

Priorités d'action

Le Ministère a adopté, en 2001, une politique sur les sondages qui a fait l'objet d'un dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information. Elle intègre les modes de communications « protégé » et « protégé restreint » de la Politique ministérielle sur la protection de l'information et la sécurité du ministère.

De même, une politique ministérielle d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels a été approuvée par le comité ministériel et soumise à l'approbation de la Commission d'accès à l'information en même temps que celle sur les sondages. Cette politique intègre également les modes de communication « protégé » et « protégé restreint », selon le renseignement concerné.

Déjà, en 2001, la sécurité de l'information stratégique a bénéficié des mesures prises en matière de protection des renseignements personnels. C'est ainsi, par exemple, que la ligne de disposition du papier rebut, à l'exception des imprimés publics, a été revue et ses étapes resserrées afin de favoriser une destruction plus sécuritaire.

En 2000-2001, tous les formulaires de collecte de renseignements personnels ont fait l'objet de consentements éclairés, signés et datés.

Les accès physiques et informatiques à la salle des serveurs ont aussi fait l'objet d'une révision. Dans certaines directions, des réseaux informatiques restreints ont été créés afin de resserrer davantage les accès aux fichiers les plus sensibles. Partout au ministère, des écrans de veille avec mot de passe ont été installés sur les postes de travail. Le risque posé par les témoins et fichiers de témoins informatiques a aussi été pris en compte : les employés ont été sensibilisés et invités à éliminer ces logiciels de leur disque dur et à configurer leur poste de travail de manière à les détruire et ainsi pouvoir en refuser l'installation dans l'avenir.

Une entente interministérielle a été signée entre le Ministère et celui des Relations avec les citoyens et de l'Immigration à l'égard des renseignements personnels qu'il détient en matière d'immigration. Cette entente, approuvée par la Commission d'accès à l'information, permettra à ce ministère d'assumer les obligations de la loi à l'égard de ce type de renseignements détenus par le ministère des Relations internationales.

Tel qu'annoncé en 1999-2000, une politique de confidentialité a été créée et son contenu affiché en page d'accueil des sites Internet du ministère.

Diagnostic pour l'année 2001-2002

Les principaux diagnostics que posera le Ministère en 2001-2002 sont de deux ordres : la sécurité de l'information numérique en matière de protection des renseignements personnels et de l'information de nature stratégique selon le Guide du Conseil du trésor; la sécurité des télécommunications du ministère au regard du système d'interception globale Echelon, selon les conclusions du rapport du Parlement européen sur le sujet.

ANNEXE I

Effectif du ministère

Nombre d'employés par statut, catégorie d'emploi et lieu de travail
Situation au 31 mars 2001 (en équivalent temps complet)

EMPLOYÉS RÉGULIERS	QUÉBEC	MONTREAL	ÉTRANGER	TOTAL
Cadre supérieur (incluant hors cadre)	32	3	35	70
Cadre intermédiaire et professionnel	148	10	33	191
Personnel de bureau, technicien, ouvrier	132	7	-	139
TOTAL PARTIEL	312	20	68	400
EMPLOYÉS OCCASIONNELS				
Contractuel	-	-	-	-
Professionnel	-	-	66	66
Personnel de bureau, technicien et ouvrier	2	-	119	121
TOTAL PARTIEL	2	-	185	187
TOTAL GLOBAL (réguliers et occasionnels)	314	20	253	587

EFFECTIF DANS LES REPRÉSENTATIONS DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER AU 31 MARS 2001

Représentation	Fonctionnaire ⁽¹⁾	Contractuel	Attaché local	Recruté local	TOTAL
ÉTATS-UNIS					
Atlanta	-	-	2	-	2
Boston	3	-	4	-	7
Chicago	3	-	4	3	10
Los Angeles	3	-	2	2	7
Miami	1	-	1	1	3
New York/Washington	9	-	10	16	35
EUROPE					
Barcelone	1	-	1	1	3
Bruxelles	5	5	8	18	36
Londres	4	-	6	8	18
Munich	3	-	1	1	5
Paris	18	-	11	42	71
Rome	-	-	1	-	1
Vienne	2	-	-	5	7
AMÉRIQUE LATINE					
Buenos Aires	2	-	1	1	4
Caracas	-	-	1	-	1
Mexico	4	-	4	10	18
ASIE ET OCÉANIE					
Beijing	1	-	1	1	3
Hong Kong	2	-	-	7	9
Kuala Lumpur	1	-	1	1	3
Manille	-	-	1	-	1
Séoul	-	-	1	1	2
Shanghai	1	-	1	1	3
Tokyo	2	-	7	6	15
AFRIQUE					
Abijan	1	0	0	1	2
Dakar	1	0	0	0	1
Damas	1	0	0	3	4
TOTAL	68	0	66	119	253

1. Dont les postes de délégués généraux et autres postes occupés par des contractuels.

ANNEXE II

Budget autorisé et dépenses

Programme 01 : Affaires internationales

Éléments de programme	Budget autorisé (000 \$)	Dépenses (000 \$)
01 Direction, politiques et affaires publiques	12 873,0	12 859,2
02 Représentation du Québec à l'étranger	42 874,1	42 713,7
03 Affaires bilatérales	23 315,6	23 311,3
04 Affaires francophones et multilatérales	13 579,7	13 532,6
05 Gestion interne	11 542,9	11 501,5
Total programme	104 185,3	103 918,3

ANNEXE III

Ententes internationales conclues entre le 1^{er} avril 2000 et le 31 mars 2001

Entente dans les domaines de l'éducation et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Principauté d'Andorre, signée le 10 mai 2000.

Entente et arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Slovénie, signés le 11 mai 2000.

Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de Tierra Del Fuego, Antartida E Islas Del Atlantico Sur, signée le 16 mai 2000.

Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Minnesota au sujet de la participation du ministère des Transports du Québec au fonds commun Aurora, signée le 16 mai 2000.

Entente et arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Royaume du Maroc, signés le 25 mai 2000.

Convention de coopération pour le développement des métiers d'art entre la ministre de la culture et des communications du Québec et la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de la République française, chargée des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, signée le 31 juillet 2000.

Entente de coopération multisectorielle entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État du Wisconsin, signée le 26 septembre 2000.

Entente et arrangement administratif en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Turquie, signés le 21 novembre 2000.

Entente de coopération en matière d'environnement relativement à la gestion du lac Champlain, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'État de New York et l'État du Vermont, signée le 28 novembre 2000.

Avenant à l'entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République des Philippines, signé le 14 avril 2000 et arrangement administratif, signé le 1^{er} décembre 2000.

Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la province de Buenos Aires, signée le 28 décembre 2000.

Entente en matière de privilèges et d'immunités entre le gouvernement du Québec et le Secrétariat de la convention sur la diversité biologique, signée le 12 mars 2001.

Annexe IV
Principales visites et manifestations
organisées entièrement ou
partiellement par le Protocole
du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001

AVRIL 2000

1 ^{er} -8	Visite du ministre de la Fonction publique du Royaume du Maroc, monsieur Aziz El Houssine
2-3	Visite du gouverneur de l'État de Veracruz (États-Unis mexicains), monsieur Miguel Aleman
5-7	Mission du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, en République française
12-13	Visite du secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur de la République française, monsieur François Huwart
13	Visite officielle de l'ambassadeur de la République tchèque, Son Excellence monsieur Vladimir Kotzy
13-15	Visite du maire de Dalian (République populaire de Chine), monsieur Bo Xilai
14	Cérémonie de signature d'un avenant à l'entente en matière de sécurité sociale avec la République des Philippines
14	Réception offerte par la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française, madame Louise Beaudoin, à l'occasion de la Dictée des Amériques
19-20	Visite du ministre de l'Environnement de la République de Madagascar, monsieur Alphonse Alphonse
20	Visite du consul général de la République tchèque, monsieur Jiri Parkmann
25-28	Visite privée du Prince Henri du grand-duché de Luxembourg
25-30	Visite du ministre des Transports de la République d'Égypte, Son Excellence le docteur Ibrahim El Dimerry

AVRIL

26	Visite du ministre de la Coopération et de l'Investissement extérieur de la République tunisienne, monsieur Féthi Merdassi
26-29	Visite du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale de la République bolivarienne du Venezuela, monsieur Gilberto Rodriguez Ochoa

MAI

3-7	Visite du ministre de la Santé du gouvernement autonome de Catalogne (Royaume d'Espagne), monsieur Eduard Rius
3-7	Visite du ministre des Relations institutionnelles du gouvernement autonome de Catalogne (Royaume d'Espagne), monsieur Josep Antoni Duran i Lleida
4	Visite de la ministre de l'Information de la Jamaïque, madame Maxine Henry-Wilson
4	Visite du ministre de l'Habitation de Gauteng (République d'Afrique du Sud), monsieur Paul Mashatile
7	Visite du ministre de la Coopération régionale de l'État d'Israël et président du Centre Pérès, monsieur Shimon Pérès
9	Remise de l'Ordre national par le premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à monsieur Philippe Séguin
10	Cérémonie de prélèvement de sol québécois en préparation au rapatriement de la dépouille du soldat inconnu
10	Visite du ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la Principauté d'Andorre, monsieur Pere Cervos
11	Visite officielle de l'ambassadeur de la République de Slovénie, Son Excellence le docteur Bozo Cerar et signature d'une entente en matière de sécurité sociale avec la République de Slovénie

12-20	Participation du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à <i>Mission Québec</i> en République argentine et en République du Chili	30-31	Visite du président de la République hellénique, monsieur Constantinos Stephanopoulos
14-15	Visite du président de la République fédérale du Nigéria, monsieur Olusegun Obasanjo, dans le cadre de la Conférence de Montréal	JUIN	
15	Visite de Son Altesse royale le prince El-Hassan Bin-Talal du Royaume hachémite de Jordanie, dans le cadre de la Conférence de Montréal	1	Visite du secrétaire d'État chargé de la Protection sociale, de la Famille et de l'Enfance du Royaume du Maroc, monsieur Saïd Saâdi
MAI		5	Visite d'adieu du haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence sir Anthony Goodenough
15	Visite du ministre de l'Industrie de la République tunisienne, monsieur Moncef Abdallah, dans le cadre de la Conférence de Montréal	8	Visite de la ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador, madame Maria Eugenia Brizuela de Avila
15	Visite du ministre délégué aux Affaires étrangères de la République d'Afrique du Sud, monsieur Aziz Lahed, dans le cadre de la Conférence de Montréal	8-9	Visite du ministre délégué à l'Économie, aux Transports et à la Technologie de Bavière (République fédérale d'Allemagne), monsieur Hans Spitzner
16-18	Visite du président de la République algérienne démocratique et populaire, monsieur Abdelaziz Boutéflika, dans le cadre de la Conférence de Montréal	11-16	Visite du ministre du Travail de la République de Panama, monsieur Joaquin José Vallarino III
22-26	Visite du secrétaire du Parti communiste de la province du Yunnan (République populaire de Chine), monsieur Linghu An	12-16	Visite du premier vice-président de la République du Panama, monsieur Arturo Vallarino
26-4/06	Visite du secrétaire d'État à l'Assistance et au Développement social de l'État de São Paulo (République fédérative du Brésil), monsieur Edsom Ortega Maeguez	14-16	Visite du gouverneur du Sichuan (République populaire de Chine), monsieur Zhang Zhongwei
27-31	Visite officielle de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Son Excellence le docteur Jürgen Pöhlmann	14-18	Visite du président du conseil régional Poitou-Charentes et sénateur de la Vienne (République française), monsieur Jean-Pierre Raffarin
27-2/06	Visite de la ministre de la Culture de la République arabe syrienne, la docteure Maha Qanout, dans le cadre de l'exposition « Syrie, terre de civilisations »	15-16	Visite du ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique du gouvernement wallon (Royaume de Belgique), monsieur Jean-Marie Severin, dans le cadre du XXIII ^e Congrès du Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC)
28-30	Visite du secrétaire à l'Industrie et au Commerce et secrétaire d'État aux Mines et à l'Énergie de l'État de Minas Gerais (République fédérative du Brésil), monsieur Paulino Cicero de Vasconcellos	16	Visite privée de Son Altesse royale Benedikte du Royaume du Danemark
30-31	Visite du ministre responsable de l'État de Malacca (Malaisie), monsieur Datuk Wira Mohd Ali bin Rustam	17-20	Visite du ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de la République du Sénégal, monsieur Becaye Diop

19-22 Visite du secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, monsieur Francesco Frangialli

23 Réception offerte au Musée du Québec par le premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à l'occasion de la Fête nationale

JUILLET

13 Visite du ministre de l'Éducation de la Communauté française de Belgique, monsieur Pierre Hazette

26-3/08 Visite de la secrétaire d'État chargée des PME, du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation de la République française, madame Marylise Lebranchu

AOÛT

1^{er}-5 Participation de la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française, madame Louise Beaudoin, au Congrès mondial de l'Association internationale de sciences politiques

SEPTEMBRE

6 Visite d'adieu du consul général de la République du Pérou, monsieur Guillermo Russo Checa

17-21 Visite du secrétaire d'État à l'Administration et à la Restructuration de l'État de Rio de Janeiro (République fédérative du Brésil), monsieur Hugo Leal

21-22 Inauguration par la ministre des Relations internationales, ministre responsable de la Francophonie et ministre responsable de la Charte de la langue française, madame Louise Beaudoin, des bureaux de la Délégation du Québec à Boston

24-2/10 Mission économique du vice-premier ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de l'Industrie et du Commerce, monsieur Bernard Landry, au Royaume du Maroc et en République algérienne démocratique et populaire

25-27 Participation du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à *Mission Québec* au Wisconsin (États-Unis d'Amérique)

26-28 Visite du ministre du Commerce et de l'Industrie de la République du Niger, monsieur Seini Oumarou

OCTOBRE

1^{er} Visite de la conseillère d'État au département des Finances, madame Micheline Calmy-Rey, et du conseiller d'État au département de l'Économie, de l'Emploi et des Affaires extérieures, monsieur Carlo Lamprecht, de la Confédération suisse

2-4 Visite de l'ancien premier ministre de la République française et député-maire de Lyon, monsieur Raymond Barre, dans le cadre des Treizièmes Entretiens du Centre Jacques-Cartier

2-7 Mission économique du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, monsieur Guy Julien, en République tunisienne et en République libanaise

3-6 Visite de la présidente de la région Rhône-Alpes (République française), madame Anne-Marie Comparini, dans le cadre des Treizièmes Entretiens du Centre Jacques-Cartier

5-8 Visite de l'administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, monsieur Roger Dehaybe

10 Cérémonie de signature d'entente dans le cadre du pacte fiscal entre le gouvernement du Québec, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités

10-11 XVII^e Journées d'information du corps consulaire

16-19 Visite du secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, monsieur Boutros Boutros-Ghali

23-27 Réunion annuelle des délégués généraux, délégués et chefs de poste

27-30 Visite du gouverneur de la province de Misiones (République argentine), monsieur Eduardo Rovira

31 Visite officielle de l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Son Excellence monsieur Vitaly Churkin

NOVEMBRE

2-3 Visite de la ministre des Sports et de la Jeunesse de la République française, madame Marie-George Buffet, dans le

	cadre du conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse	11	Rencontre de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, madame Louise Beaudoin, avec les chefs de mission des pays et des gouvernements membres de la Francophonie
5-7	Visite de travail de l'ambassadeur de la République de Cuba, Son Excellence monsieur Carlos Fernandez de Cossio	19	Visite du ministre des Affaires étrangères de la République française, monsieur Hubert Védrine
14	Cérémonie présidée par le premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, en hommage aux médaillés et athlètes québécois des Jeux olympiques et paralympiques de Sydney (Commonwealth d'Australie)	JANVIER 2001	
17-19	Visite du gouverneur de la province de Neuquen (République argentine), monsieur Jorge Omar Sobisch	16	Visite de prise de poste du consul général de la République de Pologne, monsieur Witold Spirydowicz
21	Visite officielle de l'ambassadeur de la République turque, Son Excellence monsieur Ebran Ögüt, et cérémonie de signature d'une entente en matière de sécurité sociale	18	Visite officielle de l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie, Son Excellence monsieur Abderrahim Ould Hadrami
NOVEMBRE		18-20	Visite du secrétaire général de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays francophones (CONFESJES), monsieur Victor Kouassi
22-23	Visite de prise de poste du délégué de la Communauté française et de la région wallonne de Belgique, monsieur Jules Gheude	22	Visite d'une délégation de l'État de Mexico (États-Unis mexicains) présidée par le ministre du Développement économique, monsieur Carlos Rello Lara
23	Visite d'adieu de la consule générale du Royaume du Maroc, madame Farida Jaïdi	25	Visite officielle de l'ambassadeur du Royaume du Danemark, Son Excellence monsieur Svend Roed Nielsen
28	Visite officielle de l'ambassadeur de la République argentine, Son Excellence monsieur César Mayoral	29	Visite de l'ambassadeur de la République libanaise, Son Excellence monsieur Raymond Abdo Baaklini
30	Participation du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à la célébration du soixantième anniversaire de la Délégation générale du Québec à New York et au lancement officiel de « Québec-New York 2001 »	30-3/02	Participation du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à <i>Mission Québec</i> Europe 2001 (Madrid, Milan, Rome)
DÉCEMBRE		30-3/02	Visite de la ministre de l'Aide à la jeunesse, de la Santé et de l'Aide sociale aux justiciables du Royaume de Belgique, madame Nicole Maréchal
3-6	Visite du président du conseil régional d'Aquitaine (République française), monsieur Alain Rousset	FÉVRIER	
3-6	Visite officielle du haut-commissaire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Son Excellence sir Andrew Burns	9-18	Participation du premier ministre, monsieur Lucien Bouchard, à Équipe Canada en Chine (Beijing, Shanghai, Hong Kong)
4-7	Visite du ministre du Développement rural de la République du Niger, monsieur Wassalké Boukari	15	Visite de la ministre de l'Intérieur du Royaume du Danemark, madame Karen Jesperen
7	Visite officielle de l'ambassadeur de la République fédérative du Brésil, monsieur Henrique Valle		

MARS

- 3-4 Visite du ministre de l'Agriculture et de la Pêche de la République française, monsieur Jean Glavany
- 8 Cérémonie d'assermentation du nouveau Conseil des ministres présidé par monsieur Bernard Landry
- 12 Cérémonie de signature d'entente de siège du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique de l'Organisation des Nations unies
- 14-16 XI^e Conférence des chefs du Protocole au Canada
- 16-20 Visite du patriarche d'Antioche, Sa Béatitudo le cardinal Nasrallah Pierre Sfeir
- 28-29 Visite du ministre de l'Environnement et des Ressources naturelles des États-Unis mexicains, monsieur Victor Lichtinger, dans le cadre de la rencontre des ministres de l'Environnement des Amériques
- 29 Réception offerte par la vice-première ministre, ministre d'État à l'Économie et aux Finances et ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie, madame Pauline Marois, à l'occasion de la lecture du discours de présentation du budget
- 29-31 Visite du secrétaire du gouvernement, monsieur José Luis Péch Várguez, du secrétaire du Tourisme, monsieur Guillermo Martinez Florez, du secrétaire du Développement économique, monsieur Artemio Santos Santos, du secrétaire de la Planification et du Développement régional, monsieur Enrique Sosa Hernández, de l'État de Quintana Roo (États-Unis mexicains), dans le cadre de la foire commerciale annuelle Americana

Composition typographique : Mono•Lino inc.
Achévé d'imprimer en novembre 2001
sur les presses de l'imprimerie
Laurentide inc. à Loretteville